



alterstice

Revue Internationale
de la Recherche Interculturelle

المجلة الدولية للبحوث
ما بين الثقافات

Revista Internacional
de la Investigación Intercultural

Revista Internacional
de Pesquisa Intercultural

International Journal
of Intercultural Research



Violence conjugale et diversité culturelle

Éditrice invitée : **Ghayda Hassan**

- 1** La culture comme un iceberg?
Y. Leanza
- 5** Violence conjugale et diversité culturelle
G. Hassan
- 9** Nature of domestic/family violence and barriers to using services among Indian immigrant women
E. Colucci, M. O'Connor, K. Field, A. Baroni, R. Pryor et H. Minas
- 27** De la plainte aux soins : le parcours des victimes de violence conjugale au Brésil
L. Martins-Borges, D. Sevegnani Mayorca et M. Silva Livramento
- 37** Sortir de la violence, sans sortir de l'autochtonie : l'importance de mieux comprendre les besoins des femmes autochtones en milieu urbain
C. Flynn, G. Lessard, L. Montminy et R. Brassard
- 51** Domestic violence, ethnic diversity, and political and economic change in an upland community of Vietnam
L. Kwiatkowski
- 67** Dépister et orienter les personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple : un défi pour les professionnels du champ social
S. Lorenz et C. Fluehmann
- 81** Les enjeux de la survisibilisation/invisibilisation de la violence envers les femmes issues de l'immigration en contexte familial
C. Bouchard et S. Garneau
- 97** Politiques d'immigration : femmes et violence conjugale dans le contexte québécois
S. Castro Zavala
Notes de lecture
- 111** *Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles*, de A. Frame
R. Rocque

Alterstice est publiée avec le soutien de l'Association internationale pour la Recherche Interculturelle (**ARIC**), l'équipe de recherche Migration et Ethnicité dans les Interventions en Santé et en Service social (**METISS**, Montréal) et le Centre interuniversitaire d'Études sur les Langues, les Arts et les Traditions (**CÉLAT**).

Alterstice est publiée uniquement en ligne : www.alterstice.org

La revue est gratuite.

Alterstice

c/o Yvan Leanza
Professeur agrégé
École de psychologie
Université Laval
2325, rue des Bibliothèques
Québec (Qc)
G1V 0A6
Canada

Directeur : Yvan Leanza
alterstice@gmail.com

Responsable de la révision et de la mise en pages : Anna Olivier (Athéna Rédaction)
anna.olivier@athenaredaction.com

Révision des manuscrits en anglais : Cynthia Gates

ISSN : 1923-919X

© Alterstice, 2013. Toute reproduction du texte doit mentionner la source de l'article.

ÉDITORIAL

La culture comme un iceberg?Yvan Leanza¹

Il est parfois utile, voire nécessaire de revoir les métaphores que nous employons comme chercheurs ou enseignants pour transmettre le message qui nous semble le plus pertinent, ou encore le plus percutant. Ces figures de style associent une expérience ou une abstraction à un élément concret, ce qui a pour effet de rendre l'abstraction bien réelle et saisissable par ceux à qui est destiné le message. Lakoff et Johnson (2003) estiment que ceux dont les métaphores s'inscrivent de façon durable dans le discours commun imposent une lecture particulière de l'expérience humaine et, finalement, définissent une parcelle de vérité. Il ne s'agit donc pas seulement de se faire comprendre, mais de reconnaître qu'il y a bien là un enjeu de pouvoir : une interprétation métaphorique d'une partie de l'expérience humaine peut finir par dominer le discours commun, et par là même orienter les choix individuels et sociaux.

Il est une métaphore que les interculturalistes usent d'abondance dans leurs messages : la culture, c'est un iceberg. La caractéristique principale de cette montagne de glace flottante est que 90 % de son volume est sous l'eau. Il est impossible de connaître sa forme exacte en se basant sur ce qui est visible. L'image de l'iceberg est employée dans le discours commun (en français du moins) pour désigner ce que l'on ne peut saisir *a priori* : la pointe de l'iceberg, qui renvoie ainsi à une situation dont on ne perçoit qu'une infime partie, à l'image de la partie émergée de la glace. Par cette association entre culture et iceberg (que nous devons probablement à l'anthropologue Clyde Kluckhohn), on souhaite de la même façon mettre de l'avant le caractère partiellement invisible de la culture. La métaphore fait également de la culture une réalité dont l'importance peut facilement être minimisée si on ne s'attarde qu'à sa (petite) partie visible. On peut aussi la relier au contraste entre ce qui est conscient (visible) et inconscient (invisible).

Mais est-il heureux d'employer cette métaphore dans le cadre de la recherche ou de la formation interculturelle? En choisissant un élément concret pour rendre compte d'une abstraction, c'est l'ensemble de l'univers symbolique attaché à cet élément qui est convoqué, et pas seulement une partie de celui-ci. Quelles sont donc les autres qualités symboliques de l'iceberg, outre son incarnation de l'ambivalence du visible et de l'invisible ? Avant d'être une montagne flottante, un iceberg est une montagne de glace, et c'est peut-être là une partie négligée de la fonction symbolique de cette métaphore.

La « glicité », ou encore la capacité à faire glisser, selon Daniel Chartier, directeur du laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord (Bertrand, 2013) est l'une des fonctions symboliques de la glace. Cette qualité de la glace est plutôt joyeuse, dans la mesure où elle est associée à une facilité de déplacement, une rapidité aussi de ce déplacement. Elle est synonyme d'amusement avec les sports d'hiver, et même d'un style de vie à la fois jeune, sain et aventurier (« la glisse »). Mais souhaitons-nous que la culture soit associée à une surface sur laquelle rien ne peut accrocher ? Et qui pourrait même s'avérer être une zone à risque ?

Une autre fonction symbolique de la glace, probablement la plus importante, est d'arrêter le temps. Cela se voit avec la conservation des aliments, mais aussi en science : l'analyse de carottes de glace permet de remonter le temps, la découverte d'animaux disparus congelés (en général des mammouths) nous permettant d'accéder à une époque révolue. La science-fiction est aussi riche en récits de monstres libérés des glaces qui sèment la désolation. En employant la métaphore de l'iceberg, souhaitons-nous vraiment associer la culture à un temps passé, révolu, et parfois figé pour l'éternité ?

Une autre fonction symbolique de la glace est sa dangerosité. La glace est dure, froide, coupante, piquante, mordante. Elle est capable de bloquer, de comprimer, d'écraser et de détruire, comme en témoignent les mésaventures de deux brise-glaces (russe et chinois) récemment bloqués en Antarctique. Elle grince, craque, attaque et tue, animaux comme humains. Le bruit de la glace qui se meut sur la mer et qui heurte les coques de bateaux est – nous apprend Daniel Chartier – la voix des damnés pour les Islandais. Elle peut être tout cela – soit dangereuse et en même temps sournoise – parce qu'invisible. Par exemple, la glace noire au Québec est cette fine couche de glace sur les routes, invisible, qui provoque des accidents. L'iceberg est l'archétype de cette sournoise dangerosité, à la fois celle de la montagne et celle de l'invisible : il a coulé le plus grand navire que l'humanité ait jamais construit et il a nécessité la constitution d'organismes internationaux pour mettre en place une surveillance systématique de la menace qu'il représente. Souhaitons-nous vraiment associer la culture à un danger (mortel) imminent qui pourrait détruire les réalisations les plus grandioses d'une société et qui nécessiterait une surveillance accrue ?

Dans un autre ordre d'idées, la plus récente des fonctions symboliques de l'iceberg serait de concentrer les craintes environnementales suscitées par les changements climatiques : la disparition de la glace aux pôles et dans les montagnes est sujet d'inquiétude. Elle est considérée comme symptomatique de ces changements infligés par les humains à la planète. Elle est facilement mesurable grâce aux relevés des scientifiques du dernier siècle ou à des artistes qui ont immortalisé ces masses aujourd'hui évaporées. Ce changement climatique est visible, quasi palpable, en de nombreux points de la planète. Cette disparition présage d'un avenir sombre. Voulons-nous associer la culture cet ensemble d'émotions, de crainte et d'inquiétude pour l'avenir ?

Finalement, la culture telle qu'elle est aujourd'hui définie – comme processus permanent de construction de sens – est l'antithèse de l'iceberg. Peut-être avons-nous, comme interculturalistes, abusé de cette métaphore, adoptée un peu vite. Croyant transmettre un message simple sans être simpliste, nous avons peut-être renforcé les craintes associées à la différence. Alors que la crise économique sévit, les identités se cristallisent facilement. Certains gouvernants ou décideurs n'hésitent pas, en faisant régulièrement preuve d'amnésie historique, à se servir de la peur de l'autre et à utiliser la culture de cet autre comme une menace à l'intégrité et à l'harmonie. Comme chercheur, il me semble important de rester proche de nos terrains et de nos données et de trouver des métaphores qui rendent compte de l'expérience humaine sans convoquer les peurs qui rigidifient les comportements et aboutissent à la rupture des liens plutôt qu'à leur constitution et leur renforcement. C'est ce que font les auteurs des divers articles de ce numéro, qui porte sur un sujet sensible pourtant traité avec tact, sous l'habile direction de Ghayda Hassan, de l'Université du Québec à Montréal.

Bonne lecture !

Références

Lakoff, G. et Johnson, M. (2003). *Metaphors we live by* (éd. revue). Chicago : The University of Chicago Press.

Bertrand, J. (2013). Entrevue avec Yves Bergeron et Daniel Chartier : La glace [entrevue]. Dans J. Bertrand (réalisateur), *La tête ailleurs*. Montréal, Québec : Société Radio-Canada. En ligne à http://www.radio-canada.ca/emissions/la_tete_ailleurs/2013-2014/archives.asp?date=2013-12-28 (à 18h14 de l'audiofil du 28 décembre).

Rattachement de l'auteur

¹Université Laval, Québec, Canada

Correspondance

alterstice@gmail.com

Pour citer cet article :

Leanza, Y. (2013). La culture comme un iceberg? [Éditorial]. *Alterstice*, 3(2), 1-4.

INTRODUCTION THÉMATIQUE

Violence conjugale et diversité culturelleGhayda Hassan¹**Résumé**

La violence conjugale en contexte de diversité culturelle est un phénomène extrêmement complexe à aborder en prévention comme en intervention en raison de ses multiples composantes et qui demeure mal connu et peu documenté. Ce numéro thématique de la revue *Alterstice* tente de faire un premier pas pour combler ces multiples lacunes, en offrant un espace de réflexion et de partage des connaissances théoriques, cliniques et empiriques autour de la violence conjugale vécue par les femmes immigrantes, réfugiées ou issues des minorités ethnoculturelles. Notre sélection d'articles permet d'amorcer une réflexion complexe et critique sur l'expérience de la violence conjugale, réflexion qui porte sur les différentes sphères de l'intime de la culture familiale, qui touche aussi les cultures et les barrières propres au système de soins et qui atteint enfin les enjeux politiques liés à cette question. Nous espérons que ce numéro thématique constituera une passerelle de sens permettant de bâtir des ponts entre différents univers culturels, pour permettre de développer une relation d'aide fondée sur la complexité des sens et le souci d'assurer une sécurité culturelle, et non une relation de pouvoir, de menace et de contrainte additionnelle pour la femme victime de violence conjugale.

Rattachement des auteures¹Université du Québec à Montréal, Montréal, Canada**Correspondance**

hassan.ghayda@uqam.ca

Mots clés

violence conjugale; immigration, culture, intervention, prévention, politique

Pour citer cet article :Hassan, G. (2013). Violence conjugale et diversité culturelle. *Alterstice*, 3(2), 5-7.

La violence conjugale, définie comme une violence physique, émotionnelle, financière ou sexuelle perpétrée par un partenaire conjugal, constitue l'un des problèmes de santé mondiale les plus importants. Même si certains hommes subissent de la violence conjugale, les femmes demeurent plus à risque d'en connaître les formes les plus sévères, ainsi que de souffrir de conséquences aiguës et chroniques. En effet, les statistiques internationales révèlent des taux de violence physique et sexuelle subie par des femmes dans le cadre de relations intimes allant de 3 % à 62 % selon le pays et la zone recensés (Organisation mondiale de la santé, 2012).

Le phénomène persiste et peut même être amplifié dans un contexte de déplacement forcé, de désastre (guerres, désastres naturels, etc.) ou de refuge (camps de réfugiés, demande de statut de réfugié, etc.) ainsi qu'en contexte migratoire, en raison des multiples facteurs de vulnérabilité rattachés à ces différentes réalités. Or la situation des femmes dans ces contextes demeure mal connue et peu documentée. La violence conjugale en contexte de diversité culturelle est en effet un phénomène extrêmement complexe à aborder en prévention comme en intervention, en raison de ses multiples composantes, dont celles liées à l'histoire pré-migratoire, au parcours migratoire, aux défis de l'intégration dans la nouvelle société et aux violences structurelles de cette dernière envers les immigrants ou les réfugiés, auxquelles s'ajoutent des barrières d'accès aux soins liées à des caractéristiques culturelles, religieuses, intercommunautaires, sociales et politiques.

Les outils de dépistage de la violence conjugale, tout comme les différentes stratégies d'évaluation, de prévention et d'intervention qui ont été implantées en Amérique du Nord et en Europe, ont été principalement créés et évalués auprès d'une population non spécifique, et ils comportent parfois des stéréotypes et des préjugés essentialisants pour de nombreuses femmes immigrantes, réfugiées ou issues de minorités ethnoculturelles. Leur applicabilité et leur adéquation aux besoins des populations immigrantes demeurent inconnues, tout comme leur efficacité à réduire la violence conjugale et les conséquences qui y sont associées auprès de ces mêmes populations. Par exemple, même lorsqu'une histoire de violence conjugale est dépistée, on ne propose pas systématiquement à ces femmes un suivi psychosocial (Macmillan, Wathen, Jamieson et collab., 2009). On constate ainsi de nombreuses barrières à l'accès aux soins, et le risque de pathologisation de la souffrance et de vulnérabilisation accrue de ces femmes en est potentiellement multiplié.

Les questions demeurent donc nombreuses. Quel est l'état de la situation en ce qui a trait à la violence conjugale en contexte de diversité ethnoculturelle? Quels sont les facteurs de vulnérabilité propres aux femmes en situation de minorité ethnoculturelle? Quelles sont les conséquences de cette violence sur ces femmes et leurs familles? Quels besoins expriment-elles? Comment conçoivent-elles cette violence en lien avec leur passé et leurs conditions de vie actuelles? Comment dépister ou évaluer cette violence? Quelles sont les barrières dans l'accès aux programmes de prévention et aux soins? Les programmes d'intervention offerts répondent-ils aux besoins de ces victimes ou les fragilisent-ils davantage? Ces questions ne constituent qu'un fragment des interrogations liées au manque de connaissances dans le domaine de la violence conjugale auprès des femmes immigrantes, réfugiées et issues des minorités ethnoculturelles.

Ce numéro thématique de la revue *Alterstice* tente de faire un premier pas pour combler ces multiples lacunes, en offrant un espace de réflexion et de partage des connaissances théoriques, cliniques et empiriques autour de la violence conjugale vécue par les femmes immigrantes, réfugiées ou issues des minorités ethnoculturelles. Notre sélection d'articles permet d'amorcer une réflexion complexe et critique sur l'expérience de la violence conjugale, réflexion qui porte sur les différentes sphères de l'intime de la culture familiale, qui touche aussi les cultures et les barrières propres au système de soins et qui atteint enfin les enjeux politiques liés à cette question.

Nous présentons d'abord quatre articles portant à la fois sur le commun de l'expérience subjective de la violence et sur les réalités spécifiques de femmes provenant d'horizons variés : le Brésil, l'Inde, le Vietnam et le Québec autochtone. Ainsi, dans « Nature of domestic/family violence and barriers to using services among Indian immigrant women », Colucci, O'Connor, Field, Baroni, Pryor et Minas nous renseignent sur la nature de la violence conjugale et les barrières dans l'accès aux soins pour des immigrantes d'origine indienne en Australie. Leur parole trouve sa source ici à travers une intervention de type théâtre forum, qui permet de lever le tabou associé à la violence conjugale et de rendre compte de cette dernière comme d'une réalité touchant l'ensemble des membres de la communauté et pas simplement la femme qui la subit. Dans « De la plainte aux soins : le parcours des

victimes de violence conjugale au Brésil », **Martins-Borges, Sevegnani Mayorca et Silva Livramento** nous font découvrir les nombreuses barrières parsemant le parcours de victimes de violence conjugale au Brésil. Par le biais d'un programme d'intervention psychologique, ces femmes réussissent à se réapproprier certains éléments de leur histoire personnelle, à revaloriser leur identité et à repérer les particularités culturelles leur ayant permis de faire face à ces situations et celles ayant parfois représenté un blocage dans leur processus de changement. **Kwiatkowski** démontre quant à elle l'importance d'examiner le problème de violence conjugale de manière complexe en tenant compte de la multidimensionnalité de ce phénomène et en évitant toute pensée simpliste. L'auteure le fait en intégrant dans son article « Domestic violence, ethnic diversity, and political and economic change in an upland community of Vietnam » une analyse des aspects politiques, sociaux et économiques dans la compréhension de la violence conjugale au Vietnam. Enfin, **Flynn, Lessard, Brassad et Montminy** abordent dans « Sortir de la violence, sans sortir de l'autochtonie : l'importance de mieux comprendre les besoins des femmes autochtones en milieu urbain » l'épineuse question de la violence conjugale chez les femmes autochtones en milieu urbain québécois, mettant en lumière les différentes manifestations des rapports de pouvoir en jeu dans la construction des difficultés et des demandes d'aide pour ce groupe de femmes doublement vulnérable.

Une seconde série d'articles touche la question, essentielle, de l'adéquation des services et de leur adaptation aux réalités et aux besoins des femmes immigrantes ou issues des minorités ethnoculturelles victimes de violence conjugale. Dans « Dépister et orienter les personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple : un défi pour les professionnels du champ social », **Lorenz et Fluehmann** présentent le point de vue de professionnels travaillant au sein d'institutions sociales susceptibles d'orienter les personnes usant de violence conjugale vers les groupes thérapeutiques. Tout en dénonçant le risque de stéréotypie et de discrimination qui peut être associé au pairage entre origine socioculturelle et violence conjugale, les auteures soulignent la nécessité de renforcer les collaborations intersectorielles afin d'optimiser l'accès aux soins et d'améliorer la qualité des interventions.

Le rôle central que peuvent jouer les médias comme miroir et moteur de préjugés sociaux est souligné par **Bouchard et Garneau** dans leur article « Les enjeux de la survisibilisation/invisibilisation de la violence envers les femmes issues de l'immigration en contexte familial ». Dans cet article, les auteures illustrent l'excès de visibilité des populations immigrantes dans les journaux lorsqu'il est question de violence envers les femmes, mais leur invisibilité sociale lorsqu'il est question de soins. Enfin, les politiques migratoires touchent les femmes et les familles de manière beaucoup plus directe et vulnérabilisante que ne le laisse croire leur aspect macrosystémique. **Castro Zavala** en fait l'éloquente démonstration dans « Politiques d'immigration : femmes et violence conjugale dans le contexte québécois », en analysant la manière dont les politiques d'immigration interagissent avec d'autres formes d'oppression dans la vie des femmes immigrantes, les rendant ainsi plus vulnérables à la violence conjugale.

Les défis à relever dans le domaine de la violence conjugale et de la diversité culturelle sont encore très nombreux et nous espérons que ce numéro thématique et la diversité des idées qui y sont partagées constitueront une passerelle de sens permettant de bâtir des ponts entre différents univers culturels, pour permettre de développer une relation d'aide fondée sur la complexité des sens et sur le souci d'assurer une sécurité culturelle, et non une relation de pouvoir, de menace et de contrainte additionnelle pour la femme victime de violence conjugale.

Références bibliographiques

- Organisation mondiale de la santé. (2012). Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes : la violence exercée par un partenaire intime [en ligne]. Organisation mondiale de la santé. Fiche téléchargeable à partir du lien : http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/77432/1/WHO_RHR_12.36_fr.pdf?ua=1
- Macmillan, H., Wathen, C., Jamieson, E. et collab. (2009). Screening for intimate partner violence in health care settings: a randomized trial. *Journal of the American Medical Association*, 302, 493-501.

ARTICLE THÉMATIQUE

Nature of domestic/family violence and barriers to using services among Indian immigrant womenErminia Colucci¹, Manjula O'Connor¹, Karen Field¹, Alice Baroni¹, Reima Pryor¹ et Harry Minas¹**Abstract / Résumé**

Domestic/family violence is a widespread major public health and human rights violation issue that runs across ethno-cultural affiliations and economic status. Relative to the actual incidence of family violence, use of services is low, and delayed for years after onset, within the broader Victorian and Australian community. Utilization is even lower for women from immigrant and refugee communities. It has been noted that family violence service utilization by Indian women immigrants in particular was especially low, relative to the size of the Indian population in Victoria. With the Indian culture understood to be traditionally a strongly male-dominated culture, it was deemed important to explore the nature of family violence experience of Indian women living in Australia, and culturally determined barriers to use of services. A partnership was formed to explore this issue through a participatory community theatre approach.

Forum Theatre is a powerful tool that uses theatre for generating community understanding around hard to address issues such as domestic violence. Using such theatre-based ethnography, we aimed to identify the key issues, challenges and needs of Indian immigrant families when accessing and using services that could assist in situations of domestic/family violence.

Rattachement des auteurs

¹Centre for International Mental Health, School of Population and Global Health, University of Melbourne, Melbourne, Australie.

Correspondence / Correspondance

ecolucci@unimelb.edu.au

Keywords / Mots clés

migration; domestic violence; family violence; violence against women; Indian; culture; arts-based research; community theatre; participatory theatre; forum theatre; performance ethnography; service use; service utilization; access to services; violence prevention.

Pour citer cet article :

Colucci, E., O'Connor, M., Field, K., Baroni, A., Pryor, R. et Minas, H. (2013). Nature of domestic/family violence and barriers to using services among Indian immigrant women. *Alterstice*, 3(2), 9-26.

Introduction

Violence against women (VAW) is now widely recognized as a significant global problem, a major public health concern and one of the most widespread violations of human rights (Colucci, & Heredia Montesinos, 2013; Eng, Li, Mulsow, & Fischer, 2010; VicHealth, 2008). The perpetrators of the violence are often well known to their victims (WHO, 2005). Domestic violence (DV), which occurs within the context of families, can encompass a wide range of behaviors including verbal abuse, threats, coercion, harassment, intimidation, manipulation, physical and sexual abuse, criminal damage, rape, and homicide (Wilcox, 2006). Although women represent the overwhelming majority of victims of violence occurring in the home, men are sometimes victims too (VicHealth, 2011).

The landmark report published by the World Health Organization a decade ago (WHO, 2002) gave global relevance to the epidemic rates and serious and long-term impacts of violence by positioning it as a leading worldwide public health concern. In 2005, WHO set the prevention of violence against women as a high priority (WHO, 2005). Violence against women is not only a serious breach of human rights, but has major health, social and economic consequences for women, their families and communities. Several studies have highlighted the impact of violence against women, particularly domestic/family violence, on physical and mental health (e.g.: Coker, Smith, Bethea, King, & McKeown, 2000; Ellsberg, Jansen, Heise, Watts, & Garcia-Moreno, 2008; VicHealth, 2008; WHO, 2005), including suicidal behavior (Chowdhary & Patel, 2008; Colucci, & Heredia Montesinos, 2013; Davar, 2003; Devries et al., 2011; Ellsberg, et al., 2008; WHO, 2005).

Violence against women, including DV, is a universal phenomenon that persists in all countries and societies of the world (WHO, 2005), affecting all communities irrespective of race, gender, class, religion, cultural background or ethnicity (Bannenberg, & Rossner, 2003). Nevertheless, there are cross-national and cultural variations. For instance, a review of 134 studies in different countries and ethnic communities showed that the prevalence of lifetime domestic violence varied from 1.9% to 70% (Alhabib, Nur, & Jones, 2010). Higher risk of VAW is found in societies with traditional gender norms and roles, unequal distribution of power and resources between men and women, a normative use of violence to resolve conflicts, and cultural approval of (or weak sanctions against) violence against women (VicHealth, 2011; WHO, 2011). In Australia, from the age of 15 years, well over one-third of women (40%) had experienced physical and/or sexual violence (VicHealth, 2011). In particular, in the state of Victoria (capital, Melbourne) intimate partner violence was found to be the leading contributor to illness, disability and premature death among women aged 15 to 44 years. Furthermore, there is evidence that domestic/family violence in this state is on the increase (Victoria Police, 2011).

As observed by Poljski (2011), only a few studies have been conducted in Australia that determine the prevalence and dynamics of violence against women across and within ethnic communities. Researchers and service providers have, however, brought attention to the higher levels of violence experienced by women from immigrant and refugee backgrounds (Bonar, & Roberts, 2006; Erez, 2000; O'Donnell, Smith, & Madison, 2002). For instance, a recent study in Hong Kong confirmed existing evidence that female marriage migrants are more vulnerable to spousal violence compared with local women (Choi, Cheung, & Cheung, 2012).

Women experiencing violence have been reported as being often emotionally involved with, and economically dependent on, those who victimize them, making it difficult to disclose their experiences, let alone to seek support (VicHealth, 2011; Lewis, Dobash, Dobash, & Cavanagh, 2000). A recent study in Melbourne showed that women from immigrant and refugee backgrounds face barriers in addition to those for the broader community, to seeking help (Intouch, 2010). In particular, immigrant women often feel trapped because of immigration laws and fear of deportation, language barriers, social isolation, and lack of financial resources (Orloff & Little, 1999; Raj & Silverman, 2002). A similar study carried out in the U.S. with nine migrant communities showed that "for these women, domestic violence occurs against the backdrop of social and economic marginalization that is similar to and extremely different from women who are mainstream" (Bhuyan, & Senturia, 2005, p. 896).

As indicated previously, although violence against women and domestic/family violence affects every community, some groups are at higher risk. Indian women are among them. As observed by Satish, Gupta, and Abraham (2002), “domestic violence is prevalent and [a] largely accepted part of family life in India” (p. 12). There is also some evidence of an increase over time of violence against Indian women (Enayatullah, & Zeba, 2003), partially attributed to increasingly “modern” attitudes among women (Simister, & Mehta, 2010). In spite of the greater acceptability and presence of domestic/family violence (DV)¹ among Indian women, and higher risk of violence among immigrant women, Indian immigrant women seem to make particularly low use of the services available in Melbourne for victims of domestic/family violence. No official data is available in this regard, despite Indians being a growing and emerging community in Australia (Poljski, 2011).

The 5-yearly Australian Census conducted in 2011 (Australian Bureau of Statistics, 2011) indicated that within Australia, India is the fourth most prevalent country of birth (after Australia, England and China) and in Victoria, the third most prevalent (after Australia and England), comprising 2.3% of the Victorian population, with 47% of these being recent arrivals and 80% being first generation migrants. Despite being the largest migrant group (after the English who would be expected to access culturally mainstream services), of the 641 women who accessed the Immigrant Women's Domestic Violence Service in 2008-2009 in Melbourne, only 54 (8%) were of Indian background (IWDVS, 2010). In the same period, the Federation of Indian Association of Victoria (an association that provides support specifically to Indian victims of domestic violence) supported a total of 16 Indian males and females (AISV Taskforce, 2009). Meetings with other Melbourne-based stakeholders and service providers have also confirmed that Indian women barely access domestic/family violence services (e.g.: AISV Taskforce, 2009) relative to their proportion within the Victorian community.

Together with unequal power relations between men and women and the way gender roles, identities and relationships are constructed and defined within communities and societies, a lack of access to resources and systems of support has been identified as a key determinant of violence (VicHealth, 2009). However, a gap in the literature has been widely acknowledged among researchers and practitioners with regard to appropriate service delivery for ethnic minority people/migrant populations (see Sawrikar, & Katz, 2008). There is growing recognition that understanding how various communities perceive and respond to domestic violence is essential for designing effective, culturally competent interventions (Bhuyan, & Senturia, 2005). Thus, as also argued by Sawrikar and Katz (2008), examining how to improve access to and delivery of services for specific immigrant and refugee backgrounds communities is an important line of critical inquiry in multicultural countries such as Australia. No previous study of this kind had been carried out in Australia; the few studies carried out in other countries (such as Bhuyan, & Senturia, 2005) have not focused on Indian migrants.

For this reason, a partnership² was established in Melbourne to explore Indian immigrant women's perceptions of “domestic/family violence” in their community and knowledge about the specific barriers that prevent disclosure and help-seeking. Through this, we aimed to deepen our understanding of the nature and dynamics of DV in the Indian community and provide suggestions to improve access to and delivery of DV and family relationship services to Indian immigrant women.

Methodology

DV is a sensitive area of research, which requires careful planning and consideration of the specific ethno-cultural context (Ellsberg, & Heise, 2005). Bhuyan and Senturia (2005) highlighted the importance of in-depth, culturally competent research as a means to allow women's voices to be heard and integrated into our understanding of DV. Previous research has also indicated that community members wanted to see tangible benefits from participating in research beyond simply documenting problems in their communities (Bhuyan, & Senturia, 2005). WHO emphasized the importance of action-oriented research to increase our understanding of DV and what to do about

¹ For brevity, hereafter the acronym “DV” will be used to refer to domestic/family violence.

² This project is a collaboration between an Indian community organization (Australia India society of Victoria), a University research Centre (Centre for International Mental Health, The University of Melbourne) and a service provider (Drummond Street Services). Assistance for the theatre workshops and performances was provided by the cultural collective Third Way Theatre.

it (WHO, 2005). Thus, in the same spirit of community-based participatory research we implemented an approach to research called *participatory community theatre*.

Practices of “theatre by the people and theatre for the people,” such as street theatre, have a long tradition in the Indian culture (see Capila, & Bhalla, 2010), thus this method can be regarded as a powerful means to engage the Indian community and to promote change through increasing awareness and agency.

Theatre and performance as ethnographic research methods

Over the past two decades, the use of theatre and performance within social science research has gained both popularity and critical attention (Rossiter, & Godderis, 2011). There is a growing scholarship that uses theatre as research (Dennis, 2009), including a handful of research-based theatre projects that have addressed a variety of health-related issues (Rossiter, & Godderis, 2011).

As observed by Dennis (2009), an analysis of the literature indicates that drama is currently involved in research on several levels (often using drama in multiple ways): as a data collection technique; to reflect data and analysis to a broader audience; to bring participants and others into dialogues that data collection has inspired; as disciplinary critique; and as a participatory form of analysis. Drama has also been used to complement and transfer knowledge gained through statistics (Mieniczakowski, 2001) and as a participatory technique to address social concerns and explore potential social transformation (Conrad, 2004; Prentki, & Selman, 2000).

Denzin (2003) defined *performance ethnography* (also described as ethnodrama or ethnotheatre) as a form of social science methodology in which performers and audience are engaged reciprocally and democratically in performing common text. In a previous work, Denzin called ethnodrama “the single most powerful way for ethnography to recover yet interrogate the meaning of lived experience” (1997, p. 94, cited in Conrad, 2004).

Mieniczakowski (2001) defined performance ethnography as co-constructed with research participants, a process that gives participants a forum they may not have in more traditional research.

In their research, performance ethnographers find or create opportunities to perform their cultural understandings by observing, participating in performances, and/or representing their findings to others through performance (Conrad, 2004).

Over the past century, new developments of the concept of “theatre” have allowed the definition of varied tools and intervention methods (Dragone, 2000, p.61). In such theatre forms, the main result is not so much connected with a final aesthetic production (as in the traditional theatre) as with the possibility for a community to explore collectively their issues and avenues of potential action (Prentki, & Selman, 2000).

Most of the interactive work genre draws on the *Theatre of the Oppressed* developed by the Brazilian theatre practitioner Augusto Boal (1985), under the influence of Paulo Freire’s *Pedagogy of the Oppressed* (1977/2000). Theatre of the Oppressed is “a system of physical exercises, aesthetic games, image techniques and special improvisations whose goal is to safeguard, develop and reshape this human vocation, by turning the practice of theatre into an effective tool for the comprehension of social and personal problems and the search for their solutions” (Boal, 1995, p.14-15).

Between the specific set of theatrical techniques encompassing the Theatre of the Oppressed, his techniques of Imagine Theatre and Forum Theatre give the audience a part in the dramatic action. In Forum Theatre, the community of participants creates and acts out a symbolic representation in which they witness their struggle and highlight the forms of oppressive conflicts within society. The scenario runs once and is subsequently enacted again, encouraging the audience to stop the action and change the dramatic action replacing a character on the stage. Discussion is promoted by the facilitator, with the aim to create a deeper understanding of the scenario and gain a critical awareness about cultural assumptions, beliefs and values.

Theatre and domestic violence

Boal's theatre techniques have been applied in a few studies that investigated and worked with communities on domestic violence issues, such as Lev-Aladgem (2003) in Israel, Mitchell, and Freitag (2011) in the U.S., Sliep, Weingarten, and Gilbert (2004) in Uganda and Wang (2010) in Taiwan. As Sliep and collaborators pointed out, working between individuals and society is crucial to improve strategies to address issues of social health, moving the locus of control from external agencies to the people who are directly experiencing it. By bringing the stories of marginalized people on stage, Forum Theatre offers a rare opportunity to people on the fringe to be in the center (Chilton, 2000 cited in Lev-Aladgem, 2003) where, being the experts of their own lives, they can be engaged in a dialogue with the audience to discover and explore collectively how to deal with their own problems.



Photo 1 Performance in a Sikh Temple, by E. Colucci, 2011

In conclusion, the Boalian techniques (including Forum Theatre and its adaptation such as the techniques used in this project) seemed an adequate and powerful tool to achieve the aims of this project. These aims were to increase our understanding of the nature of DV within Indian immigrant communities of Melbourne, and barriers to help-seeking among Indian immigrant women while, at the same time:

- breaking the silence around DV
- reducing isolation of victims of violence who volunteered in the project
- promoting social change through increasing awareness and agency.

Method

Sample and procedure

The participants in the project consisted of community members, key stakeholders and service workers³ who lived in Australia (temporarily or permanently) and were of Indian origins⁴. Based on Wang's (2010, p. 426) experience of women tending to remain silent and voiceless in the public arena when men were present, the study included only Indian women. However, one of the final performances was opened also to male audience members, in order to enable the exploration of possible concepts not expressed by the women-only groups.

Participants were recruited by project partner organizations through flyers distributed at key venues and events for the Indian community (e.g.: International Women's Day, Indian Consulate) and by snowball sampling. During the recruitment, we aimed to have a mixture of recently-arrived and more established migrants, younger and older women.

This performance ethnography comprised three stages: information/focus group sessions, theatre workshops, and community theatre performances.

Stage 1: Info/focus group sessions

The information/focus group sessions had duplicate aims: collect views about what women in the Indian migrant community identify as domestic/family violence and what might be some of the obstacles encountered by those women to seek help in case of violence, and introduce some of the forum theatre games and exercises to recruit participants for the theatre workshops and performances. More specifically, at the start of the session participants were asked to describe first what makes an Indian family a "happy family, a family that lives in harmony" and later an "unhappy family," that lives in disharmony⁵. When the issue of domestic/family violence was brought up by participants, they were asked to describe what they meant by these terms and to provide examples. The sessions were semi-structured and only a limited number of questions were pre-defined by the researcher to prompt discussion (e.g.: "What does it look like when there is domestic violence, abuse?"). At the end of the session, participants were invited to provide their contact information if they wished to continue their participation in the project.

Four focus groups were held in four different locations over three weeks, with a total of 72 Indian women attending. Each Focus Group went for four hours, including dinner. First languages of participants included Hindi, Punjabi and English. Ages of participants ranged from 22-82 years of age. Participants had a range of timelines for their migration, from recently arrived to many years lived in Australia.

Stage 2: Theatre workshops

The participants who accepted to take part in the workshop were engaged in trust-building exercises and several theatre games as metaphors to initiate dialogue. These techniques were used as a means to get deeper understanding of the topic under investigation. Fourteen volunteers participated in six full-day (8-hours) workshops over a four-week period.

³ Mainly from legal, social/family, immigration or mental health services.

⁴ As mentioned before, victims of violence may have fears connected to disclosure of violence, including fear of isolation and re-victimization. Thus, in accordance also with what emerged from community consultations, the project was opened to Indian women, independently from having direct or indirect experience of DV. In this way, it was not possible for the community and the audience at the performances to identify the volunteer actors as victims of violence.

⁵ Previous community consultations pointed out that talking about DV at the start of the session could be too confronting for some participants and suggested to start from the concept of "family harmony/disharmony," which would most likely led to the topic of DV.

The principal investigator (EC) and the research assistant (AB), rather than just “observing,” actively took part in the games.

From the “theatrical investigation” and focus group discussions, a script was devised that aimed at supporting an interactive dialogue with community audiences. To protect the privacy of participants, the script did not represent specifically the personal experiences of the participants. In the last workshop, participants discussed the name of their performance and agreed for *Ghungat*, a Hindi word that means ‘veil’ or, symbolically, ‘hidden’. A flyer was then prepared to invite community member to attend the performances.

Stage 3: Community theatre performances

As for the info/focus group sessions, the interactive theatre performances were based on a community outreach model, i.e. they took place where the community was located. All performances were held in spaces open to the (invited) public. In this way, the play was performed to the women who were involved in the initial sessions (Stage 1), as well as others new to the project.

The primary task of the performances was to share understanding and perceptions of DV in the Indian community and to identify the key issues, challenges and needs of Indian families when accessing and using services.

One hundred and fourteen participated as audience. The majority (92%) were women, with one male at the Tarneit Temple, and mixed men and women at the University of Melbourne performance. All were Indians except for the University of Melbourne forum when academics and professionals from diverse cultural backgrounds, several from Indian diaspora, were invited.

The table 1 below shows the total number of participants in the project across locations.

Table 1 Number of participants in the project

Locations	Focus/info group participants	Audience members at performances
Indian consulate (rehearsal)	–	2
Balwyn	20	25
Sunshine	20	–
St Albans	12	–
Glen Waverley	20	12
Melbourne University	–	50
Tarneit Temple	–	35
Total	72	114

Data collection and analysis

The info/focus group sessions and the performances were audio-recorded and transcribed verbatim. In three instances, the researcher interviewed individually participants who appeared to have had no opportunity to share their thoughts. These interviews were also transcribed. These sets of data, together with the field-notes taken by the principal investigator and the assistant during these sessions and the theatre workshops, formed the basis for the qualitative data analysis.

Transcriptions and field-notes were analyzed using the principles of Interpretative Phenomenological Analysis (see Colucci, 2012).

Pre- and post-workshop and performance interviews with audience participants were also conducted and evaluation surveys were completed by the participants and audience members. These data provided the basis for an evaluation of the project (Pryor, Colucci, Reardon, O'Connor, Field, & Baroni under submission).⁶

Ethics

Ethical clearance was approved by the University of Melbourne Ethics Committee. Consultations were carried out with community members in order to prevent potential negative effects of participation in this project. Furthermore, during the information/focus groups, workshops and performances, all care was taken to ensure that a suitably trained support person was in the room and that women were able to access culturally-sensitive advocates and services if the need arose.

Results

Participants indicated the presence of several forms of DV in their community, discussed attitudes that sustain such practices, and barriers to receiving help and accessing services. The following section presents the key findings divided into the two main areas of investigation⁷: the nature of DV and barriers to help-seeking.

Nature of domestic violence

Participants identified several kinds of DV towards women that were present in the Indian migrant communities, which can be summarized as:

- Emotional/Psychological
- Financial
- Social
- Physical
- Sexual
- Spiritual/Religious

Emotional violence/abuse (defined in some cases also as “psychological”) was one of the most common forms of DV, as indicated by participants. Emotional violence was described as taking different forms, such as lack of control and being dominated. As it will be further discussed in the next section, often participants expressed a generally accepted and reinforced inequality between Indian men and women, and lack of freedom in decision-making for women. This lack of control, or an excessive control, was seen as a form of DV by some of the participants. Emotional abuse was also expressed as verbal abuse, either as use of abusive language towards the woman or as verbal threats, including threats of deportation and cancellation of immigration visas. Also the silence that many women depicted as being expected to be maintained (see later) was identified by some participants as a form of violence, e.g.: *“The silence kills. I used to listen to my husband, then my mother in law and now even my son. I’m listening since 3 generations”* (fg1).

Being blamed for everything that happens, being humiliated and “put down in her self-esteem” were also forms of violence described and, for few participants, seen as “the ‘best’ way of controlling.” Participants provided several instances when they or women they knew had not been treated with dignity and equality and felt humiliated. In several instances the women referred to household chores (e.g.: *“He said that is why he married, so that he can have a hot chapatti cooker,”* perf4) and the kinds of expectations placed on Indian women. In an example, these expectations were described as a form of abuse: *“[Expectations] are a form of abuse because get to a point where they are unrealistic and when these expectations became unrealistic they became social abuse, emotional abuse”* (ind1).

⁶ In the surveys, participants were also given the possibility to provide opinions that they might have been unable or unwilling to share during the performances. No substantial new data was produced through these surveys with regard to the questions dealt with in this article.

⁷ Quotations from participants will be used to exemplify the concepts described. The letters and numbers indicate the source of such quotations (e.g.: “fg1” stands for “focus group 1,” “wrk” for workshop, “ind” for individual interview and “perf” for performance).

Emotional/psychological abuse was not only one of the most mentioned forms of abuse, but was also described as *“the worst one”* (fg1) and the one that *“takes longer to heal”* (fg3).

Also a form of social abuse was identified by participants, e.g.: *“Society abuse is the biggest abuse in India community. The fear of society never makes you change the things that are happening in your life”* (ind1). Different kinds of controlling behaviors such as not being allowed to talk to anybody or having phone and e-mail use ‘tapped’/controlled were described as forms of social abuse.

Control was expressed also at an economic level. This included control of the money the woman earns and other possessions, and non-acceptance of a woman’s financial independency. Dowry (referred also as “contract marriages”) and other economic pressures placed on the woman and her family were also described both as forms of financial abuse and cause of other kinds of violence, for instance: *“There are contract marriages: my son is in Australia, he has a PR, drives a BMW, you pay this much money to get your daughter there in Australia and your daughter will have to do this for my son”* (fg2).

Sometimes the financial expectations both on the woman and man imposed by their families, for example sending money to families in India, was seen as causing or contributing to conflicts and DV.

In some instances, participants spoke about physical (e.g.: beating, hitting, punching) and sexual violence (e.g.: non-consensual sex, being forced into sex during their period, when pregnant or unwell). While physical abuse was described by a few women as easier to identify, sexual abuse was seen as particularly difficult to identify as abuse (*“It’s my husband, he can do it,”* fg3) and disclose (*“The girl cannot go and tell that to her parents like my husband is demanding me to do oral sex,”* ind2). Sexual abuse was represented by a few as being due to migration and the exposure of men to new forms of sexuality.

Although mentioned by only a few participants, spiritual/religious forms of violence were also described, where the woman is not allowed to go to the temple, pray, or cook food to offer to God.

In summary, participants were familiar with the different forms DV may take. In a few instances, however, they appeared to be uncertain about what in fact represented violence. For examples, in the focus groups some participants asked if what they described was a case of DV.

The “perpetrators” of violence were usually identified as the husband, however, at other times it was the brother- or father-in-law or they used the more generic terms of “the men/man” and the “in-laws.” Also mothers-in-law and sisters-in-law were described as also being perpetrators. Participants pointed out that the family members do not necessarily live in Australia and violence and abuse can be caused by *“family and friends back in India”* (ind2).

From the participants’ descriptions, it was clear that DV was perceived as a problem that cuts across the spectrum of education, class and age. On the other side, a few women argued that in upper classes it can be more hidden, more subtle, and more at the psychological level. Furthermore, differences were also expressed in regards to generations. A few participants felt that older women were at greater risk of DV and had greater expectations placed on them compared to the younger generation. This was confirmed by younger participants who felt more involved in decisions about their own life and saw themselves as having more freedom compared to previous generations. Nevertheless, younger people and new families were also represented as being exposed to DV (e.g.: *“I think that lots of abuse will come out in our generation as well,”* ind1). In a few instances, in fact, participants pointed out issues that might make the conditions for the new generation of immigrants even worse, for example, while the woman is still expected to look after household chores, she is also expected to work and earn well, and pressured by the family to have children. Generational gaps and clashes of values and costumes between younger and older generations were often mentioned as a source of conflict and possibly of violence.

Finally, in several instances participants brought attention to “migration” as an important contributing factor to violence against women, including the threats of deportation, cancellation of visas and control of passport. In particular, participants discussed young couples who migrate to Australia *“to seek a better life”* (fg2) but end up not

finding the job they aspire to (e.g.: going from being an engineer to a taxi driver) or earning less than expected (by themselves and by the families back in India), becoming a source of stress and frustration that could trigger the violence. This was seen as even more so if the wife was more successful than the husband. Some examples of this follow:

"(...) these Bollywood movies are adding to everything. Like Salaam Namaste, it was shot in Melbourne (...), in the movie it is shown that a chef is driving a Mercedes, everyone thought that. I thought that too, that the standard of living is so high that I can just go there, start working and buy a BMW. Well, when I came here, it was different." (ind2)

"[these] frustrations come out in the form of vocal or physical abuse." (perf1)

The lack of social support due to migration was also indicated to contribute to violence, either because it can generate conflict and then violence or because it makes the man less accountable and the woman more vulnerable to being a victim of violence. For example: *"I know so many men here who never hit their wives back in India but here they do it because they know there is nobody to protect them."* (perf1) Shifts in attitudes and behavior in the woman as a result of migration may not be accepted by the man, and he might react with violence against the woman. A few participants also observed that some behavior/attitudes towards women that were accepted in India can become a source of conflict or be acknowledged as a form of abuse once the couple migrates, such as: *"it was normal there [in India] and you tend to accept it but here it is not acceptable."* (perf4)

Barriers to help-seeking

Throughout the project it became evident that barriers to an Indian immigrant woman receiving help were at two levels: one related to more generic barriers to disclosing DV and accessing informal social support, and the second related to barriers specific to accessing professional help. In the following section, we outline both levels of barriers, with the former seen as important impediments, which may *"come even before"* the second typology of barriers.

Generic barriers. Across groups and throughout the different stages of the study, participants often reported Indian community acceptance of inequality and violence against women and the expectation that a woman will maintain silence in such situations. For example:

"Even when she is growing up and when she gets married, her parents always tell her that she must listen to her in-laws, her husband and even if something wrong is happening with her, she must have the patience to bear it because she is a woman (perf3)."

"Women can't even talk about it because they are expected to keep it together and lead a happy life. With all this it makes it even harder for them to approach anyone and discuss it with someone. It is considered not right to tell people that you're having violence in the house" (fg1).

In particular, once married, women are expected to accept violence *"like their mothers,"* and thus might not receive social support from their family and friends to get out of the situation of violence.

Because this was seen as an important (and for some the biggest) barrier to asking for help, empowering the community to *"break the silence"* and to assist the woman in seeking help, and providing *"good role models in Indian women"* able to challenge the expectation of silence and submission, were proposed as strategies to overcome this barrier.

Participants also disclosed the presence of social stigma towards a woman who is a victim of violence (*"people don't want to be associate with a woman who has put herself in that situation,"* fg3), who is seen by some members of society as responsible for the violence (*"there must be something wrong with her,"* perf4) and *"the one to blame."* This attitude toward the *"victim"* of violence (which, in fact, re-victimizes the woman) generates fear for

the possible consequences of the disclosure, above all fear of being isolated from the rest of the community, which stops a woman from disclosing the violence and seeking help.

Lack of freedom and dependency, especially financial dependence, was often raised as a main factor why an Indian woman remains in a situation of DV. Participants observed that *“abusive men can be controlling so even if she would like to ask for help, he might have control on who she calls, her emails, where she goes, so she might not be able to access help”* (wrk1). Others noted that some Indian women are financially dependent on their husband or their lifestyle relies on him and accept the situation of violence as result of this. For example: *“Girls think twice before leaving their husband because they are worried where they go, they don’t have enough money and parents to look after them”* (fg1).

In a few instances, lack of evidence and fear of not being believed (because there is no physical evidence, or because the perpetrator hides proof or holds a position of high prestige and status) were indicated as potential barriers.

In addition to the above barriers, which were sometimes referred to as *cultural barriers*, participants also indicated the important barrier created by the lack of information. More specifically, they mentioned the lack of violence awareness and the lack of knowledge about laws and rights. Talking about the former, participants expressed difficulties in identifying a behavior as DV. In this regards, a service provider commented: *“The new generation which is coming from India, I have to explain to every single client what domestic violence means, most of them think it is just slapping, pushing. Sexual abuse, they say, no but we are married, he is my husband, he can do that, isn’t it?”* (ind2).

In regard to lack of knowledge, participants highlighted the importance of giving immigrant women, especially on arrival, the correct information about their rights and laws available in the host country.

Barriers specific to services. First of all, it is important to note that services were rarely part of participants’ “discourse” around DV and, when discussing help-seeking, this seemed to be about immediate family and the broader community rather than seeking professional help.

In addition to obstacles to reaching out for any kind of help, participants indicated a number of specific barriers when prompted to reflect on professional help. One of the main barriers discussed was the cultural background of the professional. Generally participants felt a counsellor or other professional from Indian background would be better equipped to deal with a case of DV in the Indian community compared to an “Australian” professional, because of the shared understanding of the culture, ease of establishing a relationship and knowledge of the language. As one participant put it, *“If it took me 5 minutes to explain my name, how long is this person [talking about professionals] going to take even with my first problem”* (wrk3). However, some advantages were also pointed out (although rarely) in connection with workers who do not belong to the same cultural communities. These opposite views were expressed in particular when talking about the key role of GPs in violence prevention, something that was recommended by some participants but questioned by others.

One of the issues raised in accessing (non-culturally sensitive) services was the kind of intervention provided by services. In a group, participants felt that services *“go too fast, expect them to do too big steps”* whereas the woman *“might need to go baby steps”* (wrk 5). In particular, while *“leaving the husband”* was presented as a typical answer to a situation of DV, this *“is not the Indian way”* (wrk 4) and divorce was described in several instances as not an option for Indian women. For example: *“For a woman it is like even if this man is physically abusing me, I can’t divorce him because what would people think of me, I’m going to lose friends, my place at work,”* or *“Divorced women are considered less respectful and are isolated”* (fg1). Other types of help were seen positively, such as violence prevention and outreach programs, activities aimed at empowering women, helplines and community groups such as self-help groups. Some concerns about access were also raised in regard to these strategies.

Another main barrier to professional/service use was the lack of knowledge about services (including what and where they are) and how to access such services: *“The biggest barrier to seeking help is that people don’t know*

who to tell" (perf4). This can be greater for women with a spouse or student visa who might be even unaware that they can access certain services (*"some services are very strict"* perf4).

In addition to this, participants often described bureaucratic barriers that might stop the person from accessing or returning to the service. In a few instances, they complained about the presence of lengthy waiting lists. But the main concern was about assessment and consent forms, which were regarded with great skepticism and mistrust: *"they freeze when they see that"* (wrk2). This, in their opinion, is exacerbated in newly migrated women who fear that disclosure of such information might have consequences on their visa status. Thus, to address these barriers, participants suggested explaining the use of the information collected and the circumstances in which confidentiality might be broken, and to ask for identifying information only when the person had established some engagement with the worker.

Confidentiality and privacy were described as important issues, as was the trust in the professional and service. Due to bad experiences in home countries, Indians may lack trust in the service system, particularly the police force. Building trust and meeting client's expectations were therefore seen as facilitating access to services.

Social stigma was also occasionally mentioned as being a barrier to seeking formal help from services. The view expressed was that people who engage with a mental health service may be seen as "mad" by the community. One participant had this to say on the subject: *"This perception within the Indian community is the biggest barrier. The problem is not with the system, the barriers are within the Indian community"* (perf1).

Lastly, migration-related issues were also represented as creating difficulties in service access. In particular, a migrant woman might lack support and be isolated, thus more dependent on her husband and less able to reach out for help: *"When people come to Australia they are so isolated so they keep in everything until it blows up. Then they can look for extreme solutions, like killing themselves"* (wrk2). Furthermore, the pressure to keep silent was presented as greater among migrant communities in order to avoid being stigmatized by the host countries and avoid problems with their visa.

Discussion

Participants seemed to have an understanding of the different forms of DV that have been identified in the literature (e.g.: WHO, 2005; Wilcox, 2006): emotional/psychological (including verbal abuse), financial, social, physical and sexual, and spiritual/religious abuse. Participants also expressed uncertainty, however, about what represents culturally "normal" and acceptable behavior and practice in the Indian community and what may, in fact, be classified as a form of DV.

Participants reflected on the social drivers behind such violence and explored dynamics of DV within their community. Indians often live in an extended family when they migrate to Australia as they often do in their homeland, thus violence may be perpetrated not only by partners/husbands but also by members of the extended family such as mother, father, brother/sister in law. This finding has been confirmed by other studies, such as Simister and Mehta's (2010). Thus, services must be aware of and capable to address the complex dynamics of DV in Indian families.

Immigration issues were often described as contributing to DV at different levels, from its causes (directly or indirectly) and forms, to accessing help and getting out of the situation of violence. The relationship between visa status, vulnerability to violence and service utilization was also observed by Bhuyan and Senturia (2005) and Poljski (2011) and highlights the need for system level changes and education for new migrants. These findings underline that DV might take different shapes and forms within different socio-cultural contexts and, thus, the need to seek to understand DV in its complexity and multiple layers.

The same is true about barriers to accessing services. The reasons for underutilization of current services span from the lack of knowledge and awareness on the part of the community to the lack of appropriate culturally-sensitive practices in the providers. Lack of knowledge or understanding of services that are available, reflecting insufficient

or inadequate dissemination of information about the range of services available, was also one of the barriers to uptake of services by an ethnic minority identified by Sawrikar and Katz (2008)⁸. However, as those authors argued, offering linguistically and culturally appropriate information is only a partial solution because potential clients from ethnic minorities need to believe that the service itself will be delivered in a culturally and linguistically appropriate fashion. Language and cultural barriers have been emphasized by other authors (e.g.: Bhuyan, & Senturia, 2005; Intouch, 2010; Poljski, 2011; Sawrikar, & Katz, 2008). The latter also found that confidentiality and trust issues may be heightened for families from immigrant and refugee backgrounds because of their concern that the community may find out; this was certainly true for our sample. To help overcome this, the authors suggested being honest and comprehensive in the protocols and boundaries on sharing information. Cross-service and sector partnerships are also key factors to improve both violence reporting and service utilization (see also Bhuyan, & Senturia, 2005; Intouch, 2010; Sawrikar, & Katz, 2008).

These findings point out that, in order to improve utilization of services, changes are required at the system and service level, as also argued by Bhuyan and Senturia (2005) and Sawrikar and Katz (2008). However, key obstacles to seeking help and escaping the violence (the most significant barriers, in some participants' opinion) were at the community level. A study on Indian women who migrated to Canada also confirmed that the pressures of social, cultural and family ties prevent these women from getting help for domestic violence (Shirwadkar, 2004).

As previously noted by WHO (2002), persisting societal and/or cultural "silence" on the problem, together with fears of not being believed, ostracized or re-victimized by people around them, can determine or intensify women's reluctance to take help-seeking steps. Similar studies in Pakistan and Bangladesh (Andersson, 2010; Naved, Azim, Bhuiya, & Persson, 2006) showed that women who report violence risk their reputation and are seen as bringing dishonor to the family. Gendered discourses about self-sacrifice and the virtue of silence and acceptance, which have also been observed among other ethnic groups (Bhuyan, & Senturia, 2005; Lichtenstein, & Johnson, 2009) were dominant in participants' discourse about DV and barriers. The review by Flood and Pease (2009) also showed that attitudes towards violence against women play an important role not only in the perpetration of the violence, but also in the individual, community and institutional responses to violence and women's own responses. Lichtenstein and Johnson (2009) observed that "socio-cultural factors affect how victimization is perceived or managed, in turn affecting victims' willingness to seek help for domestic violence" (p. 286-287). For instance, an ethnography of the lived experiences of DV victims in rural areas of Kentucky by Websdale (1997) highlighted that DV victims were further marginalized through isolation from victim services and that abused women feared the consequences of reporting violence because of systemic protection, including by police, of male abusers (the "old boys' network"). Similar fears were found also among Indian women in this study.

The findings from previous studies (see Bhuyan, & Senturia, 2005) and the outcomes of this study emphasize the key role of the community in preventing violence and in supporting help-seeking (see Colucci, & Pryor, 2014, for a discussion of DV prevention strategies).

The Indian community and community leaders have a key role to play in changing certain norms and attitudes, such as traditional gender role attitudes (Flood, & Pease, 2009) that condone, normalize and justify DV as well as norms and attitudes that render violence "invisible" and silence the victims of this violence. As argued by Poljski (2011), "immigrant and refugee women and their representative groups and organizations should be at the forefront of violence prevention efforts, whilst collaborating with other identified community leaders in these efforts" (p.12). Future research should aim at understanding how to change such attitudes while, using an action-research approach as in this study, being in itself a small step towards such change. Empowering women and strengthening communities, including setting up self-help groups, are fundamental to the change of attitudes towards violence, silence and help-seeking (Andersson, 2010; Bhuyan, & Senturia, 2005; Poljski, 2011).

⁸ However, even prior to this, lack of information about their rights and how to access them was also identified by participants in this study and by previous authors (Bhuyan & Senturia, 2005; Intouch, 2010).

Limitations

There were limitations in our study design that should inform future studies. First of all, although we had a small number of men in the last performance, we aimed to understand DV from the perspective of women. Future studies should explore men's perspectives, including the less prevalent but nevertheless important circumstances where the man is the victim of violence. Participants in our study expressed a preference to keep the group a women-only group. However, although this was mentioned by only a few participants, some community members, including their own husbands, expressed fears that taking part in this project would *"put wrong ideas in their mind"* (perf1). It might be worth investigating if bringing some trusted males into the project would help to reduce such fears for men and women, while maintaining women's comfort and safety.

Although the project has some limitations, it is important to note that during the workshops and performances, as well as in the pre/post-performance surveys and the pre/post-workshops interviews (Pryor et al., under submission) participants made positive comments about the use of the theatre for research as well as increasing awareness and promoting social change. For instance, a one participant observed, *"theatre is an exploring experience, it brings reality closer to us and it opens up the space for communication. The reason I am here is in India, theatre is a very powerful medium"* (perf4). However, further studies are also required to build evidence in relation to the use of community theatre both as an education/social change tool and as a research method.

Conclusions

In the Australian context, violence against women occurs among all cultural, religious and socio-economic groups. However, women marginalized by age, culture, ethnicity, sexual identity and visa status are more vulnerable to violence and are less likely to have the resources to act upon it (Poljski, 2011). Indian immigrant women appear to be among those. Through this study, we aimed to improve our understanding of the nature of DV among Indian women who have migrated in Melbourne and barriers to accessing services, by using a theatre-based ethnography, in order to inform more culturally appropriate help for this population. This study uncovered several cultural and social factors that are acting as barriers to accessing services. Although several of these barriers are shared by the general population (e.g.: Rose, Trevillion, Woodall, Morgan, Feder, & Howard, 2011), cultural differences and migration issues seem to further complicate the issue. Initial indications have been highlighted and further research is needed in order to develop strategies that address those factors that might put an Indian woman in a situation of violence in the first place and keep her in such situation.

In addition to building our understanding of the nature of DV and culturally specific barriers to help-seeking, the evaluation of this project (Pryor, et al., under submission) indicates that the performances also played a role in shifting Indian community attitudes towards women and violence against women, and to open a conversation about an issue often maintained under *Ghunghat*.

Acknowledgements

This project was funded by the Victoria Legal Board and the Australian Indian Society of Victoria, with seed funding from the Victorian Magistrates court.

Our deepest thanks go to the participants for their admirable commitment to this project, which required several hours of their time.

We are thankful to Xris Readon, director of Third Way Theatre, and Penny Glass for leading the theatre workshop and performances, and to Aanchal Sood for the transcriptions.

Thanks to Drummond Street Services, the Indian Consulate, Tarniet Gurudwara Sikh Temple, the University of Melbourne, and the restaurants New Delhi and Tandoori Junction for allowing us to their facilities for meetings, workshop and/or performances.

References

- Alhabib, S., Nur, U., & Jones, R. (2010). Domestic violence against women: Systematic review of prevalence studies. *Journal of Family Violence*, 25(4), 369-382.
- AISV Taskforce. (2009) *AISV Taskforce Against Domestic Violence minutes, 26 November 2009*. Melbourne, Australia.
- Andersson, N. e. a. (2010). Barriers to disclosing and reporting violence among women in Pakistan: Findings from a National Household Survey and focus group discussions. *Journal of Interpersonal Violence*, 25(11), 1965-1985.
- Australian Bureau of Statistics. (2011). Cultural Diversity in Australia. Reflecting a Nation: Stories from the 2011 Census [Internet]. www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/2071.0main+features902012-2013, accessed 30/01/14.
- Australian Bureau of Statistics. (2011). Australia's Population by Country of Birth. State and Territory Composition by Country of Birth [Internet]. www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/BEF8BD30A177EC39CA257C4400238EED?opendocument, accessed 30/01/14
- Bannenberg, B., & Rossner, D. (2003). New developments in restorative justice to handle family violence. In E. G. M. Weitekamp & H. J. Kerner (Eds.), *Restorative justice in context: International practice and directions* (pp. 51-79). Uffculme, UK: Willan Publishing.
- Bhuyan, R., & Senturia, K. (2005). Understanding domestic violence resource utilization and survivor solutions among immigrant and refugee women. *Journal of interpersonal Violence*, 20(8), 895-901.
- Boal, A. (1985). *The Theatre of the Oppressed*. London: Pluto Press.
- Boal, A. (1995). *The rainbow of desire* (A. Jackson, Trans.). London: Routledge.
- Bonar, M., & Roberts, D. (2006). A review of literature relating to family and domestic violence in communities in Australia. Western Australia: Family and Domestic Violence Unit.
- Capila, A., & Bhalla, P. (2010). "Street Theatre for Edutainment": A participatory research with youth in Delhi. Delhi, India.
- Choi, S. Y. P., Cheung, Y. W., & Cheung, A. K. L. (2012). Social isolation and spousal violence: Comparing female marriage migrants with local women. *Journal of Marriage and Family*, 74(Jun), 444-461.
- Chowdhary, N., & Patel, V. (2008). The effect of spousal violence on women's health: Findings from the Stree Arogya Shodh in Goa, India. *Journal of Postgraduate Medicine*, 54(4), 306-312.
- Coker, A. L., Smith, P. H., Bethea, L., King, M., & McKeown, R. (2000). Physical health consequences of physical and psychological intimate partner violence. *Archives of Family Medicine*, 9(5), 451-557.
- Colucci, E. (2012). Culture, cultural meaning(s), and suicide. In Colucci, E. & Lester, D., Eds (2012), *Suicide and Culture: Understanding the context*, 25-46. U.S: Hogrefe Publishing.
- Colucci, E., & Lester, D. (Eds.). (2012). *Suicide and culture. Understanding the context*. Cambridge, U.S.: Hogrefe Publishers.
- Colucci, E., & Pryor, R. (2014). Prevention of violence against women. In S. Okpaku (Ed.), *Global Mental Health*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Colucci, E. & Heredia Montesinos, A. (2013). Violence against women and suicide in the context of migration: A review of the literature and a call for action. *Suicidology Online*, 4, 81-91. <http://www.suicidology-online.com/pdf/SOL-2013-4-81-91.pdf>.
- Conrad, D. (2004). Exploring risky youth experiences: Popular theatre as a participatory, performative research method. *International Journal of Qualitative Methods*, 3(1), 12-24.

- Davar, B. V. (2003). Mental health in the women's health agenda. *The National Medical Journal of India*, 16(Suppl 2), 39-41.
- Dennis, B. (2009). Acting Up: Theatre of the Oppressed as critical ethnography. *International Journal of Qualitative Methods*, 8(2), 65-97.
- Devries, K., Watts, C., Yoshihama, M., Kiss, L., Schraiber, L. B., Deyessa, N., et al. (2011). Violence against women is strongly associated with suicide attempts: Evidence from the WHO multi-country study on women's health and domestic violence against women. *Social Science & Medicine*, 73(1), 79-86.
- Dragone, M. (2000). Esperienze di teatro sociale in Italia. In C. Bernardi, Cuminardi, B., Dalla Palma, S. (Ed.), *I fuorisce. Esperienze e riflessioni sulla drammaturgia nel sociale* (pp. 61-68). Milano: Euresis.
- Ellsberg, M., & Heise, L. (2005). Researching violence against women: A practical guide for researchers and activists. Washington DC, United States: World Health Organization, PATH.
- Ellsberg, M., Jansen, H. A., Heise, L., Watts, C. H., & Garcia-Moreno, C. (2008). Intimate partner violence and women's physical and mental health in the WHO multi-country study on women's health and domestic violence: an observational study. *The Lancet*, 371(9619), 1165-1172.
- Enayatullah, & Zeba. (2003). Domestic violence: A content-analysis based study of atrocities against women in Jharkhand. *Journal of Social Sciences*, 7(1), 65-68.
- Eng, S., Li, Y., Mulsow, M., & Fischer, J. (2010). Domestic violence against women in Cambodia: Husband's control, frequency of spousal discussion, and domestic violence reported by Cambodian women. *Journal of Family Violence*, 25, 237-246.
- Erez, E. (2000). Immigration, culture conflict and domestic violence/woman battering. *Crime Prevention and Community Safety: An International Journal*, 2(1), 27-36.
- Flood, M., & Pease, B. (2009). Factors influencing attitudes to violence against women. *Trauma, Violence, & Abuse*, 10(2), 125-142.
- Freire, P. (1977/2000). *Pedagogy of the oppressed: 30th anniversary edition*. Boston: Continuum International.
- Intouch. (2010). Barriers to the justice system faced by CALD women experiencing family violence. Melbourne, Australia: InTouch Multicultural Centre Against Family Violence.
- IWDVS. (2010). Annual Report 2008-2009. Melbourne, Australia: Immigrant Women's Domestic Violence Service.
- Lev-Aladgem, S. (2003). From object to subject: Israeli Theatre of the Battered Women. *Cambridge Journal*, 19(74), 139-149.
- Lewis, R., Dobash, R., Dobash, R., & Cavanagh, K. (2000). Protection, prevention, rehabilitation or justice? Women's use of law to challenge domestic violence. *International Review of Victimology*, 7, 179-207.
- Lichtenstein, B., & Johnson, I. M. (2009). Older African American women and barriers to reporting domestic violence to law enforcement in the rural deep south. *Women and Criminal Justice*, 19(4), 286-305.
- Mieniczakowski, J. (2001). Ethnodrama: Performed research limitations and potential. In P. Atkinson, A. Coffey, S. Delamont, J. Lofland & L. Lofland (Eds.), *Handbook of ethnography* (pp. 468-476). Thousand Oaks, CA: SAGE.
- Mitchell, K., & Freitag, J. (2011). Forum Theatre for bystanders: A new model for gender violence prevention. *Violence Against Women*, 17(8), 990-1013.
- Naved, R. T., Azim, S., Bhuiya, A., & Persson, L. A. . (2006). Physical violence by husbands: Magnitude, disclosure and help-seeking behaviour of women in Bangladesh. *Social Science & Medicine*, 62, 2917-2929.
- O'Donnell, C., Smith, A., & Madison, J. (2002). Using demographic risk factors to explain variations in the incidence of violence against women. *Journal of inter personal Violence*, 17(12), 1239-1262.
- Orloff, L., & Little, R. (1999). "Somewhere to turn: Making domestic violence services accessible to battered immigrant women. "A 'How to 'manual battered women's advocates and service providers. U.S.: Ayuda Inc.

- Poljski, C. (2011). *On Her Way: Primary prevention of violence against immigrant and refugee women in Australia*. Melbourne, Australia: Multicultural Centre for Women's Health accessed on the 15th Jan 2012 <http://www.vichealth.vic.gov.au/en/Publications/Freedom-from-violence/On-Her-Way.aspx>.
- Prentki, T., & Selman, J. (2000). *Popular theatre in political culture: Britain and Canada in focus*. Portland, OR: Intellect Books.
- Pryor, R., Colucci, E., Reardon, X., O'Connor, M., Field, K., & Baroni, A. (under submission). Evaluation of a collaborative Forum Theatre project exploring the nature of domestic violence within the Australian-Indian community and culturally-determined barriers to help-seeking.
- Raj, A., & Silverman, J. (2002). Violence against immigrant women: The roles of culture, context, and legal immigrant status on intimate partner violence. *Violence against women*, 8(3), 367-398.
- Rose, D., Trevillion, K., Woodall, A., Morgan, C., Feder, G., & Howard, L. (2011). Barriers and facilitators of disclosures of domestic violence by mental health service users: Qualitative study. *The British Journal Of Psychiatry: The Journal Of Mental Science*, 198(3), 189-194.
- Rossiter, K., & Godderis, R. (2011). Finding the necessary distance: Theorizing ethnographic research-based theatre. *Journal of Contemporary Ethnography*, 40(6), 652-681.
- Satish, K. C., Gupta, S. D., & Abraham, G. (2002). Masculinity and violence against women in marriage: An exploratory study in Rajasthan. In B. Burton, N. Duvvury, A. Rajan & N. Varia (Eds.), *Men, masculinity and domestic violence in India: summary report of four studies*. New Delhi, India: International Center for Research on Women.
- Sawrikar, P., & Katz, I. (2008). *Enhancing family and relationship service accessibility and delivery to culturally and linguistically diverse families in Australia*. Melbourne, Australia: Commonwealth of Australia.
- Simister, J., & Mehta, P. S. (2010). Gender-based violence in India: Long-term trends. *Journal of Interpersonal Violence*, 25(9), 1594-1611.
- Shirwadkar, S. (2004). Canadian domestic violence policy and Indian immigrant women. *Violence against Women*, 10(8), 860-879.
- Sliep, Y., Weingarten, K., & Gilbert, A. (2004). Narrative theatre as an interactive community approach to mobilizing collective action in Northern Uganda. *Families Systems & Health*, 22(3), 306-320.
- VicHealth. (2008). *Violence against women in Australia*. Melbourne, Australia: Victorian Health Promotion Foundation.
- VicHealth. (2009). *National Survey on Community Attitudes to Violence Against Women 2009*. Melbourne, Australia: Victorian Health Promotion Foundation.
- VicHealth. (2011). *Preventing violence against women in Australia*. Melbourne, Australia: Victorian Health Promotion Foundation.
- Victoria Police. (2011). *Family Incident Reports - 2006/07 to 2010/11*. Melbourne, Australia: accessed on the 12th Jan 2012, http://www.police.vic.gov.au/content.asp?a=internetBridgingPage&Media_ID=72311.
- Wang, W. (2010). Transgressive local act: tackling domestic violence with forum and popular theatre in Sisterhood Bound as Yuan Ze Flower. Research in Drama Education. *The Journal of Applied Theatre and Performance*, 15(3), 413-429.
- Websdale, N. (1997). *Rural women battering and the justice system: An ethnography*. Thousand Oaks, CA: Sage.
- WHO. (2002). *World Health report on violence and health*. Geneva, Switzerland: World Health Organization.
- WHO. (2005). *WHO multi-country study on women's health and domestic violence against women: Initial results on prevalence, health outcomes and women's responses*. Geneva, Switzerland: World Health Organization.

WHO. (2011). Violence against women, Fact sheet N°239. Geneva, Switzerland: World Health Organization, accessed 14th Jan 2012 <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs239/en/>

Wilcox, P. (2006). Communities, care and domestic violence. *Critical Social Policy*, 26, 722-747.

ARTICLE THÉMATIQUE

De la plainte aux soins : le parcours des victimes de violence conjugale au BrésilLucienne Martins-Borges¹, Daniela Sevegnani Mayorca¹ et Mariana Silva Livramento²**Résumé**

En Amérique latine, la violence conjugale touche 25 % à 50 % des femmes. Selon la Société mondiale de victimologie, 23 % des Brésiliennes ont déjà été victimes de violence conjugale et, dans 70 % des cas, il s'agissait de violence physique. Les protocoles d'intervention dans le cas de violence conjugale au Brésil varient d'une région à une autre mais impliquent, généralement, la participation du corps policier. Nous présentons ici le parcours des femmes victimes de violence conjugale lorsqu'elles décident de porter plainte à la police, et ce, jusqu'à la demande en soins psychologiques comme moyen de sortir de cette situation de violence. Les observations sont issues d'une étude auprès d'intervenants en institutions ayant pour mandat d'assister les femmes victimes de violence conjugale ainsi que d'un projet d'intervention psychologique pour personnes victimes directes ou indirectes de violence conjugale. Les activités de ce programme sont réalisées à la clinique de psychologie (Serviço de Atenção Psicológica) du Département de psychologie de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC). Elles ont pour objectif d'aider ces femmes à se réappropriier des éléments de leur histoire personnelle détruits par leur vécu de violence et à revaloriser leur identité au-delà de leurs rôles d'épouse et de mère. Nous avons également identifié certaines particularités culturelles ayant aidé ces femmes à faire face à leur situation, particularités représentant aussi parfois des limites et susceptibles de bloquer leur processus de changement.

Rattachement des auteures¹ Universidade Federal de Santa Catarina, Brésil; ²Fundação Catarinense de Educação Especial – FCEE, Brésil.**Correspondance**

lucienne.borges@ufsc.br

Mots clés

violence conjugale; cothérapie interculturelle; psychologie clinique interculturelle

Pour citer cet article :

Martins-Borges, L., Sevegnani Mayorca, D. et Silva Livramento, M. (2013). De la plainte aux soins : le parcours des victimes de violence conjugale au Brésil. *Alterstice*, 3(2), 27-35.

Introduction

La violence se présente sous diverses formes dans les dynamiques des relations humaines. Parmi les variantes de violence, on retrouve la violence conjugale et l'homicide des femmes. Plusieurs auteurs, sans forcément placer l'homicide conjugal dans la continuité de la violence conjugale, attirent l'attention sur la proximité entre ces deux thématiques (Campbell, Webster et Glass, 2009; Martins-Borges et Leveillée, 2005; Wilson et Daly, 1993). En ce qui a trait à cette catégorie d'homicides – c'est-à-dire l'homicide des femmes –, le Brésil se place au deuxième rang en Amérique latine et au septième rang parmi les 84 pays pour lesquels des données ont été recueillies par l'Organisation mondiale de la santé pour les années 2006 à 2010 (Waiselfisz, 2012). Rappelons que le Brésil est le plus grand pays en superficie et en population de l'Amérique latine, avec environ 195 millions d'habitants.

Le Sistema de Informação de Agravos de Notificação (SINAN) du ministère de la Santé du Brésil a pour mandat de compiler les interventions faites dans les institutions du réseau public au cours desquelles il est constaté que des enfants, des adolescents, des femmes ou des personnes âgées ont été exposés à la violence conjugale¹, à la violence sexuelle ou à d'autres types de violence (pas seulement familiale). Sur les 70 285 notifications enregistrées en 2011, 65,4 % concernaient des femmes (Waiselfisz, 2012). La violence physique était la forme de violence la plus fréquemment signalée chez les femmes de plus de 15 ans, le conjoint ou l'ex-conjoint se révélant l'agresseur dans 43,4 % des cas. Chez les femmes de 20 à 49 ans, 65 % des agressions physiques avaient été commises par le conjoint ou l'ex-conjoint et, dans 51 % des cas, plusieurs épisodes de violence avaient eu lieu. En deuxième place se plaçait la violence psychologique, suivie de la violence sexuelle (Waiselfisz, 2012).

Selon le ministère aux Politiques féminines (Secretaria de Políticas para as Mulheres, SPM), en 2011, le centre d'appel pour les femmes (Central de Atendimento à Mulher – Disque 180, CAM-D180) a reçu 667 116 appels téléphoniques et, parmi ces appels, 74 984 (environ 11 %) concernaient des plaintes pour violence. De ce nombre, 61,3 % se référaient à des épisodes de violence physique, 24 % de violence psychologique et 10,9 % de violence verbale. Environ 91 % des appels pour agression concernaient une agression commise par un conjoint ou un ex-conjoint de la victime et, dans 40,6 % des cas, la durée du lien avec le partenaire était de plus de 10 ans (SPM, 2011). En ce qui a trait à l'âge des femmes ayant fait appel à ce service, plus de 70 % avaient entre 20 et 49 ans. Dans 80,3 % des cas, les gestes de violence étaient de fréquence élevée : ils arrivaient tous les jours ou toutes les semaines (SPM, 2011). Il est à noter que, parmi ces femmes, 59,5 % ne se disaient pas dépendantes financièrement de leur conjoint. De plus, selon les informations obtenues, 58,3 % des agressions n'avaient pas eu lieu sous l'effet de l'alcool ou de la drogue (SPM, 2011). Ces chiffres mettent en évidence l'ampleur du problème de la violence conjugale au Brésil et la nécessité de l'analyser pour mieux comprendre les dynamiques impliquées dans ce phénomène et, par conséquent, pour mieux intervenir pour l'éradiquer.

Démarche méthodologique

Les observations présentées ici sont issues de deux sources, constituant deux étapes dans la recherche. Premièrement, une étude qualitative a été réalisée auprès de 17 intervenants (travailleurs sociaux, conseillers juridiques et psychologues) ayant au moins cinq années d'expérience professionnelle et pratiquant au sein d'institutions publiques, avec le mandat d'assister les femmes victimes de violence conjugale ainsi que leurs enfants. Deuxièmement, un projet pilote d'intervention psychologique pour personnes en situation de violence conjugale a été lancé au Brésil – plus spécifiquement dans une ville du sud du pays d'environ 600 000 habitants. Pour ce qui est de la première étape, la recherche s'est appuyée sur des entrevues semi-structurées, réalisées dans les locaux de travail des intervenants participants. Les entrevues avaient pour objectif principal d'identifier les démarches successives entreprises par les femmes lorsqu'elles se décidaient à parler de la violence conjugale qu'elles vivaient en vue d'obtenir aide et soutien.

¹ Au Brésil, le terme « violence domestique » est le plus répandu pour faire référence à cette problématique, que ce soit dans les textes scientifiques ou législatifs. Nous privilégierons cependant tout au long de ce travail l'expression « violence conjugale ».

En ce qui concerne la seconde partie de la recherche, soit le projet d'intervention psychologique, celui-ci a été mis sur pied à la suite des conclusions de l'étude ci-dessus mentionnée, et ce d'autant plus qu'il n'existait aucune autre ressource spécialisée dans cette municipalité. Des interventions cliniques, réalisée selon le modèle de la cothérapie interculturelle (Pocreau et Martins-Borges, 2013), ont lieu depuis mars 2010 dans le cadre du projet pilote ouvert à la communauté, plus précisément à la clinique de psychologie du Département de psychologie de l'Université fédérale de Santa Catarina, au Brésil (SAPSI/UFSC). Les consultations sont conduites par des stagiaires/internes et par des professeurs du département. Le modèle de la cothérapie interculturelle considère la culture comme une façon particulière d'être en relation avec l'Autre, avec soi-même et avec ses savoirs. Cette approche initialement développée auprès de réfugiés se montre tout à fait pertinente dans l'intervention auprès de personnes ayant vécu d'autres formes de violence. Les interventions du thérapeute principal et du cothérapeute principal approfondissent trois dimensions : un travail sur les liens d'origine – liens d'appartenance et liens actuels, soit un travail sur les premiers attachements –, un travail sur les différentes dimensions identitaires en lien avec la singularité de l'Autre et un travail sur la cohérence et le sens des situations vécues, passées et actuelles.

Les personnes qui viennent consulter dans le cadre de ce projet sont envoyées par des professionnels des institutions de la santé et des services sociaux (centres de santé et des services sociaux, hôpitaux, etc.) ou par le corps policier, ou bien elles viennent par elles-mêmes. Jusqu'à présent, il s'est agi majoritairement de femmes adultes. Pour le propos de cet article, nous avons extrait les observations cliniques de 9 études de cas. Les femmes étaient âgées de 20 à 55 ans, avec une majorité ayant entre 31 et 35 ans (4); 6 femmes vivaient encore avec leur conjoint et étaient liées à lui par le mariage; 7 femmes travaillaient à l'extérieur de la maison et 5 d'entre elles avaient un diplôme d'études supérieures. Tout au long de la mise en place de ce projet d'intervention, l'accent a été mis sur l'identification des voies choisies par les femmes pour parler de la violence (ou et à qui), sur la compréhension des représentations de la violence – surtout conjugale – ainsi que sur ce qui les a conduit à rester dans des relations marquées par la violence.

Le terme conjugal est ici utilisé pour désigner toutes les relations au sein desquelles des personnes sont liées l'une à l'autre ou l'ont été par le mariage, l'union stable ou la fréquentation. L'objectif de cet article est de présenter des réflexions théoriques et cliniques susceptibles d'enrichir l'intervention dans des situations de violence conjugale au sein des contextes organisationnel, culturel et social brésiliens. Pour mieux comprendre le parcours de plainte pour violence conjugale dans ce contexte, nous présentons également les principales politiques publiques brésiliennes et les directives sur lesquelles s'appuient les organismes impliqués dans la lutte contre la violence conjugale.

Observations : les voies de la plainte pour violence conjugale

Il est important de noter que ces femmes, dans leur recherche de moyens pour mettre fin à la violence, ne cherchent pas nécessairement, du moins dans un premier temps, des moyens pour mettre fin à la relation. Cette demande est même rare chez les femmes rencontrées. Ce qu'elles expriment, généralement, c'est plutôt une demande d'aide pour que cesse la violence et que la relation puisse continuer. Mais comment et où font-elles cette demande ? Trois catégories d'aide permettent de décrire les parcours entrepris par les femmes qui fréquentaient les institutions où travaillaient les intervenants et participants à notre enquête : la famille et l'Église (de toutes confessions), la sécurité publique et la justice et enfin la santé et les services sociaux. Chacune de ces catégories est présentée ci-dessous, et ce, de la façon dont elle a été évoquée par les femmes participantes.

La famille et l'Église

En ce qui a trait à la recherche d'aide auprès des familles – la famille du conjoint et, par la suite, sa propre famille –, la femme tend à être confrontée à une alternative : comprendre son conjoint ou s'en séparer. En ce qui concerne la première possibilité, elle est incitée à poursuivre la relation et à comprendre ce qui arrive à son conjoint. Dans ce cas, la violence est souvent expliquée par les membres des familles – souvent la belle-mère, les belles-sœurs, la mère ou les sœurs, donc principalement des femmes – comme étant la conséquence d'une surcharge de problèmes portés par le conjoint (les préoccupations financières, le travail, le stress, etc.). L'environnement familial consulté est sensible à la souffrance de la femme, mais explique la violence du conjoint comme étant une réaction compréhensible dans les conditions de vie de de dernier. Les réactions de la femme sont alors questionnées (a-t-elle réagi de la manière attendue lorsque le conjoint s'est montré préoccupé, surchargé, fatigué, etc. ?), ceci afin de

savoir si elle a pu contribuer d'une manière ou d'une autre à l'agression et ce qu'elle a fait (ou aurait dû faire) pour l'éviter. Dans le second cas, au contraire, l'acte du conjoint est blâmé, considéré comme inacceptable et il est fortement conseillé à la femme de quitter ce dernier, surtout si elle souhaite recevoir de l'aide de sa famille. En règle générale, les femmes ont souvent des difficultés à entendre cette possibilité et, lorsqu'elles reprennent la vie commune et que la violence se manifeste de nouveau, elles sont envahies par la honte d'avoir à redemander de l'aide à leur famille. Face à cette alternative – maintenir le lien et « comprendre la situation » ou se séparer de son conjoint –, les femmes se sentent de plus en plus coupables, seules et démunies après chaque nouvel épisode.

L'aide auprès des Églises (catholiques, protestantes, néoprotestantes, spirites, etc.) apparaît concomitamment aux demandes de la femme à sa famille (tous deux constituant des éléments essentiels du réseau affectif et social), et ce qu'elle entend va soit dans le sens de la compréhension et de la tolérance, soit dans le sens de sa part de responsabilité (qu'elle vit sur le mode de la culpabilité).

La sécurité publique et la justice

Après avoir eu recours à la famille, certaines femmes décident – souvent comme geste ultime – de faire appel à la police et à la justice. Leur demande va – à nouveau – dans le même sens : elles souhaitent de l'aide pour en finir avec la violence... mais pas avec le mariage ni avec la relation. Comment se passe cette demande d'aide auprès des représentants de la sécurité et de la justice? Les femmes arrivent envoyées par des membres de la famille (qui voient la séparation comme moyen de mettre un terme à la violence), par des membres du réseau social (autre que la famille) ou elles viennent d'elles-mêmes lorsqu'elles se voient en situation de danger. Cette démarche est vécue dans tous les cas par ces femmes comme une expérience de détresse et elles se voient impliquées dans des procédures légales sans avoir les moyens d'y faire face et de les contrôler. Elles ont affirmé s'être senties insécurisées et impuissantes face à la complexité de ces procédures et ont été envahies par la culpabilité – par rapport au conjoint mais également par rapport aux enfants. Cette voie de la plainte faisant appel à la sécurité et à la justice est effectivement complexe et nécessite certains éclaircissements pour être comprise correctement.

La Loi Maria da Penha 11.340/2006 précise les mécanismes légaux visant à empêcher la violence conjugale et familiale au Brésil. Cette loi a été nommée Loi Maria da Penha en hommage à une femme qui, en 1983 – après un passé de violence conjugale qui a abouti à une tentative d'homicide la laissant paraplégique –, a décidé de dénoncer cette violence à la justice brésilienne. Lors du procès, l'accusé (le conjoint) a été déclaré innocent. Cette décision de la Cour a incité Maria da Penha à recourir au Comité latino-américain pour la défense des droits de la femme (CLADEM) et au Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), pour enfin s'adresser à la Convention américaine relative aux droits de l'homme de l'Organisation des États américains (CIDH-OEA). Cette démarche a eu pour conséquence la recommandation d'une réforme du système législatif brésilien pour la lutte contre la violence conjugale (Izumino, 2007). En 1984, cette recommandation, renforcée par la signature du gouvernement brésilien de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW-ONU), a eu pour effet d'inclure dans la Constitution fédérale brésilienne, entrée en vigueur à la fin de la dictature (1988), le texte légal sur le besoin de promouvoir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes (Alves, 2006), et ce, dans tous les domaines. Maria da Penha est aujourd'hui l'une des figures de proue du mouvement de défense des droits des femmes au Brésil.

L'urgence et la nécessité de prendre en compte et de consolider les demandes des mouvements féministes ont été reconnues et des mesures institutionnelles ont été mises en place progressivement (élaboration de lois, création d'institutions et de services). En 1985, un service de police spécialisé pour les femmes (Delegacias Especializadas de Atendimento à Mulher, DEAM) a commencé à être implanté, avec l'objectif de répondre aux besoins des femmes en situation de violence conjugale. La DEAM de la municipalité concernée par la seconde partie de notre recherche a été la deuxième à avoir été créée au Brésil.

Une étude réalisée par le CAM-D180 sur l'impact de la Loi Maria da Penha a montré que, avant l'adoption de cette loi, 3 356 appels étaient reçus en moyenne chaque mois. Après son adoption, ce nombre est passé à 6 600 par mois, soit une augmentation de 96 % de la demande pour ces services (SPM, 2012).

Lorsque la femme arrive à la DEAM ou lorsqu'elle y est envoyée par des intervenants d'autres institutions publiques ou privées, elle y est accueillie par les intervenants de la DEAM elle-même qui, après avoir entendu sa plainte, l'informent de ses droits ainsi que des procédures légales découlant de cette plainte. Si elle décide de maintenir sa plainte, elle est dirigée vers un agent de police, qui remplit au registre du poste de police un bulletin d'événement (Boletim de Ocorrência, BO). En l'absence de blessures physiques, la femme peut déposer une plainte sans qu'un procès au criminel soit amorcé. Dans le cas de blessures physiques, l'agent dirige la plainte vers le ministère public (Ministério Público), indépendamment de la volonté de la plaignante, comme le prévoit le code civil brésilien (Código Civil Brasileiro). À partir du moment où les procédures ont été entamées par le ministère public, la femme doit subir un examen physique (médecin légiste), trouver des témoins et commencer éventuellement les procédures de séparation. Après l'émission du bulletin d'événement, le pouvoir judiciaire a 48 heures pour émettre la mesure protectrice qui définira la distance physique envers la plaignante et les membres de sa famille que l'accusé devra respecter jusqu'au jour de sa comparution. Lors de cette dernière, la femme, son conjoint et les témoins sont convoqués pour établir la véracité des faits et pour confirmer l'intention de donner suite au processus. Depuis le 9 février 2012, le Sénat brésilien a cependant approuvé une importante modification à la Loi Maria da Penha : il a été établi que, pour les dénonciations de violence pratiquée contre la femme sous forme de violence physique, avec lésions ou non, il n'est plus nécessaire d'attendre l'autorisation de la plaignante pour la poursuite de procédures judiciaires par le ministère public (Supremo Tribunal Federal, 2012).

Selon le chef de police de la DEAM de la municipalité concernée par notre recherche, environ 80 % des femmes se désistent de la plainte qu'elles ont déposée, à des étapes différentes des procédures, parfois même après l'entame de démarches par le ministère public. Les limites financières, les menaces faites par le conjoint ou la reprise de la vie conjugale constituent les motivations les plus fréquemment invoquées lorsqu'elles décident de mettre fin aux procédures et aux mesures de protection instaurées par le ministère public.

Le Centre de référence pour femmes victimes (Centro de Referência à Mulher em Situação de Violência, CREMV) de cette municipalité, créé en 2009, relève du Bureau municipal d'assistance sociale (Secretaria Municipal de Assistência Social) et se situe à côté de la DEAM. Ce centre se définit comme un lieu d'accueil, d'intervention sociale, d'aide psychologique et d'orientation juridique (Prefeitura Municipal de Florianópolis, 2012) ayant comme objectif général de mettre fin à la situation de violence dans laquelle se trouvent les femmes. Il reçoit les femmes envoyées par la DEAM et par d'autres institutions et constitue un lieu central dans l'organisation des services offerts aux femmes en situation de violence. Tout comme ceux de la DEAM, les professionnels de l'équipe du CREMV informent les femmes de leurs droits et de leurs devoirs et, si nécessaire, leur suggèrent d'entreprendre un suivi avec un professionnel de la santé ou des services sociaux.

La santé et les services sociaux

Les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux offrent ainsi une troisième piste aux femmes pour parler de la violence qu'elles vivent. Cependant, ce choix intervient généralement après l'épuisement des deux autres modalités présentées ci-dessus (la famille et l'Église, la sécurité publique et la justice). Lorsque les femmes entrent en contact avec des intervenants de la sécurité publique et de la justice – comme nous l'avons décrit plus haut – elles sont dirigées soit vers des cliniques sociales (des cliniques en psychologie dont les tarifs sont bas), soit vers des centres de santé du réseau public pour un suivi en psychothérapie, soit encore vers des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale. Toutefois, surtout pour les femmes à faible revenu ou sans revenu, les possibilités de soin sont insuffisantes : elles ne pourront pas défrayer les coûts des cliniques sociales et les soins en psychologies offerts par le réseau public sont nettement insuffisants pour répondre à la demande. C'est à partir de ces constats que le projet pilote d'intervention psychologique pour personnes en situation de violence conjugale a été pensé et réalisé. Ce programme de suivi psychologique offert par l'Université s'inscrit donc dans la thématique de la violence faite aux femmes et représente une alternative pour celles qui décident de faire appel à la psychothérapie pour sortir de la dynamique de la violence.

Les femmes de la clinique et les « classiques de la violence conjugale »

On observe chez les femmes reçues au programme d'intervention psychologique des façons similaires de s'exprimer, en thérapie comme dans la vie. Ces sont des modes d'expression qui, malgré leur histoire individuelle et donc singulière, correspondent à ce qu'on appelle les « classiques de la violence conjugale ».

En premier lieu, même si ces femmes sont originaires de milieux socioéconomiques variés (sans que leur appartenance soit donc limitée aux groupes socioéconomiques les plus vulnérables), elles finissent en général par abandonner leurs études et leur profession pour assumer, presque exclusivement, des fonctions de soin : soin des enfants, soin du conjoint, soin de la maison. Fréquemment, après leur mariage, elles migrent vers des villes ou des quartiers (dans le cas de grandes villes) éloignés de leur famille d'origine et de leurs amis. Par la suite, leurs tentatives de rompre avec cet isolement sont souvent blâmées, avec hostilité, par leur conjoint. Cela a pour conséquence de les enfermer dans un espace privé et restreint, ce qui fragilise leur réseau social et réduit leurs possibilités de choix et les empêche de sortir de la relation violente et de reprendre le contrôle de leur vie.

Ces femmes présentent également des difficultés à établir des limites claires entre soi et les autres lorsqu'elles expriment des désirs et des opinions et lorsqu'elles parlent de leurs projets de vie et de leurs façons d'être. Elles tendent à s'exprimer par le biais de la voix d'un autre qui, selon elles, est plus compétent pour parler des choses de la vie, voire d'elles-mêmes. Elles se montrent, au début des consultations (ce qui peut durer des mois), incapables de parler en leur nom, cette difficulté étant partiellement le résultat des nombreuses fois où leurs souhaits, leurs idées et leurs points de vue ont été invalidés. Ce renoncement à soi, voire cette inhibition du soi, a des conséquences sur leur subjectivité et sur leur capacité d'élaboration, ce qui rend difficile le travail clinique touchant la restauration narcissique et le renforcement de l'identité.

Dans une deuxième catégorie d'observations, nous avons relevé qu'il est fréquent de voir que ces femmes suivies en thérapie ont comme caractéristique, dans le *setting* thérapeutique, d'entamer ce suivi avec l'objectif d'aider les autres – généralement leur conjoint et leurs enfants. Elles trouvent une place en thérapie en passant par la préoccupation à l'égard des membres de leur famille. Ce fait dénote deux choses : que la violence fait souffrir la personne directement visée mais également les autres membres du noyau familial et que la femme considère que sa souffrance doit être entendue car elle rapporte la souffrance des autres membres impliqués et lui cherche des solutions. Elles ont difficultés à parler d'elles-mêmes en utilisant le « je » et elles ont recours à des termes génériques tels que le « tu », « les personnes », « les femmes » comme sujets grammaticaux de leur récit. Le « je » comme sujet principal prendra du temps à émerger dans le discours. Cette difficulté, observée chez la majorité des patients en début de processus psychothérapeutique, a une connotation particulière dans le contexte de la violence conjugale, car il peut être considéré comme l'expression de l'affaiblissement du soi. Mariz (2008) soulève que cet engourdissement de la capacité de penser et de parler pour soi-même peut s'expliquer par la distance prise par la conscience comme moyen de défense contre la douleur psychique ressentie lors des épisodes d'agression.

Concernant la troisième catégorie d'observations – la famille des femmes en situation de violence conjugale –, il est remarquable de constater combien est forte la ressemblance entre leur père et leur conjoint. Les deux sont décrits comme contrôlants et agressifs. Dans leurs discours, il arrive qu'il soit difficile de savoir si elles parlent de la relation à leur père ou de celle à leur conjoint, ce qui traduit une confusion, qui semble intériorisée, au sujet des places respectives de chacun. Il est fréquent qu'elles aient quitté la maison familiale très tôt, encore adolescentes, soit parce qu'elles étaient enceintes, soit pour se marier. Dans ces conditions, on peut penser que leur contexte familial était insatisfaisant et qu'elles avaient l'espoir de trouver ailleurs et dans une autre relation une proximité affective absente dans leur famille d'origine. On observe également que leur conjoint comme leur père faisaient un usage abusif d'alcool et que leur agressivité était socialement excusée par cet abus. Tout comme elles, leur mère vivait dans un contexte de violence.

La psychothérapie intervient souvent dans un moment de crise durant lequel la femme se sent impuissante. L'espace thérapeutique offre la possibilité de (re)construire un espace de sécurité pour travailler sur soi. C'est le moment pour elle de comprendre la séquence et la logique des événements, leurs implications dans les diverses sphères de sa vie et de celles de ses proches et le sens pris par la violence dans son histoire personnelle. C'est aussi

le moment d'expérimenter, par le biais de la relation thérapeutique, un autre mode de relation, sans menaces et sans assujettissement. À partir de cette expérience psychothérapeutique, il est possible que la personne retrouve les éléments perdus et anéantis par la violence et restaure ses capacités créatrices.

Au Brésil, selon Narvaz et Koller (2006) et Bifano (2002), le désir d'avoir une famille et de la maintenir unie, la pression sociale sur le modèle familial traditionnel, la peur, l'isolement social et les risques de perdre son identité « soignante/protectrice » sont quelques-uns des facteurs qui contribuent à ce que la femme se maintienne dans des relations de violence et conserve le *statu quo*. Étant donné la représentation des fonctions sociales masculines et féminines, normalisées également par les influences religieuses en Amérique Latine (Martin-Baró, 1972), sortir d'une situation de violence conjugale semble souvent une tâche insurmontable, voire impensable. Rompre avec la famille peut être vécu comme une trahison envers les proches et envers soi-même, car cela va à l'encontre du rôle réservé socialement, ce rôle étant intimement lié à la fonction maternelle et à celle de « soignante/protectrice » (Rocha-Coutinho, 1994).

Les caractéristiques et les fonctions féminines sont souvent liées, dans la culture brésilienne, à des représentations valorisant la docilité, l'acceptation et l'abnégation (Rocha-Coutinho, 1994; Santi, Nakano et Lettiere, 2010). Dans le cas des femmes victimes de violence conjugale, à cette représentation s'ajoute l'existence d'une déchirure dans le tissu social, qui restreint l'existence de la femme à celle de son conjoint : à ses côtés, elle croit avoir une fonction privilégiée, être la seule personne à le connaître, le comprendre et pouvoir l'aider. Aux prises avec des difficultés à trouver sa véritable identité et un autre rôle, c'est dans la relation violente qu'elle se reconnaît. Les voies prises par ces femmes victimes pour exprimer leur plainte ne leur offrent ainsi que très rarement la réponse qu'elles attendaient. La séparation, le divorce et l'emprisonnement du conjoint ne sont en effet pas des issues qu'elles avaient envisagées et, pour plusieurs, ces possibilités ne font partie ni des solutions culturellement acceptées, ni même des solutions envisageables en général. En ce sens, le défi pour la société brésilienne est de refuser toute normalité à la violence, et plus précisément à la violence conjugale, en modifiant les croyances, les valeurs et les pratiques institutionnelles et sociales concernant la représentation du masculin et du féminin (Gomes, 2005; Nobre et Barreira, 2008).

Considérations finales

Il est à noter que les observations présentées ici concernent un effectif limité de femmes brésiliennes se trouvant en situation de violence conjugale. Elles offrent toutefois des similitudes avec le vécu décrit par des femmes d'autres régions du monde exposées à la violence conjugale et elles illustrent la spécificité brésilienne. Au Brésil, on observe en effet une forte influence du réseau social dans la recherche de solutions. Cette influence est cependant à double tranchant : d'une part, le réseau social accompagne la femme et son conjoint dans la recherche d'une solution, ce qui peut avoir un effet moins menaçant, mais, d'autre part, le réseau social, enraciné dans la culture et émanant de celle-ci, peut constituer un obstacle aux changements s'il renforce les conceptions conservatrices et traditionnelles des rôles masculins et féminins.

La judiciarisation constitue une modalité importante de gestion de la faute et du pardon, et aussi de la honte et de l'humiliation, ce qui pourrait contribuer à la reconstruction de l'identité de la personne agressée (Benghozi, 2005). Confrontée à sa propre impuissance à sortir de cette situation, la femme peut décider d'aller plus loin dans l'expression de sa plainte. La violence conjugale devient donc, du fait d'un manque d'accès à d'autres ressources (de santé et de services sociaux), une affaire de justice et de sécurité. Mais, dans ces lieux, les femmes ne se sentent ni entendues, ni protégées. Elles n'arrivent pas à parler de ce dont elles souffrent et de leur subjectivité. Elles ne peuvent pas exprimer les émotions liées à la violence qu'elles ont vécue, pas plus que les peurs suscitées par l'idée – souvent insoutenable – qu'en se séparant elles ne seront plus la femme qu'on leur demande d'être culturellement et que – par leur démarche – leur conjoint sera mis en accusation. Plusieurs extraits de séances illustrent ces observations : on y voit des juges d'instruction s'indignant en voyant la femme hésitante, souffrante, face à la possibilité de voir son conjoint accusé (Bragagnolo, 2012). Deux conceptions différentes s'affrontent alors, s'appuyant chacune sur deux références différentes : l'une sur la justice et l'autre sur la subjectivité.

Il est donc impératif de réaffirmer l'importance d'un réseau de sécurité publique comme ressource contre la violence conjugale, afin de promouvoir les politiques de protection existantes, par exemple le retrait temporaire de l'agresseur. Le CREMV peut constituer une solution intéressante pour ces femmes, par sa politique d'accueil et par ses objectifs. Cependant, en pratique, on a constaté dans la municipalité étudiée un certain isolement du CREMV par rapport aux services sociaux et de santé, et ce, probablement du fait de son appartenance légale et culturelle au ministère de la Justice et des Droits de l'homme. Cela a pour conséquence d'isoler une fois de plus les femmes. Il est essentiel – si l'accueil continue à être réalisé par un organisme relevant de la sécurité – que celui-ci soit bien articulé au réseau de la santé et des services sociaux. La proximité de ces relations institutionnelles permet en effet d'intervenir auprès des familles et des personnes impliquées directement dans des situations de violence conjugale (instigateurs et victimes) au sein de leur communauté d'appartenance et selon les principes de la promotion et de la prévention de la santé, comme cela est prévu dans les politiques publiques du Brésil. Il est également important de mettre en place des mesures sociales qui permettent – effectivement – à la femme d'avoir une aide financière temporaire (pour sa subsistance) ainsi qu'un lieu de vie protégé. Il y a bien sûr les maisons d'hébergement, mais – hélas – celles-ci sont en nombre nettement insuffisant. Même s'il est vrai que la violence conjugale n'est pas un phénomène spécifique aux classes sociales défavorisées, il est aussi vrai que, dans ces cas-là, elle est aggravée par la condition d'exclusion sociale déjà engendrée par la pauvreté.

La violence conjugale – qu'elle soit physique, psychologique, verbale ou autre – atteint l'identité, la manière d'être dans le monde, la capacité de donner du sens et la créativité, ce qui empêche la victime de penser et d'envisager une issue à sa situation. Sans une intervention professionnelle et adaptée à son contexte culturel, la femme continuera son errance solitaire. Sans des interventions lui offrant un autre modèle de relations affectives, la femme tendra à répéter le modèle existant, dans une tentative de réparer son histoire après la séparation. Pour cette raison – entre autres –, la violence tend à devenir cyclique et, apparemment, sans issue.

Culturellement, la violence conjugale au Brésil continue d'être perçue d'une manière fragmentée (Santi, Nakano et Lettiere, 2010). Elle est surtout une affaire de famille ou d'État, les deux se révélant impuissants, pour le moment, à changer cet état de choses. La femme en situation de violence conjugale est fréquemment victimisée, infantilisée et considérée comme incapable de prendre en charge sa vie. Faire face à cette situation exige pourtant d'elle qu'elle s'ouvre à la possibilité d'une relation qui ne soit pas basée sur la soumission à la volonté d'un autre. Il est donc important d'explorer toute alternative à cette situation : ressources culturelles, familiales et réseau social sur lesquels la femme pourrait compter et s'appuyer pour se réinventer. Il est également essentiel pour elle de comprendre son histoire passée pour être auteure de la suite de son existence et élaborer une nouvelle subjectivité féminine.

Références bibliographiques

- Alves, F. (2006, août). Lei Maria da Penha: das discussões à aprovação de uma proposta concreta de combate à violência doméstica e familiar contra a mulher [en ligne]. *Jus Navigandi*, 11(1133). <http://jus.com.br/revista/texto/8764> (consulté le 15 octobre 2012)
- Benghozi, P. (2005). Resiliência familiar e conjugal numa perspectiva psicanalítica dos laços. *Psicologia Clínica*, 17(2), 101-109.
- Bifano, A. (2002). Relacionamentos que Matam: violência conjugal. Universidade Federal de Santa Catarina [en ligne]. Projeto RIZOMA. <http://www.rizoma.ufsc.br/pdfs/217-of1-st2.pdf>
- Bragagnolo, R. (2012). *Experiências e lições em uma Vara Criminal e Juizado de Violência Doméstica e Familiar contra a Mulher em Santa Catarina* (thèse de doctorat, Universidade Federal de Santa Catarina, Brésil). En ligne à : repositorio.ufsc.br/xmlui/handle/123456789/96177
- Campbell, J., Webster, D. et Glass, N. (2009). The Danger Assessment: validation of a lethality risk assessment instrument for intimate partner femicide. *Journal of Interpersonal Violence*, 24(4), 653-674.
- Gomes, I. (2005). Transmissão psíquica transgeracional e violência conjugal: um relato de caso. *Boletim de Psicologia*, 55(123), 177-188.

- Izumino, W. (2003). *Justiça para todos: Os juizados especiais criminais e a violência de gênero* (thèse de doctorat, Universidade de São Paulo, Brésil). En ligne à : http://www.nevusp.org/portugues/index.php?option=com_content&task=view&id=795&Itemid=96
- Mariz, N. (2008). Conjugalidade e violência: uma escuta em terapia familiar psicanalítica. *Anais do III Congresso Internacional de Psicopatologia Fundamental*, Niterói. En ligne à : http://www.psicopatologiafundamental.org/uploads/files/iii_congresso/mesas_redondas/conjugalidade_e_violencia.pdf
- Martín-Baró, I. (1972). *Psicodiagnóstico de América Latina*. San Salvador : Editorail LEA.
- Martins-Borges, L. et Leveillé, S. (2005). L'homicide conjugal commis au Québec: observations préliminaires des différences selon le sexe des agresseurs. *Pratiques Psychologiques*, 11, 47-54.
- Narvaz, M. et Koller, S. (2006). Mulheres vítimas de violência doméstica: compreendendo subjetividades assujeitadas. *Revista Psico*, 37(1), 7-13.
- Nobre, M. et Barreira, C. (2008). Controle social e mediação de conflitos: as delegacias da mulher e a violência doméstica. *Sociologias*, 20, 138-163.
- Pocreau, J.-B. et Martins Borges, L. (2013). La cothérapie en psychologie clinique interculturelle. *Santé Mentale au Québec*, 38(1), 227-242.
- Prefeitura Municipal de Florianópolis. (2012). *Centro de Referência de Atendimento à Mulher em Situação de Violência – PAEFI. Secretaria Municipal de Assistência Social* [en ligne]. <http://www.pmf.sc.gov.br/entidades/semas/index.php?pagina=servpagina&menu=3&id=4610> (consulté le 20 octobre 2012)
- Rocha-Coutinho, M. (1994). *Tecendo por trás dos panos. A mulher brasileira nas relações familiares*. Rio de Janeiro (Brésil) : Rocco.
- Santi, L., Nakano, A. et Lettiere, A. (2010). Percepção de mulheres em situação de violência sobre o suporte e apoio recebido em seu contexto social. *Texto & Contexto - Enfermagem*, 19(3), 417-424.
- Secretaria de Políticas para as Mulheres. (2012). *Violência Doméstica no Brasil – Relatório Anual 2011 da Central de Atendimento à Mulher – Disque 180* [en ligne]. http://www.sepm.gov.br/noticias/ultimas_noticias/07-fevereiro-relatorio-180 (consulté le 24 septembre 2012)
- Supremo Tribunal Federal. (2012, 6 février). *Supremo julga precedente ação da PGR sobre Lei Maria da Penha* [en ligne]. <http://www.stf.jus.br/portal/cms/verNoticiaDetalhe.asp?idConteudo=199853> (consulté le 20 octobre 2012)
- Waiselfisz, J. (2012, août). *Mapa da Violência. 2012. Atualização: homicídio de mulheres no Brasil*. En ligne à : http://www.mapadaviolencia.org.br/pdf2012/MapaViolencia2012_atual_mulheres.pdf
- Wilson, M. et Daly, M. (1993). Spousal homicide risk and estrangement. *Violence and Victims*, 1, 3-16.



Sortir la violence de sa vie, sans sortir de l'autochtonie : l'importance de mieux comprendre les besoins des femmes autochtones en milieu urbain

Catherine Flynn¹, Geneviève Lessard², Lyse Montminy¹ et Renée Brassard²

Résumé

Cet article présente les résultats d'une étude s'inscrivant dans une action concertée portant sur la violence conjugale envers les femmes autochtones du Québec. Notre recherche a porté sur les besoins et l'expérience de ces femmes en milieu urbain. Le corpus était constitué de trois groupes de discussion comprenant 24 hommes et femmes autochtones de Québec et de Montréal, tous concernés par la problématique de la violence conjugale. L'analyse a permis de dégager trois besoins en matière d'aide psychosociale : faire connaître la situation et le vécu des femmes autochtones victimes de violence conjugale, bénéficier d'une aide adaptée à la réalité culturelle des Autochtones et être en lien avec des ressources ou avec un réseau naturel d'entraide dès son arrivée en ville. Des interventions permettant de répondre à ces besoins ont également été identifiées. Elles s'inscrivent dans une perspective de conscientisation et de responsabilisation collective sur la violence conjugale et misent sur l'autodétermination (*empowerment*) des femmes autochtones, de leur famille et de leur collectivité.

Rattachement des auteurs

¹École de service social, Université de Montréal, Montréal, Canada; ²École de service social, Université Laval, Québec, Canada.

Correspondance

catherine.flynn@umontreal.ca

Mots clés

femmes autochtones; violence conjugale; services sociaux

Pour citer cet article :

Flynn, C., Lessard, G., Montminy, L. et Brassard, R. (2013). Sortir la violence de sa vie, sans sortir de l'autochtonie : l'importance de mieux comprendre les besoins des femmes autochtones en milieu urbain. *Alterstice*, 3(2), 27-xxx.

Introduction

La violence conjugale envers les femmes autochtones est considérée comme une question sociale d'importance (Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador [CSSSPNQL], 2003; Femmes autochtones du Québec inc. [FAQ], 2008). Des études populationnelles font état d'une prévalence variant entre 12 % et 25 %, soit 3 à 4 fois plus élevée que dans la population allochtone (Brennan, 2011; Brownridge, 2003; Montminy et collab., 2011). Dans une population clinique, ces taux peuvent atteindre 80 % voire 90 % (Jones, 2008). Malgré le fait que les écrits scientifiques fassent état d'une situation alarmante, Hamby (2000) et Pharand (2008) rapportent que le nombre de femmes autochtones aux prises avec cette problématique demeure sous-estimé.

Il reste beaucoup à comprendre sur l'expérience des femmes autochtones victimes de violence conjugale. Des études comparatives montrent qu'elles sont plus susceptibles que les autres Canadiennes de subir des violences physiques ou sexuelles (Brownridge, 2003; FAQ, 2008; Tourigny, Domond, Trocmé, Sioui et Baril, 2007). La probabilité d'être victime d'un homicide conjugal à la suite d'une rupture serait huit fois plus élevée chez les femmes autochtones que chez les allochtones (Tourigny et collab., 2007). Elles sont également proportionnellement plus nombreuses à subir des blessures et à craindre pour leur vie lors d'un épisode de violence (Statistique Canada, 2006). Ces femmes courent également un risque d'être financièrement exploitées et de subir de la violence mentale ou psychologique (Statistique Canada, 2001). La violence psychologique est d'ailleurs celle qui est la plus rapportée par les femmes autochtones qui amorcent une démarche auprès d'une ressource formelle d'aide (McGilivray et Comaskey, 1999).

La violence conjugale chez les Autochtones a de nombreuses conséquences néfastes chez les femmes et les enfants qui en sont victimes. Une étude de l'Agence de santé publique du Canada (ASPC, 2008) réalisée auprès d'intervenants et de femmes autochtones victimes de violence montre que ces dernières vivent des difficultés sur les plans physique, psychologique et social. Cette étude affirme que les femmes autochtones, tout comme les allochtones, ressentent de la honte et intériorisent les agressions vécues, croyant qu'elles sont méritées. Elle montre aussi que la violence entraîne une perte de l'estime de soi, ce qui représente un obstacle aux démarches de demande d'aide (Hines et Malley-Morrison, 2005).

Cet article examine l'expérience et les démarches de demande d'aide de femmes autochtones en milieu urbain et victimes de violence conjugale. Quels sont les principaux besoins en matière d'aide psychosociale des femmes autochtones en milieu urbain et victimes de violence conjugale ? Quelles sont les solutions à mettre en place pour faciliter leurs démarches ? Dans un premier temps seront fournis quelques repères sociohistoriques abordés dans les écrits scientifiques, dont les facteurs associés à cette question en milieu autochtone. Ensuite seront abordés les enjeux soulevés dans la littérature relatifs aux démarches d'aide en milieu urbain. Nous présenterons en troisième lieu la méthodologie de notre recherche, puis ses résultats.

Une violence construite et renforcée historiquement et socialement

La problématique de la violence envers les femmes s'est construite de façon indissociable de l'histoire et des conditions de vie des peuples autochtones (ASPC, 2008; Hamby, 2000; Jones, 2008; Kasturirangan, Khrisnan et Riger, 2004). La Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA, 1996) affirme que les Autochtones portent encore les séquelles de la colonisation et de la *Loi sur les Indiens* de 1876. Plusieurs auteurs soulignent que les politiques étatiques d'assimilation découlant de cette loi ont entraîné une discrimination systématique envers eux et une violence de l'État, qui est associée aussi à la problématique de la violence conjugale (ASPC, 2008; CRPA, 1996; Laprairie, 1987; Larocque, 1994; Pharand, 2008; Weaver, 2009).

Ces auteurs expliquent que les transformations socioéconomiques issues de la *Loi sur les Indiens* ont perturbé les rôles traditionnels familiaux et les rapports égalitaires entre conjoints (Laprairie, 1987; Weaver, 2009). L'imposition du régime des écoles résidentielles de même que différentes mesures ciblant principalement les femmes ont contribué à dévaloriser leur rôle au sein des familles et des communautés (FAQ, 2008; Weaver, 2009). Pour certains, ces rapports de force entre l'État, les familles autochtones et les communautés ont laissé place à de la détresse et de la frustration, un terreau fertile à l'éclosion de la problématique de la violence conjugale et familiale (FAQ, 2008; Jaccoud et Brassard, 2003; Weaver, 2009).

Aujourd'hui, les femmes autochtones subissent encore les contrecoups des politiques assimilationnistes et du régime des écoles résidentielles. Elles souffrent notamment de traumatismes non réglés (Blackstock, Trocmé et Bennet, 2004) et de confusion identitaire (Brownridge, 2003) et elles ont une faible estime d'elles-mêmes ainsi qu'une perception négative de leur culture et de leur rôle social en tant que femme et mère (Smith, Varcoe et Edwards, 2005). Ces blessures trouvent d'ailleurs un écho dans la façon dont les femmes autochtones exercent leur maternité et elles teintent leurs rapports avec les services sociaux allochtones associés à la famille (Flynn et Brassard, 2012). À cela se greffent les réalités contemporaines des Autochtones, qu'on pense aux conditions de pauvreté et à l'exclusion sociale (Blackstock, Trocmé et Bennet, 2004; Jones, 2008), au suicide, à l'alcoolisme et à la toxicomanie (Smith, Varcoe et Edwards, 2005) ou à la surreprésentation des jeunes Autochtones dans les services de protection (Tourigny et collab., 2007). Pour plusieurs, la problématique de la violence conjugale est le produit d'une interaction entre l'héritage colonial et les différents facteurs de risque actuels (ASPC 2008; Brownridge, 2003; CSSSPNQL, 2003; FAQ, 2008; Jones, 2008; Pharand, 2008).

L'expérience des femmes victimes de violence conjugale dans les communautés autochtones s'avère marquée par la difficulté à dénoncer la situation et à s'en sortir. Les ressources d'hébergement étant limitées et l'anonymat difficilement garanti dans un milieu démographiquement restreint, plusieurs de ces femmes voient leur réalité révélée au grand jour. Elles sont alors sujettes à la marginalisation et aux pressions familiales, et elles craignent les représailles de leur conjoint et de sa famille. Dans un tel contexte, la fuite vers la ville leur apparaît souvent comme une solution afin de faire sortir la violence de leur vie (FAQ, 2008; Pharand, 2008).

En milieu urbain : entre efforts et inadéquation

La fuite afin d'échapper à une situation de violence conjugale est l'une des principales raisons expliquant la forte représentation des femmes autochtones dans la région de Montréal (Jaccoud et Brassard, 2003). Bien que peu d'études soient disponibles sur leur fréquentation des ressources d'aide en milieu urbain, La CSSSPNQL (2003) estime que ces femmes sous-utilisent ces services car ils ne répondraient pas à leurs besoins et leur imposeraient des valeurs allochtones. L'étude de Pharand (2008), réalisée dans la région de Montréal, montre d'ailleurs que les intervenantes des maisons d'hébergement allochtones connaissent peu la réalité des femmes autochtones et qu'elles croient, à tort, que leurs besoins sont similaires à ceux des autres femmes. L'association FAQ (2008) estime pour sa part que les ressources en milieu urbain sont peu visibles et peuvent se révéler difficiles d'accès. La FAQ se montre très claire sur sa position à propos du système d'aide allochtone spécialisé en violence conjugale, jugeant que ce dernier revictimise les femmes autochtones par sa complexité organisationnelle et est discriminatoire et raciste (FAQ, 2008).

On peut également supposer que des divergences de représentations (vision holistique autochtone face à la vision curative allochtone) sont susceptibles d'entraîner des difficultés pour les femmes autochtones dans leurs démarches de recherche d'aide en milieu urbain. Par exemple, les politiques publiques ont contribué à déprécier la culture, les croyances et le mode de vie des Autochtones, les forçant à se conformer à la vision du monde du colonisateur (Weaver, 2009). Les modes de guérison autochtones ont d'ailleurs été dissimulés et interdits jusque dans les années 1970 (Hill, 2003). Pour la FAQ (2008) et Weaver (2009), les réseaux d'aide allochtones interviennent auprès des femmes autochtones victimes de violence conjugale à partir d'une représentation de la problématique et de ses solutions qui est en inadéquation avec la représentation de la santé et du bien-être des Premières Nations. Les femmes autochtones des régions de Québec et de Montréal peuvent néanmoins accéder à une maison d'hébergement qui leur est destinée et qui utilise des formes d'aide adaptées à leur culture et à leur

expérience. Il s'avère cependant que ces maisons ne suffisent pas à la demande (FAQ, 2008) et font face à différents obstacles sur le plan du financement (Pharand, 2008).

Malgré l'intérêt des chercheurs et des praticiens, les besoins des femmes autochtones victimes de violence conjugale demeurent un champ qui reste à explorer. Bien que quelques études (FAQ, 2008; Pharand, 2008), majoritairement menées par des organismes autochtones, se soient penchées sur cette question en laissant la parole aux femmes, il nous reste encore beaucoup à apprendre sur les liens entre l'expérience et les besoins de ces femmes, principalement en milieu urbain.

Méthodologie de la recherche

Cette étude est fondée sur une analyse des données secondaires extraites d'une action concertée sur les connaissances et des pratiques auprès des femmes autochtones victimes de violence menée par Montminy et ses collaboratrices (Flynn, 2010). Elle s'inscrit dans un paradigme interprétatif où subjectivité et processus inductif se côtoient. Il s'agit d'effectuer une démarche exploratoire afin de dégager les principaux besoins en matière d'aide exprimés par les femmes autochtones et victimes de violence conjugale des régions de Québec et de Montréal. La méthodologie choisie est entièrement qualitative.

Fondements théoriques

Cette recherche s'inscrit également dans la foulée des théories critiques ayant le féminisme intersectionnel comme cadre d'analyse. Plus spécifiquement, nous avons mobilisé l'intersectionnalité et la matrice de la domination de Collins (2000). Cette matrice organise les différents systèmes d'oppression (patriarcat, colonialisme, etc.) selon quatre domaines de pouvoir, soit les domaines hégémonique, structurel, disciplinaire et interpersonnel. Le domaine hégémonique renvoie à l'idéologie, à la culture et aux messages sociaux véhiculés dans la collectivité. Les valeurs et les différents rapports d'oppression observés dans le domaine hégémonique influencent les manifestations du pouvoir dans les trois autres domaines. Le domaine structurel, pour sa part, illustre la façon dont les politiques et institutions publiques reproduisent l'oppression envers les femmes des groupes marginalisés. Le domaine du pouvoir disciplinaire réfère à la manière dont les rapports de pouvoir sont gérés dans les services publics comme le réseau de la santé, dans les entreprises, dans les banques, etc., et comment leurs pratiques contribuent à réguler la clientèle. Finalement, le domaine de pouvoir interpersonnel comprend les manifestations de pouvoir dans les interactions habituelles, de la vie quotidienne, dont la violence conjugale (Collins, 2000).

La réalisation d'une étude en conformité avec les principaux postulats du féminisme intersectionnel implique certains choix méthodologiques. Tout d'abord, cette théorie propose de privilégier le point de vue des groupes de femmes marginalisées et d'étudier leurs représentations de la violence dont elles sont victimes (Damant et collab., 2008). Dans le cadre de cette étude, la parole est laissée aux hommes et aux femmes qui estiment être concernés par la violence conjugale. Les critères d'inclusion ne sont pas déterminés par une représentation préétablie de la violence conjugale, ni par un rôle précis attribué à chacun et chacune dans cette dynamique. Laisser la parole aux hommes et aux femmes est cohérent avec la représentation autochtone de la violence conjugale, qui est plus souvent perçue comme un phénomène familial que comme relevant d'un rapport dyadique entre les deux conjoints (Montminy et collab., 2011). Le féminisme intersectionnel suggère également comme source d'information l'accès à des groupes de femmes marginalisées pour documenter leur réalité et leurs conditions de vie, afin de dégager les principaux traits de leur expérience individuelle et collective (Damant et collab., 2008). C'est la raison pour laquelle nous avons choisi comme stratégie de collecte de données la création de groupes de discussion.

Participants

Les participants devaient se considérer comme Amérindiens, Métis ou Inuit, être âgés d'au moins 18 ans et vivre à Québec ou à Montréal au moment de l'étude. Ils devaient également se sentir concernés par la problématique de la violence conjugale envers les femmes autochtones. Alors que plusieurs femmes ont choisi de parler de leur propre expérience de victimisation en lien avec la violence conjugale, d'autres ont choisi de partager celle d'une femme de leur entourage. Les hommes, pour leur part, ont principalement discuté des difficultés et des problèmes vécus par les hommes autochtones en milieu urbain. Ils ont également partagé leur expérience lors de

l'accompagnement d'une femme de leur entourage au sein des différents services spécialisés en violence conjugale. L'échantillon était composé de 14 participants autochtones de la région de Québec (13 femmes et 1 homme), rencontrés en 2 groupes de discussion, et de 10 participants autochtones de Montréal (6 femmes et 4 hommes), réunis lors d'une séance commune. Afin que les participants puissent participer à cette étude de façon libre et anonyme, aucune information sociodémographique n'a été colligée. Les participants ont été recrutés par la méthode boule de neige (Pires, 1997) au sein des réseaux des principaux partenaires du projet, soit la Maison communautaire Missinak de Québec et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal.

Nous avons ciblé les régions de Québec et de Montréal car le mouvement migratoire des Autochtones vers les villes du Québec se concentre principalement vers ces deux agglomérations (Lévesque, 2003). Les données ont été collectées par l'entremise des trois groupes de discussion (*focus group*), chacun d'une durée de deux heures. Cette méthode de collecte semblait appropriée car les Autochtones ont plus de facilité à exprimer leur vécu avec d'autres membres de leur communauté ou d'autres personnes d'appartenance autochtone (CSSSPNQL, 2003). Différents thèmes ont été abordés, en particulier les formes de violence vécues et observées par les participantes, les différentes stratégies pour s'en sortir, les obstacles rencontrés et les éléments ayant facilité leurs démarches de demande d'aide, de même que les interventions positives à mettre en place.

Analyse qualitative

Les données ont été traitées grâce à une analyse de contenu thématique selon la méthode proposée par L'Écuyer (1990). Cette méthode a semblé cohérente avec les principaux repères épistémologiques et théoriques de notre recherche puisqu'elle permet de systématiser l'analyse d'un matériel subjectif. Les différents thèmes des entrevues ont servi de catégories d'analyse. Le corpus a été codé une première fois dans ces catégories, puis les catégories redondantes ou contenant peu de matériel ont été réaménagées lors d'une seconde codification. Des analyses descriptives ont permis de dégager l'expérience des femmes en lien avec la violence conjugale et au sein des différents réseaux d'aide. Les besoins ont été définis comme des écarts entre une situation idéale et une situation réelle observée. Ils ont été identifiés en regroupant dans un tableau les extraits relatifs au vécu des femmes, aux limites des formes d'aide disponibles actuellement et aux formes d'aide souhaitées. Ces besoins ont ensuite été repositionnés dans les quatre domaines de la matrice de la domination de Collins (2002) afin de faire l'objet d'une analyse structurelle. L'ensemble de ces analyses a été réalisé avec le logiciel NVivo.

Résultats

Ces analyses ont permis de dégager trois besoins principaux en matière d'aide psychosociale : faire connaître la problématique et le vécu des femmes autochtones victimes de violence conjugale, bénéficier d'une aide adaptée à sa réalité sociale et culturelle et enfin être en lien avec des ressources ou avec un réseau naturel d'entraide dès son arrivée en milieu urbain. Il importe de mentionner qu'il est impossible de généraliser ces besoins à l'ensemble de la population autochtone des régions de Québec et de Montréal. Ces besoins sont en effet fortement liés à l'expérience des participants dans leur communauté d'appartenance, de même qu'à leurs rapports avec leur culture et leur identité. Il importe également de noter que l'ancrage dans les valeurs traditionnelles autochtones varie d'un individu à l'autre, de même qu'entre nations autochtones.

Faire connaître la problématique et le vécu des femmes autochtones victimes de violence conjugale

De l'analyse des propos des participants se dégage l'idée que la violence envers les femmes autochtones est banalisée. De ce fait, la façon d'y répondre tant dans les communautés qu'en milieu urbain crée un contexte susceptible de la faire perdurer. Cette banalisation, combinée à la méconnaissance par les intervenants que les participants ont côtoyés de la spécificité de cette problématique en contexte autochtone et des conditions sociohistoriques y étant associées montre qu'il est important de faire connaître le vécu des femmes qui sont victimes de violence conjugale. Ainsi, les participants estiment qu'il est nécessaire de réfléchir collectivement sur la violence conjugale chez les Autochtones et de sensibiliser l'ensemble des acteurs concernés par cette problématique, tant en milieu urbain que dans les communautés.

« La violence [...] c'est naturel »

Les participants ont décrit la violence envers les femmes autochtones comme un mode relationnel banalisé et toléré dans leurs communautés. Lorsque des femmes de leur entourage ont vécu des épisodes de violence physique d'une extrême brutalité et en ont présenté les marques, personne n'a dénoncé la situation. Ils dénoncent le fait que la violence soit si présente qu'elle en devienne invisible.

C'est vraiment, dans les communautés, tu vois la violence, c'est tellement, tu vis dans ça. C'est naturel. Tu normalises la situation, fait que tu ne le vois pas. [...] C'est comme si c'était normal que la femme soit battue, c'est l'homme qui menait.

Dans ce climat, les participants estiment que les femmes qui en sont victimes sont poussées à se résigner. Les participants ont expliqué que les femmes subissent la pression des générations de femmes précédentes et de celles de leur entourage, le modèle de victimes silencieuses apparaissant particulièrement valorisé dans les communautés. Des femmes ont raconté avoir résisté à ces pressions et avoir pris la décision, marginale, de porter plainte.

Puis là, la famille me disait, pourquoi est-ce que tu fais ça ? Regarde, nous on ne fait pas ça, il nous trompe, il nous bat, on ne fait pas ça de porter plainte. Mais moi, on dirait que je n'arrivais pas à accepter ça.

Le soutien des proches et de la communauté étant difficile à obtenir, les participants croient que les femmes autochtones peuvent être tentées de se tourner vers les ressources du réseau formel d'aide qui sont disponibles dans leur communauté. Ils expliquent cependant que d'aller vers une maison d'hébergement n'est pas la meilleure solution.

Ça brise l'anonymat, des fois, dans nos communautés parce que tout le monde se connaît. Parce que les maisons d'hébergement sont situées dans le village, puis tout le monde le sait.

Celles qui choisissent de s'y rendre sont alors susceptibles d'être reconnues et d'être pointées du doigt. Dans un contexte où elles subissent des pressions sociales de leur famille et de leur entourage pour rester auprès d'un conjoint aux comportements violents et où elles sont stigmatisées par l'ensemble de la communauté en raison des difficultés liées à la confidentialité, les participants expliquent qu'il peut être préférable pour certaines femmes de quitter leur communauté, une étape difficile en soi.

Ce n'est pas évident de s'en sortir. [...] C'est fuir, tu sors de la communauté, tu n'as pas une cenne, tu t'en vas en milieu urbain, il faut que tu sois ferrée un peu ou que tu aies vraiment peur de te faire tuer.

« Si tu ne connais pas l'autre, comment tu veux adapter tes services ? »

Après avoir pris la fuite et quitté la communauté, plusieurs femmes amorcent une démarche d'aide en milieu urbain. Les participants expriment cependant des réserves quant aux habiletés et aux connaissances des intervenants allochtones concernant l'aide destinée aux femmes autochtones victimes de violence. Ils estiment par ailleurs que les intervenants qu'ils ont côtoyés sont conscients de ces lacunes. Ces difficultés se sont soldées pour plusieurs à une discontinuité de l'aide offerte, articulée autour d'une multiplication de références et de changements d'intervenants.

Parce qu'ils se sentent... ils [les intervenants allochtones] n'ont pas les outils nécessaires pour mieux intervenir auprès des Autochtones [...] quand je voulais parler de ça avec les intervenants, ils n'étaient pas en mesure de répondre à mes questions. Si je vivais certaines émotions, eux autres ils étaient mal à l'aise. Donc, ça coupait tout.

Cette situation est susceptible de générer du découragement et un sentiment de rejet, pouvant même conduire à l'abandon des démarches d'aide. Les participants estiment que les intervenants allochtones consultés n'ont pas toujours bien compris leur vécu et que leur façon d'être était parfois incohérente avec les besoins.

C'est comme si, parfois, dans certaines ressources allochtones, on sentait qu'on appliquait un cadre qui ne nous convenait pas. Ils ne respectent pas nos silences ou notre temps d'introspection, c'est différent là. Eux autres ils parlent, puis ils parlent, puis ils [mettent] toutes sortes de conditions.

Les participants suggèrent que la méconnaissance de la réalité des Autochtones laisse parfois place à une attitude de jugement de la part des intervenants rencontrés, ce qui peut être lourd de conséquences sur leurs démarches de demande d'aide.

Ils ne connaissent même pas ce qui se passe dans nos communautés. Puis quand tu parles de ta communauté, eux autres « c'est comme, ah oui, c'est comme ça que ça se passe », là tu te rabaisses, là tu te refermes, puis non, tu n'as pas envie de parler. Puis, le jugement aussi, qui entre là-dedans.

Les discours des participants montrent que leur expérience et celle de leurs pairs au sein des différentes ressources d'aide en milieu urbain sont marquées par une méconnaissance de ce qu'ils vivent, de leur réalité et des principes de bases de l'intervention auprès d'eux. Cette attitude est parfois interprétée comme un manque d'empathie face à la détresse des femmes autochtones victimes de violence, comme en témoignent également leurs propos touchant leurs expériences avec le service de police.

« Les policiers, zéro intervention, zéro compassion »

Bien que les policiers puissent représenter une aide nécessaire en situation d'urgence, les participants expliquent qu'il y a réticence à les contacter dans les cas où la violence perdure ou se reproduit en milieu urbain. Certaines participantes auraient eu peur d'être jugées et de ne pas avoir le soutien nécessaire. D'autres estiment que l'aide des policiers a été insuffisante pour assurer leur sécurité et pour porter assistance aux femmes victimes de violence. Les participants expliquent que les interventions des policiers ont visé à contrôler la violence du conjoint plutôt qu'à assurer la protection de sa victime, et ce, même quand cette dernière présentait des blessures. Ils croient que le protocole d'intervention diffère lorsqu'il s'agit d'une situation impliquant des femmes allochtones et que les policiers demeurent insensibles en face de femmes autochtones victimes de violence. Les participants donnent d'ailleurs bon nombre d'exemples de situations où les policiers auraient dû porter assistance aux femmes et n'ont rien fait. Ils attribuent cette inaction aux préjugés et au racisme à l'égard des Autochtones.

Il y avait une femme autochtone que je connaissais, qui était là avant moi, puis, elle pleurait, c'était très évident qu'elle s'était battue. Elle avait les yeux au beurre noir, on voyait où le monsieur avait donné des coups de poing, sur ses bras, ça se voyait très facilement. On a essayé de l'aider du mieux qu'on pouvait, même à la police, ils se sont fait appeler. [...] puis ils n'ont vraiment pas pris cette femme-là au sérieux, ils n'ont rien fait... [...] il faut dire que c'était des agents policiers blancs qui sont venus [...] [et] parce que c'était une femme autochtone, ils ne l'ont pas prise au sérieux.

Les participantes disent également avoir ressenti du jugement de la part des policiers lorsqu'elles ont porté plainte. Selon elles, plusieurs femmes craignent que leurs dépositions soient refusées ou invalidées.

La confiance des policiers, moi j'ai pas aimé le jugement des policiers. Parce que tu te dis, je vais faire une plainte, il ne prendra pas ma plainte, c'est moi qu'ils vont juger.

Le sentiment d'être jugée s'avère exacerbé lorsque la femme a recours aux policiers en état de consommation d'alcool ou de drogue, les participants faisant le lien entre la violence et la consommation de psychotropes. À ce moment-là, la méfiance de la femme s'ajoute à celle du policier qui reçoit le témoignage d'une personne intoxiquée. Les participants ont également eu des difficultés à obtenir l'aide d'un traducteur dans les échanges avec les agents, rendant ainsi le dépôt d'une plainte impossible.

Ainsi, l'analyse des propos des participants illustre qu'il est important de sensibiliser les intervenants et les policiers à la violence envers les femmes autochtones ainsi qu'aux circonstances sociales et historiques dans lesquelles cette violence a pris racine. Ces dernières peuvent d'ailleurs accentuer la méfiance envers les policiers et les intervenants allochtones. Un manque de connaissances ou de ressources peut être alors interprété comme une manifestation de racisme. Il est recommandé de mettre en place différentes interventions structurelles permettant d'outiller les

intervenants, et les citoyens dans leur ensemble, à mieux comprendre cette réalité. La mise sur pied d'activités d'information, de prévention et de sensibilisation par le biais d'ateliers semble faire l'unanimité auprès des participants. Différentes thématiques en lien avec la violence pourraient y être abordées, comme les manifestations interpersonnelles et structurelles de la violence, l'histoire coloniale et les conditions de vie actuelles des Autochtones. Ces ateliers permettraient d'offrir du soutien au réseau d'aide local tant en milieu urbain que dans les communautés et contribueraient à déconstruire les stigmates et les préjugés envers les Autochtones. L'étude de Pharand (2008) montre d'ailleurs que les intervenants allochtones rencontrés sont conscients de leur manque de connaissances relatives aux réalités autochtones et qu'ils sont curieux d'en savoir davantage.

Bénéficiaire d'une aide adaptée à sa réalité sociale et culturelle

L'analyse des propos des participants a également permis de mettre en relief un deuxième besoin, celui de bénéficier d'une aide adaptée à sa réalité sociale et culturelle. Rappelons que les spécificités culturelles et sociohistoriques des Autochtones demeurent méconnues par les professionnels rencontrés par les participants. Les représentations de la violence conjugale et de ses solutions proposées par les ressources consultées se sont ainsi avérées en inadéquation avec les repères culturels des participants. Certaines approches et méthodes d'intervention privilégiées dans les milieux de pratiques allochtones s'opposent à leurs valeurs. Les participants ont proposé plusieurs solutions à privilégier afin d'obtenir, en milieu urbain, une aide adaptée à leur réalité.

« Ce n'est pas la façon de faire ça, ce n'est pas notre façon d'être »

Les participants se sont montrés très critiques envers les ressources allochtones consultées et ils ont expliqué en quoi elles n'ont pas respecté leurs différences et n'ont pas répondu à leurs besoins. Les participantes ayant fait l'expérience d'un séjour en maison d'hébergement allochtone expliquent avoir eu des difficultés avec les principes de l'intervention féministe. Elles ont compris que dans cette approche la rupture de l'union était un objectif. Selon elles, il s'agit d'une divergence de représentations concernant la famille.

Parce qu'il y a des enfants en jeu, puis dans la culture autochtone, élever des enfants toute seule, ce n'est pas faisable, ce n'est pas dans notre mentalité. Des femmes monoparentales, au Québec, il y en a beaucoup, mais en communauté, c'est rare.

Des participantes expliquent avoir ressenti la pression des intervenantes pour mettre un terme aux contacts avec le père de leurs enfants. Elles déplorent aussi que l'aide en violence conjugale se décline généralement sous la forme d'un suivi individuel. Chaque membre de la famille touchée par le problème reçoit de l'aide de son côté, et ce, généralement au sein de ressources différentes.

[Nous] on travaille avec la famille au lieu de travailler dans l'individuel, femme, homme. [Pour les Blancs] il faut toujours que ça soit un petit dossier pour madame, un petit dossier [...] on veut faire à la place de, puis imposer ses choses. Puis moi, je me dis toujours, on ne connaît pas notre histoire, on ne connaît même pas notre pensée, on n'a pas une pensée de Blanc là. [...] On n'a pas la même pensée pantoute, ce n'est pas la même façon dans notre tête.

Les participants ont décrit la problématique de la violence envers les femmes autochtones comme une dynamique complexe, soutenue et renforcée par la famille et la communauté. Par le biais de la pression qu'ils exercent sur les femmes, par leur inaction dans les cas où la violence est dénoncée ainsi que par certains comportements violents directement perpétrés, les membres de la famille élargie ou de la communauté sont directement impliqués. Ce « débordement » de la violence conjugale apparaît peu compris par les intervenants allochtones rencontrés par les participants. Ces derniers ont également la préoccupation de ne pas camper les acteurs impliqués dans des rôles dichotomiques de victimes et d'agresseurs. Il leur semble important de considérer la détresse et le vécu traumatique des conjoints qui perpètrent la violence. Il s'agit de mettre la violence en lien avec l'ensemble de l'expérience des différents membres de la famille, et non de la traiter comme un problème isolé et décontextualisé. Ainsi, les participants croient que l'ensemble des membres de la famille devrait être impliqué conjointement dans une démarche d'aide globale. Cette stratégie a d'ailleurs été un succès pour certains participants de l'étude.

La famille, tous ensemble, de venir avec nos problèmes sur la table, ça marche, crois-moi, ça marche, tout le monde évolue, mais d'une bonne manière. [...] Ça a pris des années d'entraide, entre nous autres, crois-moi, on s'est beaucoup amélioré. C'est très important l'aspect familial.

Les participants ont également rappelé l'importance de faire de la prévention auprès des enfants exposés à la violence. Ils se sont montrés soucieux de ce que ces derniers puissent reproduire ces comportements violents et qu'ils grandissent avec des traumatismes non résolus. Du point de vue des participants, l'aide destinée aux hommes autochtones apparaît également incontournable, considérant qu'il n'y a pas de ressource de ce type dans les régions de Montréal et de Québec. Les participants recommandent d'ailleurs l'implantation d'un programme comme celui des Peaceful Warriors, un service destiné aux hommes axés sur l'enseignement traditionnel autochtone implanté au Native child and family services de Toronto. La sagesse des aînés peut également être mise à profit, ceux-ci étant considérés comme des gens ayant une vaste expérience et ayant été impliqués dans des processus de guérison.

« Avec du monde autochtone, ça se passait mieux »

Il est ressorti des analyses que l'aide formelle dispensée par des intervenants ou des ressources autochtones a été appréciée par les participantes. Il semblerait que les intervenants autochtones comprennent mieux leur vécu ainsi que leurs spécificités culturelles et spirituelles, même si leur aide n'est pas spécifiquement destinée à contrer la violence conjugale.

On comprend les choses d'une manière différente, d'une autre façon que les Blancs, c'est géré d'une autre manière. Eh oui, je pense que je suis mieux là-dedans, avec des intervenants autochtones, parce qu'ils sont autochtones et parce que c'est mon monde à moi et parce que, notre culture, on comprend ça d'une manière complètement différente.

Quelques participants avancent la nuance que certains de ces intervenants puissent être encore aux prises avec leurs propres blessures en lien avec l'expérience des écoles résidentielles, ces traumatismes non résolus interférant dans la démarche d'aide. Néanmoins, les participants croient que l'appartenance à l'autochtonie est une base commune sur laquelle il est plus facile de créer une relation d'aide. Ainsi, ils estiment que les femmes autochtones victimes de violence conjugale s'expriment plus facilement avec des intervenants autochtones. Côté de l'autochtonie leur apparaît comme un élément facilitant les démarches d'aide. Les modes d'intervention efficace proposés par les participants s'inscrivent dans cette perspective.

« On veut quand même que nos services soient autochtones, on ne se le cachera pas »

Les solutions proposées par les participants visent une autonomisation de l'aide et des services offerts en milieu urbain. Il est possible d'y voir un désir de s'affranchir des ressources du réseau allochtone et de développer des formes d'aide en adéquation avec leur culture. Il a été suggéré de poursuivre l'implantation de formes d'aide traditionnelle autochtone, comme des cercles de partage et des tentes de sudation, qui soient offertes à une clientèle féminine et masculine.

Entre nous, tu sais, d'avoir des « healing circle » ou avoir des « swet lodge » contre la violence, des prières contre la violence puis des affaires comme ça.

Il a été également recommandé de créer des espaces afin que les protagonistes impliqués dans une dynamique de violence puissent prendre un temps d'introspection sur leur propre expérience en lien avec la violence. Les participants ont mentionné les difficultés à recevoir de l'aide en langue autochtone et ont insisté sur les difficultés à nommer ses émotions dans une autre langue. D'autres ont expliqué que la culture autochtone prend racine dans les langues ancestrales, et qu'il est donc primordial de pouvoir s'y ancrer dans une démarche d'aide.

La langue, c'est essentiel, parce qu'il y a des personnes qui ne peuvent pas s'exprimer. Moi j'ai eu de la misère à dire mes émotions, c'est dur. [...] Ça (la langue), tu ne te débarrasses pas de ça, ça ne part pas de toi parce que tu habites en ville, ça reste en dedans de toi, c'est toi.

Les participants de cette étude ont mis de l'avant l'autochtonie comme élément favorisant leurs démarches d'aide en milieu urbain. Ils ont relevé diverses inadéquations entre leurs représentations de la violence conjugale et les interventions proposées par les réseaux d'aide allochtones en milieu urbain. Néanmoins, quelques participants ont décrit des situations où l'aide obtenue de la part d'un intervenant allochtone a été appréciée. Un participant a ainsi expliqué que, malgré le manque de connaissances de l'intervenante sur la réalité des peuples autochtones, son attitude respectueuse, son écoute et son ouverture ont fait le succès de sa démarche.

Être en lien avec des ressources ou avec un réseau naturel d'entraide dès son arrivée en milieu urbain

Finalement, les participants ont cité l'isolement et à la difficulté à s'orienter dans un nouveau milieu de vie comme des éléments rendant plus complexe l'amorce d'une démarche d'aide en milieu urbain. Ils croient que les ressources d'aide aux Autochtones devraient être plus visibles et mieux connues dans les communautés. Ceci permettrait aux femmes d'être préparées lors de leur arrivée, cette transition s'étant effectuée dans un contexte de précarité pour plusieurs d'entre elles. Ces dernières soulignent qu'elles auraient eu besoin dès le début d'être en lien avec des ressources formelles ou un réseau naturel d'entraide.

« Il faut se débattre, il faut vraiment tout faire pour aller chercher l'aide qu'il faut »

Les participants ont estimé que les ressources spécialisées pour les Autochtones étaient peu visibles lors de leur arrivée en milieu urbain. Ils jugent que les stratégies pour les faire connaître (comme les affiches) sont inefficaces et qu'il serait préférable d'adopter d'autres modes de diffusion. Ils croient que l'on devrait fonctionner en amont, avec la clientèle potentielle, afin de rapidement briser l'isolement des femmes fuyant des dynamiques de violence. Par exemple, ils proposent la présence d'intervenants dans les lieux et les quartiers fréquentés par les Autochtones nouvellement arrivés. Des prospectus pourraient être distribués dans les endroits favorisés de cette clientèle.

Qu'ils viennent se présenter, qu'ils offrent leurs services. [...] Si la personne vient et qu'elle parle des services, comment ça se fait, ce qu'ils font là-bas, peut-être que les femmes vont se réveiller. Elles viennent de sortir de leur communauté, ah, j'aimerais ça avoir de l'aide.]. Plus de promotion des services qu'on connaît moins.

Les participants ont aussi proposé de créer un groupe de lutte contre la violence envers les femmes autochtones. Cette initiative permettrait de dynamiser l'aide aux femmes et ferait office de guichet unique et de point d'ancrage pour les démarches subséquentes de demande d'aide. Ce groupe permettrait également de réfléchir collectivement sur cette problématique et en faire une responsabilité collective.

« Si quelqu'un te tend la main [...] ça aide ! »

Il est également suggéré de favoriser les occasions de réseautage entre femmes autochtones afin de briser cet isolement et de créer un réseau naturel d'entraide.

Chez tous les Autochtones, quand ils arrivent, c'est de se trouver un point de repère. [...] juste aller prendre un café, pas nécessairement faire quelque chose d'officiel [...] On invite du monde, un souper, juste ça [...] ça les sort de leur isolement.

Il importe de mentionner que les participantes ont apprécié le soutien de leur nouveau réseau informel en milieu urbain. La préférence pour un réseau naturel d'entraide plutôt que pour des ressources formelles est apparue très forte auprès des participants en provenance de Québec. Ceux-ci ont expliqué que les femmes autochtones de leur région comptent les unes sur les autres pour se dépanner ou se cacher lorsque c'est nécessaire. Ils ont aussi expliqué que, contrairement à ce qui se passe dans leur communauté, un réseau informel de protection et de soutien se crée autour de la femme victime de violence.

Puis, il y avait une fille qui était violente par son conjoint, puis c'est ça qu'on faisait, on l'aidait. Des fois, elle venait dormir chez nous, [...] elle pouvait aller dormir chez une autre collègue étudiante, c'est ça qu'elle faisait, elle voulait se cacher aussi.

De tels réseaux d'entraide se sont créés entre des femmes qui se sont connues par le biais d'un centre de formation fréquenté par les Autochtones ou par les activités organisées par une maison d'hébergement

autochtone de la région de Québec. Le contact avec d'autres femmes autochtones en milieu urbain ainsi que la participation à des activités informelles en lien avec la culture se sont révélés bénéfiques pour les participants. Ces échanges leur ont permis de développer un sentiment d'appartenance à cette nouvelle « communauté » et de renforcer leur solidarité. Les participants de Québec ont d'ailleurs mentionné que l'aide reçue par leurs pairs en milieu urbain et le discours exempt de jugement de ces derniers contrastent avec le contexte victimisant et culpabilisant de leur communauté d'origine. Cette réalité de la région de Québec tranche avec les propos des participants de la région de Montréal, où les femmes autochtones semblent plus éparses et où la mouvance entre Montréal et les communautés (une forme moderne de nomadisme) représente un obstacle à leurs efforts de solidarisation.

Je pense qu'on a plus de problèmes comme communauté, ici à Montréal, parce qu'il y a trop de *down andin* [...] on ne parle pas assez de ce qui se passe, puis on n'a vraiment pas de recours pour s'exprimer. On devrait être capable, pour moi, de se mettre en cercle, puis exprimer n'importe quoi qui se passe dans notre tête, dans notre vie personnelle.

Le réseautage entre les femmes autochtones en milieu urbain et celles en communautés a également été évoqué comme solution pour les nouvelles arrivantes et pour celles qui projettent de quitter la communauté. Encore une fois, ce besoin exprimé montre qu'il a été bénéfique pour les participants de côtoyer l'autochtonie en milieu urbain. Il s'avère important d'offrir également soutien et aide à s'orienter au sein du réseau formel d'aide en milieu urbain.

Discussion : banalisation, méfiance et ambivalence

Cette recherche a permis de mettre en relief la complexité et l'étendue de la problématique de la violence conjugale envers les femmes autochtones en milieu urbain. L'étude exploratoire a permis de mieux cerner les besoins de ces femmes. Nous avons analysé les discours de 24 participants autochtones, hommes et femmes, touchant divers thèmes en lien avec cette problématique. Cette analyse a été réalisée à partir d'une grille d'interprétation féministe intersectionnelle, la matrice de la domination de Collins (2000). Nous avons positionné les différents obstacles aux démarches d'aide de même que les éléments relatifs aux pratiques d'aide dans les quatre domaines du pouvoir de cette matrice, les pouvoirs hégémonique, structurel, disciplinaire et interpersonnel.

Les expériences de ces femmes, telles qu'elles ont été dépeintes par les participants à nos groupes de discussion, sont toutes marquées par la difficulté à sortir la violence de leur vie en raison de nombreux obstacles systémiques. La tolérance à la violence est apparue comme un thème récurrent, la violence étant banalisée à différents niveaux. Dans le domaine hégémonique, la violence envers les femmes semble être devenue un phénomène naturel au sein des communautés, du fait de sa répétitivité et de son invisibilité. Les politiques assimilationnistes et discriminatoires envers les femmes autochtones ont également contribué à déprécier les rôles féminins et sont encore aujourd'hui porteuses de conséquences pour celles-ci. Les participants ont également souligné que les contingences socioéconomiques des communautés exacerbent la dépendance des femmes envers leur conjoint, ce qui représente un facteur de maintien dans la relation violente et contribue à exacerber la tolérance à la violence. Ces aspects importants, qui relèvent du domaine structurel, soutiennent les dynamiques de violence envers les femmes. Dans le domaine disciplinaire, les participants ont fourni de nombreux exemples où des femmes autochtones victimes de violence conjugale se sont senties peu considérées, ignorées ou dévalorisées. Les différentes réactions des policiers apparaissent symptomatiques de cette réalité. Finalement, dans le domaine interpersonnel, et en accord avec ce qui a été relevé dans divers écrits scientifiques (FAQ, 2008; Pharand, 2008), les femmes autochtones victimes de violence sont susceptibles d'être marginalisées par leur communauté et de subir des pressions familiales lorsqu'elles dénoncent la violence qu'elles vivent. Tous ces éléments tendent à complexifier les démarches à entreprendre pour mettre fin à la violence et au renforcement par les femmes et les hommes des communautés de la tolérance envers cette violence.

Le repositionnement à l'intérieur de la matrice de Collins (2000) des expériences et des besoins dont les participants ont témoigné, principalement dans les domaines hégémoniques, structurels et disciplinaires, illustre aussi le fait que la relation entretenue par les femmes autochtones victimes de violence vis-à-vis des ressources allochtones puisse être marquée par la méfiance. Cette méfiance envers les allochtones s'est construite

historiquement, entretenue par les politiques colonialistes, et elle s'actualise dans l'interprétation que les participants font des rapports avec les intervenants des ressources formelles. La méconnaissance par ces derniers de l'histoire coloniale et des conditions de vie actuelles des peuples autochtones, tout comme les lacunes dont ils font preuve lorsqu'ils communiquent et interviennent auprès des Autochtones, peuvent alors être rapidement perçues comme les manifestations d'un racisme ou d'une discrimination. De même, un modèle d'intervention en inadéquation avec les représentations que les participants ont de la violence conjugale peut alors être interprété comme l'imposition d'un mode de pensée allochtone et une reproduction du pouvoir allochtone. Les séquelles des politiques assimilationnistes et ces interactions difficiles lors des contacts avec les différents services se combinent donc pour renforcer cette méfiance et raviver, dans les représentations des participants, les tensions entre Autochtones et allochtones.

Tous ces éléments ont comme conséquence de freiner les démarches de demande d'aide et de renforcer la préférence pour l'aide dispensée par des Autochtones et à partir de formes d'aide traditionnelles. Le fait que l'aide formelle et informelle autochtone soit préférée à l'aide allochtone est cependant le signe d'une certaine ambivalence. D'un côté, on trouve la volonté de briser le lien avec la communauté pour sortir de la violence. De l'autre émerge le désir de la femme d'être aidée par un réseau formel ou informel en conformité avec ses valeurs. Cette contradiction témoigne de la complexité du vécu des femmes, et montre que l'analyse de leur situation et la recherche de solutions impliquent la prise en compte d'une dimension systémique et de différents éléments culturels et historiques. Cette ambivalence des femmes face à leur ancrage identitaire et culturel demeure une piste de recherche à approfondir.

Plus généralement, il apparaît difficile d'appréhender la violence conjugale envers les femmes autochtones à l'extérieur de sa dimension culturelle, étant donné que les différentes nations autochtones conçoivent les dimensions spirituelle, psychologique, physique et émotionnelle comme un tout cohérent dans la production de la santé et du bien-être, ce qui est loin d'être le cas dans le reste de la société (CSSSPNQL, 2003; FAQ, 2008; Hill, 2003; RCRPA, 1996). Selon les participants aux groupes de discussion, les femmes souhaitent recevoir une aide qui favorise les initiatives autochtones, permette la revalorisation de leur culture, respecte leurs différences culturelles et soutienne l'autodétermination (*empowerment*) pour elles-mêmes, leur famille et leur collectivité. Des chercheuses et des intervenantes allochtones tentent déjà de repenser l'intervention féministe afin d'y intégrer certains éléments relatifs aux enjeux interculturels, afin de mieux répondre aux besoins des femmes issues de la diversité (Marchand et Ricci, 2011).

Les témoignages des participants et la réflexion en cours sur l'intervention féministe sont le signe d'une ouverture à agir au-delà du cadre autochtone. Les besoins exprimés et les solutions proposées par les participants offrent la preuve que la violence conjugale envers les femmes autochtones concerne un vaste éventail d'acteurs, et les participants ont formulé explicitement le souhait que cette lutte contre la violence intègre un niveau de responsabilité collective, qu'elle soit partagée par tous. Briser le cycle de la méfiance nécessite par exemple une curiosité de la part des intervenants à l'égard du vécu et des conditions de vie des peuples autochtones, de même qu'une attitude d'acceptation et de non-jugement. Plus globalement, cela implique d'explorer des modes d'interventions qui sollicitent la participation des différents acteurs concernés par la problématique et d'instaurer des rapports égalitaires entre tous.

Références bibliographiques

- Agence de la santé publique du Canada (2008). *Femmes autochtones et violence familiale*. Ottawa : Agence de la santé publique du Canada, Centre national d'information sur la violence dans la famille.
- Blackstock, C., Trocmé, N. et Bennet, M. (2004). Child maltreatment investigations among Aboriginal and Non-Aboriginal families in Canada. *Violence against women*, 10, 901-916.
- Brennan, S. (2011). *La victimisation avec violence chez les femmes autochtones dans les provinces canadiennes, 2009* (rapport Juristat). Ottawa : Statistique Canada. (n° 85-002-X)
- Brownridge, D. (2003). Male partner against Aboriginal women in Canada: an empirical analysis. *Journal of interpersonal violence*, 18, 65-83.

- Collins, P. (2000). *Black feminist thought: knowledge, consciousness and the politics of empowerment* (2^e éd. revue). New York et Londres : Routledge.
- Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). (2003). *Adapter nos interventions à la réalité autochtone*. Ottawa : Santé Canada.
- Commission royale sur les Peuples autochtones (1996). *Rapport de la Commission royale sur les Peuples autochtones. Perspectives et réalités* (vol. 4). Ottawa : Ministère des approvisionnements et Services Canada.
- Damant, D., Lapierre, S., Kouraga, A., Fortin, A., Hamelin-Brabant, L., Lavergne, C. et Lessard, G. (2008). Taking child abuse and mothering into account: Intersectional feminism as an alternative for the study of domestic violence. *Affilia*, 23, 123-185.
- Femmes autochtones du Québec inc. (FAQ) (2008). *Les femmes autochtones et la violence*. Kahnawake, Québec : Femmes autochtones du Québec.
- Flynn, C. (2010). *Femmes autochtones en milieu urbain et violence conjugale. Étude exploratoire sur l'expérience et les besoins en matière d'aide psychosociale selon des hommes et des femmes autochtones concernés par cette problématique* (mémoire de maîtrise, Université Laval, Québec). www.theses.ulaval.ca/2010/27765/27765.pdf
- Flynn, C. et Brassard, R. (2012). La maternité autochtone en contexte de violence structurelle : entre repères culturels, négociations et hégémonie. Dans S. Lapierre et D. Damant (dir.), *Regards critiques sur la maternité dans divers contextes sociaux* (p. 102-124). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Hamby, S. (2000). The importance of community in a feminist analysis of domestic violence among American Indians. *American journal of community psychology*, 28, 649-669.
- Hill, D. (2003). *La guérison traditionnelle dans les contextes contemporains : protéger et respecter le savoir et la guérison indigènes*. Ottawa : Organisation nationale de la santé des Autochtones.
- Hines, D. et Malley-Morrison, K. (2005). *Family violence in the United States: defining, understanding, and combating abuse*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Jaccoud, M. et Brassard, R. (2003). La marginalisation des femmes autochtones à Montréal. Dans D. Newhouse et E. Peters, *Des gens d'ici – Les Autochtones en milieu urbain, Projet de recherche sur les politiques* (p. 143-160). Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Jones, L. (2008). The distinctive characteristics and needs of domestic violence victims in a Native American community. *Journal of Family Violence*, 23, 113-118.
- Kasturirangan, A., Krishnan, S. et Riger, S. (2004). The Impact of Culture and Minority Status on Women's Experience of Domestic Violence. *Trauma, violence and abuse*, 5, 318-332.
- Laprairie, C. (1987). Native women and crime: a theoretical model. *The Canadian journal of native studies*, 7, 121-137.
- Laroque, E. (1994). *Violence in Aboriginal communities*. Ottawa : Centre national d'information sur la violence dans la famille.
- L'Écuyer, R. (1990). *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lévesque, C. (2003). La présence des Autochtones dans les villes du Québec: mouvements pluriels, enjeux diversifiés. Dans D. Newhouse et E. Peters, *Des gens d'ici – Les Autochtones en milieu urbain, Projet de recherche sur les politiques* (p. 25-39). Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Marchand, I. et Ricci, S. (2010). Sexisme et racisme : la diversité ethnoculturelle, défi au mouvement féministe. Dans C. Corbeil et I. Marchand (dir.), *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée* (p. 65-92). Montréal : Éditions du remue-ménage.

- McGilivray, A. et Comaskey, B. (1999). *Black eyes all of the time: intimate violence, Aboriginal Women, and the justice system*. Toronto : University of Toronto Press.
- Montminy, L., Brassard, R., Jaccoud, M., Harper, É., Bousque, M.-P. et Leroux, S. (2011). Pour une meilleure compréhension des particularités de la violence familiale vécue par les femmes autochtones au Canada. *Nouvelles pratiques sociales*, 23, 53-66.
- Pharand, S. (2008). *Ishkuteu : Des services d'aides en violence conjugale en réponse aux besoins des femmes autochtones*. Montréal : Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec et Femmes autochtones du Québec.
- Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 113-167). Boucherville : Gaëtan Morin.
- Smith, D., Varcoe, C. et Edwards, N. (2005). Turning around the intergenerational impact of residential school on Aboriginal people: implications for health policy and practice. *Canadian journal of nursing research*, 37(4), 39–60.
- Tourigny, M., Domond, P., Trocmé, N., Sioui, B. et Baril, K. (2007). Les mauvais traitements envers les enfants autochtones signalés à la protection de la jeunesse du Québec : comparaison interculturelle. *First People child and family review*, 3, 84-102.
- Statistique Canada (2001). *La violence familiale au Canada*. Ottawa : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique.
- Statistique Canada (2006). *Mesure de la violence faite aux femmes – tendances statistiques*. Ottawa : Statistique Canada.
- Weaver, H. (2009). The colonial context of violence: Reflections on violence in the lives of American Indian women. *Journal of interpersonal violence*, 24, 1552-1563.

ARTICLE THÉMATIQUE

Domestic violence, ethnic diversity, and political and economic change in an upland community of Vietnam

Lynn Kwiatkowski¹

Résumé

Domestic violence occurs among a variety of ethnic groups in Vietnam, within diverse social, cultural, and environmental contexts. This article explores the role that culture is perceived to play in influencing manifestations of domestic violence among different ethnic groups living in the same community in Vietnam, in relation to the social structural influences on this form of gender violence. It examines the perceptions of wife abuse among members of three ethnic groups—the Kinh, Muong, and Dao—living in an upland community in a province in northern Vietnam. In this article, first, domestic violence is situated among the ethnic groups, who live within a changing social, political, and economic environment, through an exploration of the reasons members of the ethnic groups offered for husbands' abuse of their wives. Second, problems abused women continue to face, despite the implementation of a new domestic violence law, and new orientations among professionals and community leaders toward provision of services for abused women are assessed.

Rattachement de l'auteur

¹ Department of Anthropology, Colorado State University, États-Unis

Correspondance

lynn.kwiatkowski@colostate.edu

Mots clés

domestic violence; ethnicity; political economy of gender violence; Vietnam

Pour citer cet article :

Kwiatkowski, L. (2013). Domestic violence, ethnic diversity, and political and economic change in an upland community of Vietnam. *Alterstice*, 3(2), 51-65.

Introduction

Domestic violence occurs among a variety of ethnic groups in Vietnam, within diverse social, cultural, and environmental contexts. Culture plays an important role in shaping and giving meaning to domestic violence, in Vietnam and elsewhere (Alcalde, 2010; Burbank, 1994; Hautzinger, 2007; Lazarus-Black, 2007; Merry, 2009; Parson, 2013). This article explores the role that culture is perceived to play in influencing manifestations of domestic violence among different ethnic groups living in the same community in Vietnam, in relation to the social structural influences on this form of gender violence. It examines the perceptions of wife abuse among members of three ethnic groups—the Kinh, Muong, and Dao—living in an upland community in a province in northern Vietnam. These perceptions include those of women who have been abused by their husband, as well as the perceptions of other community members.

In spite of the significant role of culture, few local leaders and healers interviewed in this community perceived or reported significant differences in the experiences of domestic violence among members of each ethnic group, although a small number did. In contrast, political and economic forces appear to have more significantly influenced the experiences of domestic violence for women who are members of these ethnic groups than cultural differences among the ethnic groups. These political and economic forces include the Vietnamese government's shift from a planned to a socialist-oriented market economy, or market socialism, that came about through economic and social reforms referred to as *doi moi*; the implementation of a new domestic violence law in the context of economic and social change in Vietnamese society; and changing state orientations toward minority ethnic groups. This study argues that the intersection of state power, structural processes, and shared cultural conceptions and dominant discourses of gender, marriage, family and violence has played an integral role in shaping abused women and abusive men's experiences of domestic violence among members of the three ethnic groups living in the research community.

Objectives

While much research has addressed domestic violence among members of the Kinh majority ethnic group in Vietnam, little research has been conducted with members of ethnic minority groups addressing this or other forms of gender violence (Gammeltoft, 1999; Hoang, 2005; Kwiatkowski, 2011a, 2011b, 2011c, 2011d, 2012; Le, T. P. M., 1998, 2002; Le, T. Q., 1992, 1996, 2000, 2004; Luke, Schuler, Bui, Pham, & Tran, 2007; Nguyen, Ostergren, & Krantz, 2008; Nguyen, Vu, & The Centre for Reproductive and Family Health Project Officers, 2001; Phan, 2008; Romedenne & Vu, 2006; Rydstrom, 2003; Vu, Vu, Nguyen, & Clement, 1999). In this article, first, domestic violence is situated among the Kinh, Muong, and Dao living in the upland community within a changing social, political, and economic environment through an exploration of the reasons members of these ethnic groups offered for husbands' abuse of their wives. Tracked are the linkages between the political and economic changes that have occurred in Vietnam in recent years and men's ability to commit violence against their wives among members of these three ethnic groups. By taking this approach, men's violence against their wives and other community members' responses to this violence are more clearly understood to be situated within a context of changing social structural conditions (Merry, 2009; Padilla, 2011).

Second, problems abused women continue to face, despite the implementation of the new domestic violence law, and new orientations among professionals and community leaders toward provision of services for abused women are assessed. How domestic violence is responded to at the local level in the upland community is addressed, with contemporary responses having been influenced by Western conceptions of and approaches to domestic violence introduced by international donors and nongovernmental organizations (NGOs) and taken up by local Vietnamese mass organizations, officials, NGOs, and policy makers. The new orientations stem in part from ongoing negotiations among members of local NGOs, international organizations, and state agencies and organizations, and link members of ethnic minority groups in Vietnam to global social movements against violence to women.

Research Methods

This article is based on my qualitative ethnographic fieldwork focusing on domestic violence, and wife abuse in particular, conducted over a two-and-a-half-month period in 2010 among members of the Muong and Dao ethnic minority groups and the Kinh ethnic majority group living in two communes of an upland province in northern Vietnam. This research consisted of participant observation in the community, informal interviews with community members, and formal interviews with research participants from each of the three ethnic groups. Formal, in-depth, semi-structured, open-ended interviews with an adult representative of 39 families of the three ethnic groups were conducted, with almost equal numbers of Muong, Kinh, and Dao men and women (including six Muong men, six Muong women, seven Dao men, eight Dao women, six Kinh men, and six Kinh women). These study participants worked as farmers, teachers, domestic workers, wage laborers, drivers of vehicles, home-based producers of products such as wine and tofu, market salespersons, mechanics, small business owners, carpenters, construction workers, and part-time musicians. Some of these participants engaged in a combination of these types of work, and a few were retired. Thirteen of these individuals identified as members of families with low income levels, 14 with middle income levels, and 12 with higher income levels. In addition, formal, in-depth, semi-structured, open-ended interviews were conducted with 15 women who had experienced, or were then currently experiencing, domestic violence, with five women from each of the three ethnic groups. These women worked mainly as farmers, and also as factory workers, market salespersons, part-time health workers, wage workers, and teachers, and, like the representatives of families, with some engaging in a combination of these types of work. Eight of the women identified as members of families with low income levels, and seven with middle income levels. The study also included formal semi-structured, open-ended interviews with 24 state and non-state officials and state supported leaders, health care personnel, local healers, and other key informants who lived in these two communes. Most of these individuals participated in activities to prevent and intervene in domestic violence cases and to assist women who had been abused by their husbands. These community leaders and healers included 11 men and 13 women from the three ethnic groups who were members of official local reconciliation committees, tasked to reconcile conflicts and disputes among family members, including among abused wives and abusive husbands involved in domestic violence; heads of communes; herbal medicine healers and spiritual leaders; doctors; health care workers; teachers; leaders of the state sponsored Women's Union, Farmers Union, and Youth Union mass organizations; community elders; and officials in the criminal justice system in the community. Many of these individuals were members of families with middle income levels.

Also collected were relevant materials, reports, information, and documents from state agencies, state-supported mass organizations, local and international NGOs, and the media. Representatives of families were located with the assistance of local community members, based on their ethnicity, gender, social class position, and age. Women from each of the three ethnic groups who were abused by their husbands were located through my interviews with them, as well as through the aid of local community members who provide assistance to abused women. Community leaders were identified primarily through their participation in domestic violence prevention and intervention activities.

This qualitative study draws on a political economy of domestic violence theoretical approach in anthropology to analyze the ways that cultural, social, political, and economic forces in the upland community—and in Vietnam more broadly—influenced the experiences and perceptions of domestic violence among members of the three ethnic groups, and the community leaders' responses to this form of gender violence. According to Adelman (2004), this approach "situates domestic violence within cultural-historical context to reveal the intersection between domestic violence and (1) the organization of the polity, (2) the arrangement of the economy, and (3) the dominant familial ideology expressed normatively through state policies" (p. 46). Included in this approach was the qualitative analysis of the texts derived from the formal, semi-structured open-ended interviews conducted with research subjects from the Muong, Dao, and Kinh ethnic groups. The interviews analyzed were conducted specifically with the adult representatives of 39 families, the 15 women who have experienced domestic violence, and the 24 community officials and leaders, health care personnel, local healers, and other key informants who have participated in domestic violence prevention and intervention activities. The analysis was based on the grounded-theory approach, and entailed the identification of pertinent analytic categories, or themes, that emerged from the interviews, which are presented and discussed in the following sections. Analysis and

interpretation of the qualitative data that was generated through this approach resulted in the argument made in this article (Bernard, 2006).

Also significant to note is that confidentiality is an important concern for all research, and is a particular concern for this study due to the sensitive nature of conducting research focusing on domestic violence or other forms of gender violence (Imam & Akhtar, 2005). In order to maintain confidentiality and protect my research subjects, all names and some identifying information of the community and my research subjects have not been included.

Results

Local approaches to domestic violence in Vietnam and global influences

In Vietnam, through state neoliberal economic and political reforms which officially began in the mid-1980s with the implementation of *doi moi* policies, Vietnam became reintegrated into the global economy. *Doi moi* is the set of policies, often referred to as renovation, adopted by the Vietnamese government and Communist Party in 1986, which dismantled the command economy and allowed for a form of market socialism (Malarney, 2002; McCargo, 2004). In addition, the renovation policies involved a reorientation of the Communist Party and the state's role in the lives of Vietnamese people, including less state and party control over many aspects of people's everyday lives (Malarney, 2002). With political and social reforms, there has also been greater interaction of the Vietnamese government and population with the international community.

As a result of these changes, international development agency, donor organization, and local NGO processes expanded, leading the Vietnamese state and local NGOs to increase their participation in the contemporary global social movement against violence to women. In 2007, with the influence of these changes, and the support and ideas of international organizations and local NGOs, the Vietnamese state approved the first domestic violence law, called the Law on Domestic Violence Prevention and Control (Kwiatkowski, 2011a; National Assembly, Socialist Republic of Vietnam, 2007). This law had been implemented and drawn upon by community leaders and state officials in the upland community for approximately two years at the time this research was conducted.

This structural change influenced community leaders, state officials, and local residents in particular ways, not all of which resulted in substantive change in approaches to responding to and resolving cases of domestic violence. The outcome of the continuity of traditional state responses to domestic violence, particularly the mandate to reconcile husbands and wives involved in domestic violence, was shared experientially by abused women and abusive men from each of the three ethnic groups. In addition, the influence of international organizations working toward preventing gender violence against women on a global scale, and of local NGOs whose personnel has been informed by this global social movement, led to the introduction of new approaches to domestic violence in Vietnam, including in this upland community. These new approaches were often reappropriated by Vietnamese state and NGO personnel who were influenced by Western conceptions of gender violence. Examples are the creation of community safe houses in local communities to assist abused women who flee their husband's violence and community-based clubs to aid and socially support women abused by their husbands and train and coordinate volunteers working to prevent domestic violence. Each of these developments related to gender violence—domestic violence specifically—that emerged in Vietnam since the late 1990s were supported by the Vietnamese state, in part, as an element of its integration into the global economy and the broader world (Kwiatkowski, 2011a). It is within this changing cultural and social context that members of the Kinh, Muong, and Dao ethnic groups were experiencing and responding to domestic violence in their upland community.

Gender and domestic violence among three ethnic groups in an upland community

In the upland community, an elder Muong man said that, historically, Kinh people had migrated to this area several decades ago, but it was with the development of industry in the 1960s, followed by the building of a dam in the 1970s, that Kinh people began to move to this community in higher numbers. The Muong and Dao residents lived in the area, even prior to that time, along with other ethnic groups, often moving within it as they practiced shifting cultivation. Both groups became more sedentary with an increase in population and the institution of new policies of the Communist government. Since the implementation of *doi moi* in the 1980s, Kinh people have continued to

migrate into the community. Members of these three, and other, ethnic groups have shared cultural ideas and technologies, including agricultural technologies, and have intermarried as well, complicating notions of distinct ethnic boundaries among the groups. The community's economy is based on agriculture, forestry, fisheries, industry, craft production, business, tourism, and services.

While the Kinh, Muong and Dao in this upland community are identified by community members as distinct ethnic groups, members of these groups discussed both cultural and social similarities and differences that they perceived between their ethnic groups. As members of these groups have interacted, they perceived Muong culture to be most similar to Kinh culture, and Dao culture to be similar to Kinh and Muong cultures in many ways, but also different from them. The latter differences were seen to stem from Dao people's historical migration into Vietnam from China, possibly as early as the 11th century, and to involve distinctions in the domains of language, religion, and healing (West, 2009). The drawing of these kinds of relationships are viewed by some in social evolutionary terms, with Kinh and Muong, who are constructed as similar to Kinh, perceived to be more developed than Dao (The World Bank, 2009). This kind of cultural perspective is reflected in the views of some of the community members in this study.

Patrilineal descent is prominent in the kinship practices of Dao, Muong and Kinh people of this community. In regard to labor and gender, men and women of each of the three ethnic groups commonly work outside of the home, in a variety of types of labor, such as farming, industry, transportation, business, marketing, and professional positions. Although the state in contemporary Vietnam, led by the Communist Party, promotes gender equality, patriarchal views persist in Vietnamese society. This is exemplified by the practice of gender violence and the recent promotion by both the state and popular media of a renewed emphasis on women's "traditional" domestic and family roles and responsibilities (Drummond, 2004; Kwiatkowski, 2011a; Pettus, 2003). Still, in order to assess gender as an emergent set of cultural practices to be examined in dynamic terms, it is useful to look at Dao, Muong, and Kinh women and men's own interpretations of their positions within their marriage and family (Padilla, 2011; Plesset, 2006).

Perceptions of gendered power in marriage

Mixed perceptions of gender relations within the marriages of the Dao, Muong, and Kinh individuals interviewed were found, in terms of authority and power. For instance, most of the men and women of the three ethnic groups described their marital relationships as equal. However, more Dao than Muong and Kinh women described their husbands as holding greater authority in their household. In addition, more men of all three ethnic groups described their marital relationship as equal than did women (see Table 1).

Table 1. Gender Relations within Marriage: Perceptions of Authority within the Marriages of Dao, Muong and Kinh Male and Female Representatives of Households

Respondents	Greater authority with husband (%)	Greater authority with wife (%)	Equal power shared in marriage (%)
Dao women	38	12	50
Dao men	14	0	86
Muong women	0	17	83
Muong men	14	0	86
Kinh women	20	20	60
Kinh men	0	0	100
Totals	14	8	78

Among the women interviewed who were abused by their husbands, 60% of these women perceived their husbands to have greater authority in their marital relationship, and 40% viewed themselves to have more authority. Like the Dao women interviewed who had not been abused, Dao abused women most commonly perceived their husbands to have more authority in their marital relationship, with 80% of the Dao abused women

expressing this view. Many of the married couples in each of the three ethnic groups interviewed shared a sense of equality in their marital relationship, but this perception of equality between spouses was not as commonly found among the abused women interviewed (see Table 2).

Table 2. Gender Relations within Marriage: Perceptions of Authority within the Marriages of Dao, Muong and Kinh Women Who Are Abused by Their Husband

Respondents	Greater authority with husband (%)	Greater authority with wife (%)	Equal power shared in marriage (%)
Abused Dao women	80	20	0
Abused Muong women	40	60	0
Abused Kinh women	60	40	0
Totals	60	40	0

Reasons offered for wife abuse

Wife abuse was found among couples in each of the ethnic groups. Some of the reasons most commonly suggested by members of the three ethnic groups interviewed for the men's violence were men's drunkenness, jealousy, sexual relationships outside of marriage, distress over gambling losses, a lack of understanding between the wife and husband, the family's poverty, and friends of a man making negative comments about his wife.

For example, combining several of these reasons for wife abuse, one middle-aged man said, "Maybe (a man commits domestic violence) because he drinks alcohol, and if the man or the woman is jealous. If some families have a stable financial situation, domestic violence will not occur, but if the family is very poor they may experience domestic violence." A woman of the same age offered her opinion that "Many men (who commit domestic violence) gamble, and almost all of them are unfaithful to their wives, having relationships with other women." With both husband and wife working outside of the home in many households in the upland community, as noted earlier, individuals said that tensions arose between some husbands and wives if one had a job and the other did not, leading in some cases to both poverty and a lack of mutual respect for each other.

In addition, a few individuals perceived that men have a high, or hot, temper, so women should know how to make concessions to the man to prevent fighting between them (see also Rydstrom, 2003). One abused woman said, "In general, no one can accept a husband abusing his wife. But in some families I have seen that the wife is very bad, and her husband has a high temper, and when he is angry, his wife often makes him angrier. In these cases, the wife has to suffer domestic violence." She added, though, that "If a wife does something bad, it is not acceptable for her husband to hit her."

Male Dao and Muong leaders who work as members of official local reconciliation committees articulated a view held by others, such as this abused woman, that a wife or a husband could have caused the husband's violence against his wife. This view perpetuates the perception that a woman can be blamed at times for her husband's violence against her. Each of these reasons for wife abuse, suggested by members of the three ethnic groups, points to perceived social and structural causes, rather than causes stemming from cultural attributes associated with each of the three ethnic groups.

Local leaders and healers' perceptions of the intersection of domestic violence and ethnicity

As previously elaborated, there are numerous individuals involved in preventing domestic violence and assisting women who have been abused by their husband in this community. Local leaders discussed the kinds of activities they participated in that address domestic violence, including helping abused women in accessing services such as health care and legal aid, providing advice to men and women experiencing domestic violence, educating community members about this form of gender violence to prevent further violence, leading clubs to prevent domestic violence, and other activities. In the following, the perceptions of these individuals who respond to domestic violence about this form of gender violence among members of the three ethnic groups are presented.

These perceptions depict the emphasis they placed on social and structural processes influencing husbands' abuse of their wives.

No differences perceived in manifestations of wife abuse among the ethnic groups

Most individuals interviewed who are involved in domestic violence activities did not perceive differences in manifestations of wife abuse among members of each the three ethnic groups. A number of individuals providing health care within the community were interviewed. While local Dao and Muong spiritual leaders and healers and Kinh healers provide services to people within their community, the healers interviewed said that only a few, or in some cases no, abused women have sought them out to heal their injuries derived from their husband's violence.

For instance, taking a look at the views of healers from each ethnic group, one Dao healer said that one or two couples in a year may ask him for assistance with domestic violence. A Muong healer said she has given advice to couples experiencing domestic violence, but that she was called upon as an elder in her community rather than as a healer. She said that issues surrounding domestic violence are discussed in the Vietnam Association of the Elderly, or the Elders Union. The Elders Union often addresses relationships among family members and the state-promoted concept of family happiness.

Some healers were called upon by abused women for assistance to a greater extent than others. Another Dao healer said that she had both treated and given advice to some abused women from each of the three ethnic groups who had sought treatment from her for bruises. She also let some of the abused women sleep at her home overnight. But she said that she provides advice because she pities the women, not because she is a healer. Another Muong healer, who combines Muong and Kinh healing and has assisted abused women from each of these two ethnic groups, has not treated Dao abused women. She thinks the reason for this is simply that Dao people do not live near her home.

As discussed, most local spiritual leaders and healers of each ethnic group said that abused women in this community call upon them as healers for treatment and assistance only minimally, yet some assist these women on what they interpreted to be a more social level. Based on both their personal and professional experiences, the spiritual leaders and healers said they do not perceive differences in the women's experiences of domestic violence relative to their ethnicity.

Biomedical professionals also interact with abused women in this community, and do so more often than local healers, providing health care and advice to them. In general, abused women tend to access treatment from biomedical professionals when they cannot treat themselves, local healers cannot cure their injuries, or when others accompany them to a hospital or clinic, such as police officers or family members. Of four female biomedical professionals interviewed, three related that in regard to domestic violence there are no differences among the members of the ethnic groups, and that all are the same in terms of the reasons for and manifestations of the abuse. For example, one biomedical professional said that the occurrence of domestic violence among members of these ethnic groups depends on their knowledge, not on their ethnicity. A Women's Union leader who assists couples experiencing domestic violence said that a recent survey of about one hundred women conducted by a Women's Union office in the community showed the rates of cases of domestic violence among the Kinh, Dao, and Muong ethnic groups to be largely the same, with the rate among members of the Kinh ethnic group to be a bit higher.¹ She stressed, however, that she interpreted the survey as pointing to little difference in the rates of domestic violence among the three ethnic groups.

These expressions reflect the views of most healers, health care professionals, officials, leaders and professionals interviewed in this community, who did not perceive differences in experiences of domestic violence relative to ethnicity.

¹ Unfortunately, a copy of the survey could not be located in order to acquire the survey results.

Differences perceived in manifestations of wife abuse among the ethnic groups with diverse structural influences

Assertions of higher rates of domestic violence among particular ethnic groups with modern structural influences

There were some individuals who had assisted abused women, however, who did perceive differences in the manifestations of wife abuse among members of the three ethnic groups. For instance, one of the four biomedical professionals observed members of the Kinh ethnic group to have more serious cases of domestic violence, compared to Muong and Dao. This Kinh biomedical professional reasoned that this stemmed from frequent arguments among Kinh couples. She further perceived Muong couples to experience domestic violence less frequently and severely than Kinh couples, but more than Dao couples. She noticed Dao husbands and wives often coping with difficult situations, including poverty, without becoming angry and arguing with each other. She also said that, until recent years, Dao people had not had many relationships with individuals outside of their communities, nor much access to the media or to convenient forms of transportation. She thought this reduced access to outside influences led Dao men to be less likely to abuse their wives, to have sexual relationships outside of their marriage, and to be subjected to other men's negative comments about their wives.

Another professional interviewed was a Muong official in the criminal justice system who has responded to cases of domestic violence and worked with couples involved. He suggested that Kinh husbands and wives have a higher rate of domestic violence. In his view this is due to their living on or near a main road and running businesses in a more anonymous setting, where opportunities for sexual relationships outside of their marriage may be more prevalent. He said these relationships lead to arguments or conflicts between spouses and within their family. He said that for members of each of the three ethnic groups, another reason for conflicts in marriage is differences in access to stable employment between men and women, with either a wife or a husband having better opportunity for employment.

Perceptions of less domestic violence within "less developed areas"

A few community officials and professionals perceived some ethnic groups to be living in areas that are "less developed," referencing modern ideas of development in Vietnam, and asserted that this results in a lower level of domestic violence among members of these ethnic groups. For example, the Muong official in the criminal justice system offered his view that Dao and Muong families commonly live in less developed areas and in closer proximity to each other, and that they tend to resolve conflicts through community norms, often giving advice and encouragement to each other. A Muong school teacher held a similar view, as did the Kinh biomedical professional. The teacher knew of more cases of domestic violence among Kinh couples than among couples identified with the other two ethnic groups, and she had not learned of any cases of domestic violence among Dao parents of the children in her school or Dao couples in her community. She perceived the Dao people to be very kind to each other, and asserted that they often have a "simple" outlook on their life. She observed that Dao children finish their education, marry, and live their adult lives together interacting primarily with other Dao community members.

Modernity viewed as lessening domestic violence

On the other hand, a male Dao community leader surmised that wife abuse had decreased in his community because young people currently have more knowledge about domestic violence and its detrimental effects, and live a modern lifestyle.

As noted, these examples illustrate perceived differences in experiences and expressions of domestic violence relative to ethnicity. What is striking about these discussions is that most link economic and political changes to shifts in practices and conceptions related to domestic violence, gender relations, marital relationships, and modernity.

Approaches to addressing domestic violence in an ethnically diverse community

A number of these professionals and community leaders provided assistance to abused women of the three ethnic groups and addressed the abuse with their husbands. While these individuals responded to domestic violence among members of different cultural groups, the only need or difficulty they reported experiencing during this process was that of locating an individual who spoke the language(s) of the couple who was experiencing domestic violence, particularly among Dao and Muong couples. This need arises at times, particularly for Kinh professionals and community leaders, since not all Dao and Muong people speak the Vietnamese language spoken by members of the majority Kinh ethnic group. In spite of this perceived difficulty, these professionals and community leaders did not recognize a need to address domestic violence cases in a culturally specific manner or to ask an individual from the same ethnic group to assist the couple.

As a whole, of the 24 community leaders interviewed, only five discussed differences they perceived in experiences of domestic violence when comparing members of the three ethnic groups. Among these five were community leaders, some of whom were associated with the state and others who were not. As previously argued, when they described their perceptions, the differences they elaborated mainly stemmed from the social structural conditions and political economic contexts within which the members of each ethnic group enacted their everyday lives, rather than from essentialized ideas of cultural attributes associated with particular, fixed ethnic groups. In addition, their perceptions of differences were largely based on their own everyday experiences and observations with individuals experiencing domestic violence, rather than on more systematically collected evidence, which is not available. In general, cultural differences between the three ethnic groups were not perceived by these community leaders to have a great effect on experiences of domestic violence among members of these ethnic groups living in their community.

Discussion: The Vietnamese state, ethnic groups, and domestic violence

State orientations to ethnic diversity

Historically, upland populations in Vietnam were perceived in changing ways by diverse groups, who often used labels to identify upland groups that had cultural assumptions and political motivations driving them. In discussing the Central Highlands of Vietnam, Oscar Salemink (2003) writes that prior to the French colonial period, the indigenous population was referred to by lowland Vietnamese and other groups with terms meaning “savage,” a concept adopted by early French colonizers. Terms such as Montagnards (mountain dwellers) and Highlanders became more acceptable during the later French colonial period, and were also used by Americans after 1955. Communist scholars and politicians in Vietnam referred to these groups as “ethnic minorities,” following some of the criteria of Stalinist national theory that makes no distinction between “nation” and “ethnic group” (Salemink, 2003, p. 29).

The contemporary communist government of Vietnam refers to fifty-three ethnic minority groups and the Kinh ethnic majority group. While these ethnic labels are official ethnic classifications, ethnic group boundaries and cultural differences are not actually so clearly defined and tend to be more fluid. Some ethnic group classifications were imposed on people by academics and the Vietnamese state's classification systems. With an essentialized view of culture, the Vietnamese state has perceived Vietnam's ethnic minority groups to have a cultural level that is lower than that of the Kinh ethnic majority group (Asian Development Bank, 2002; Salemink, 2003; The World Bank, 2009). Some elements of ethnic minority groups' cultural practices are viewed by the state as backward or superstitious in contrast to modern science, framed, in part, by a social evolutionist discourse, and as in need of being changed. Yet other elements of ethnic minority groups' cultural practices have been viewed as needing to be selectively preserved by the state, as a process involving both disciplining of the ethnic minority populations and folklorization of culture (Asian Development Bank, 2002; Salemink, 2003, p. 277-278). Through these and other processes, such as state sedentarization programs in upland areas, ethnic minority groups have been subject to civilizing practices of the state, so that they may become “civilized” citizens of Vietnam and included in the state system (Salemink 2003, p. 270, 295). The promotion of development among ethnic minority communities has been a recent and continuing development goal of the Vietnamese state, as well as of international development and

donor organizations (Asian Development Bank, 2002; Office of the United Nations Resident Coordinator, 2002; The World Bank, 2009).

Structural forces, the state, and perceptions of domestic violence

The intersection of the Vietnamese state's approaches to ethnic minority groups, a lack of distinct ethnic group boundaries, and the long-term social interaction of members of the three ethnic groups within the upland community discussed in this article may have influenced local leaders and healers to perceive the contemporary problem of domestic violence among ethnic groups in their community as primarily due to broader social structural forces and political and economic changes, rather than as informed by essentialized cultural characteristics associated with each group.

For instance, in addition to the perceptions presented earlier, the official in the criminal justice system who was previously introduced said that, based on his interpretation of the new domestic violence law, when a man who has abused his wife is fined, he is not fined because he committed violence against his wife, but rather because he fractured the security of the community. This interpretation of the law gives priority to the security of the community over the safety and security of abused women. Regarding approaches to cases of wife abuse by state agencies, this official said he has observed that the first time a man abuses his wife he has simply been warned to stop this behavior by police officers. If the man commits another act of violence against his wife, in recent years he usually would be fined 200,000 Vietnamese *dong*, which is currently approximately 10 U.S. dollars. With state officials using this approach over the last three years, he said there had been no cases of domestic violence involving charges made by women against their husband at a police station in his area, and no arrests of abusive men. He said that there had been only one case of domestic violence that he was aware of involving police officers in his area during this time, wherein a woman had been beaten by her husband and treated at a local hospital for injuries he inflicted on her. He said that, in his view, it was the woman's own fault that her husband committed violence against her, and that she conveyed this to police officers. Members of the commune-level People's Committee, the Women's Union, and other state sponsored unions had visited this woman to encourage and advise her, and they resultantly convinced her to reconcile with her husband. She ultimately did not press charges against her husband with the police, and the official said she now lives with her husband.

He further revealed that there had been about five or six other cases of domestic violence during the last year in his community to which police officers or members of a local security board responded at the couples' homes. He said that in all of these cases, the couples had reconciled with the help of local reconciliation committee members.

He also suggested that one important effect of the new domestic violence law had been to make police officers' work much easier, because they no longer have to explain or justify their intervention in domestic violence conflicts. He said, "Now when we reconcile the couple, we base the reconciliation process on the law. The people living in the commune are more aware of domestic violence and the law because they must follow this law, and the commune leaders have also learned a great deal about the domestic violence law." Through one of the articles of the domestic violence law, which mandates community leaders (including police officers, reconciliation committee members, Women's Union leaders, government officials, and others) to make efforts to reconcile couples experiencing domestic violence, women continue to be pressured to reconcile with their abusive husband without adequate counseling of the husband, and with no assurance the violence will end (National Assembly, Socialist Republic of Vietnam, 2007).

There are more extensive procedures for fining and educating men who have committed domestic violence with a weapon, seriously harmed their wives physically, or who have been approached by police officers more than once for committing violence against their wives. However, the normative practices of simply warning abusive husbands during the first police intervention, later fining abusive husbands following a second police intervention, attempting to convince the couple to reconcile in all cases of domestic violence, and, more recently, using the domestic violence law to justify these police responses to domestic violence, have combined to create a structural force that has a significantly negative effect on the experiences of domestic violence among abused women of each of the three ethnic groups, as they are often subjected to continued violence from their husband.

The Vietnamese state's current legal structure, including the new domestic violence law, inadvertently allows police officers to not take violence committed by men against their wives very seriously—particularly the first time they intervene in a case of a man abusing his wife. This makes it easier for a man to continue abusing his wife with no or very minor punishment, and supports the social pressure exerted on an abused wife to remain in her marriage and household. While this official in the criminal justice system blamed a woman for her husband's violence against her in one case that he discussed, he also pointed to legally legitimate processes which pressure women to remain with their abusive husbands and make them increasingly vulnerable to continued violence from their husbands.

Difficulties preventing domestic violence

To exemplify this problem further, one Farmers Union leader, who incorporates discussions about domestic violence and its prevention in Farmers Union meetings attended by both men and women, said that one of the Union members' problems in trying to prevent domestic violence is that "no one punishes the men who commit domestic violence." Members of local reconciliation committees in the research community also stressed the importance of reconciling the couple as the main priority of their work, in order to avoid divorce and the anticipated social problems for children of divorced parents. The majority of the other community leaders also discussed the importance of reconciling couples who experience domestic violence, since they said they were following one of the mandates of the current domestic violence law, which reinforced the existing state approach to addressing cases of domestic violence.

Among the fifteen abused women interviewed, only three said that they had been approached by members of the reconciliation committee. A common result of pressuring abused women to reconcile with their abusive husband is continued violence, as noted above. For example, in one case, a Muong woman who had been severely beaten by her husband on a regular basis for almost three decades, was visited by the reconciliation committee. Her husband had hit and kicked her, and used knives and other objects to attack her. She had expressed to her husband her desire to divorce him. However, she said, "He says that is fine, but before you can divorce me, maybe you will become blinded or disabled." This threat of violence and injury has prevented her from seeking a divorce. She has called on the head of her village and police officers to help her. She said, "They came and told my husband that 'a wife and husband should help each other in a good family. And, you are the husband. You should not beat her because she is a woman who is much weaker than you.' Sometimes other relatives and neighbors also come to explain this to him. I have spoken with all of these people to get help from them." Despite these discussions focused on ending her husband's violence and building a good or happy family, this woman's husband was still abusing her at the time that she was interviewed for this study.

Alternative approaches to addressing domestic violence

Rather than emphasizing punishment, however, one village organized a Domestic Violence Prevention Club in 2007 in response to the passage of the new domestic violence law. The club meets to discuss the domestic violence law among the members of the club, composed of men and women from the Muong, Kinh, and Dao ethnic groups. According to the club leader, they also counsel and reconcile couples within the club and in the village who are experiencing domestic violence, work to prevent domestic violence, and engage in social activities on special occasions and holidays. This club is one mechanism for implementing the domestic violence law at the local level, and educating community members about domestic violence and the law. Also, a French international organization is beginning to support and develop other programs focusing on domestic violence in this community, and provide additional support for this club. The members of the club include married and unmarried community members.

The leader of this Domestic Violence Prevention Club said, "The (government) People's Committee made a decision to establish this club to be a model in this village...Now we have more than 40 members and we have meetings every three months. If there are some cases of domestic violence among our members, we will present the cases and discuss them in the meetings. The officers of the club include three members, the leader, assistant leader, and secretary. If any of the male members are abusing their wives, I will call on the man to ask for the reason and to warn him once. The second time the man commits domestic violence, we will present the case to all members of the club and discuss it. If this man commits domestic violence a third time, we will punish him according to the laws

of the village and the rules of the club.” This could involve fines or, less frequently, imprisonment. During club meetings, the officers and members discuss the domestic violence law and other relevant government laws, and, toward the end of the meetings, they discuss agricultural production. One way in which this club differs from more traditional state reconciliation processes is that it can provide ongoing community support for the abusive husband and abused wife, which does not usually occur through the reconciliation committee. This could potentially aid in ending a husband’s violence.

However, some difficulties in running these clubs over time discussed by this club’s leader and a leader of a Women’s Union Club for Family Happiness include convincing abusive husbands to join the clubs and attend the meetings, reducing husbands’ fears that their wives will reveal their family’s problems at the club meetings, (potentially including a husband’s abuse), developing trust among abused women so they will feel comfortable sharing their experiences of abuse with other club members, acquiring adequate funding to support club activities, and locating a place to hold regular meetings of the club. Other issues of concern that were not discussed by the club leaders are the continued emphasis among club leaders on reconciliation of couples experiencing domestic violence, and the long periods of time between the meetings of some clubs (such as three months). Other communes have developed programs and discussions focusing on domestic violence within other existing clubs and organizations as well, such as state supported Farmers Clubs and the Clubs for Family Happiness mentioned above. Regarding ethnicity, the club membership is usually not homogeneous with respect to ethnic identification. Instead, it is often based on residence within a political unit, such as a commune. In addition, club leaders did not mention that they explored manifestations of domestic violence associated with particular ethnic groups during their meetings.

Through these clubs, members try to influence the views on domestic violence held by men and women of a variety of ethnic groups and to prevent new instances of men abusing their wives. However, despite these important new approaches to preventing domestic violence, many of which were influenced by international organizations, with the state reconciliation process still in place through the new domestic violence law and within these clubs, abused women remain vulnerable to their husband’s violence.

Conclusion

In this article, perceptions of and responses to domestic violence among members of three ethnic groups living in an upland community, two of which are considered ethnic minority groups, were explored. The three ethnic groups were found not to be highly differentiated from one another by community leaders when they assessed the problem of domestic violence, and, when the ethnic groups were found to be differentiated, changing social structural forces were perceived to be the primary sources of that differentiation. In light of this finding, this study argues that while cultural forces shape practices and experiences of domestic violence, social structural forces are also perceived to play a significant, and, in some cases, more important role in influencing the expressions and experiences of domestic violence. This is illustrated by the difficulty women still face in locating protection from their husband’s violence even with the implementation of the new domestic violence law. This problem more significantly impacts women’s vulnerability to the violence and results in negative health and social effects than differences experienced due to identification with a specific ethnic group.

Still, in this community social structural forces intersect with shared cultural conceptions to influence domestic violence, such as dominant discourses of gender, marriage, family, and violence which support husbands’ abuse of their wives. These include Confucian influenced notions of husbands’ superiority over wives, women being blamed for their husband’s violence against them, women internalizing or publicly supporting this idea, and men and women accepting the notion that husbands have a high or hot temper that is not easily controlled and is expressed through violence. This study argues that the intersection of state power, structural processes, and shared cultural conceptions of gender, marriage, family and violence has played an integral role in shaping abused women and abusive men’s experiences of domestic violence among members of the three ethnic groups living in the research community.

The new domestic violence law does not unambiguously aid in reinforcing traditional approaches to domestic violence, however. For instance, calls for further education of the general public and professionals on the issue, and particularly of children and youth in the public schools, are found in the domestic violence law and may eventually lead to a reduction in this violence. Media coverage of the issue of domestic violence is also encouraged in the law, and there has been a significant increase in stories and programs focusing on domestic violence in print media, radio, and television in recent years. The new law also calls for improved medical services for victims of domestic violence, which can aid these individuals on multiple levels, including physically, emotionally, and socially, particularly where medical care combines psychological and social support services with physical care. The law also advocates the provision of community safe houses for domestic violence victims. Local and international NGOs and international donor organizations have been working in Vietnam, at least since the late 1990s, to implement new programs to try to prevent domestic violence and protect and assist women abused by their husband. Perhaps most significant in regard to problems addressed in this article is that government officials, and potentially some members of local NGOs and other professionals, will have the opportunity to address what they perceive to be problems with the new domestic violence law during a formal five year review. This review has the potential to change articles of the law or procedures to implement the law which could offer greater protection for abused women.

Acknowledgements

I would like to extend my deep appreciation to Dr. Nguyen Thi Hoai Duc, director of the Institute for Reproductive and Family Health (RaFH) of Hanoi, who provided me affiliation with RaFH and excellent assistance during my research. I am most grateful to the members of the Vietnamese community who participated in my research, generously shared their experiences and insights with me, and made this publication possible. I appreciate also the perceptive comments of Donna Goldstein on an earlier version of this article, which I presented at the American Anthropological Association Annual Meeting in 2011. I would also like to thank the editor of this special issue, Ghayda Hassan, for her valuable guidance and efforts toward developing this special issue, and two anonymous reviewers for their helpful and thoughtful suggestions.

References

- Adelman, M. (2004). The battering state: Towards a political economy of domestic violence. *Journal of Poverty* 8(3), 45-64.
- Alcalde, C. M. (2010). *The woman in the violence. Gender, poverty, and resistance in Peru*. Nashville: Vanderbilt University Press.
- Asian Development Bank. (2002). *Indigenous peoples/ethnic minorities and poverty reduction Viet Nam*. Manila, Philippines: Asian Development Bank.
- Bernard, R. H. (2006). *Research methods in anthropology: Qualitative and quantitative approaches* (4th ed.). Lanham, MD: AltaMira Press.
- Burbank, K. V. (1994). *Fighting women: Anger and aggression in aboriginal Australia*. Berkeley: University of California Press.
- Drummond, L. (2004). The modern "Vietnamese woman": Socialization and women's magazines. In Drummond, L. & Rydström, H. (Eds.), *Gender practices in contemporary Vietnam* (pp. 158-178). Singapore: Singapore University Press.
- Gammeltoft, T. (1999). *Women's bodies, women's worries: Health and family planning in a Vietnamese rural community*. Richmond, Surrey, GB: Curzon Press.
- Hautzinger, S. J. (2007). *Violence in the city of women: Police and batterers in Bahia, Brazil*. Berkeley: University of California Press.
- Hoang, B. T. (Ed.). (2005). *Domestic violence in Vietnam and the role of the mass media*. Ha Noi: The Gioi Publishers.

- Imam, U. & Akhtar, P. (2005). Researching Asian children's experiences of domestic violence: The significance of cultural competence and shared ethnicities of participants in the research process. In Skinner, T., Hester, M. & Malos, E. (Eds.), *Researching gender violence: Feminist methodology in action* (pp. 66-86). Devon, UK: William Publishing.
- Kwiatkowski, L. (2011a). Prolonging suffering: Domestic violence, political economy, and the state in northern Vietnam. *Gendered Perspectives on International Development (GPID) Working Paper No. 299*. East Lansing: Michigan State University.
- Kwiatkowski, L. (2011b). The cultural politics of a global/local health program for battered women in Vietnam. In Wies, J. R. & Haldane, H. J. (Eds.), *Anthropology at the front lines of gender-based violence* (pp. 139-164). Nashville: Vanderbilt University Press.
- Kwiatkowski, L. (2011c). Engaging the challenges of alleviating wife abuse in northern Vietnam. In Brunson, J. (Ed.), Special issue on anthropological encounters with intimate partner violence: Reflections on our roles in advocating for a safer world. *Practicing Anthropology* 33(3), 32-37.
- Kwiatkowski, L. (2011d). Domestic violence and the "happy family" in northern Vietnam. *Anthropology Now* 3(3), 20-28.
- Kwiatkowski, L. (2012). Negotiating battered women's marginality in health care: Changing approaches to domestic violence in northern Vietnam. In Browne-Miller, A. (Ed.), *Violence and abuse in society: Understanding a global crisis* (Vol. 4, pp. 403-427). London: ABC-CLIO/Praeger.
- Lazarus-Black, M. (2007). *Everyday harm: Domestic violence, court rites, and cultures of reconciliation*. Urbana: University of Illinois Press.
- Le, T. P. M. (1998). Violence and its consequences for reproductive health: The Vietnam case. *South and East Asia Regional Working Papers Nos. 12, 15*, 34-42. Hanoi: The Population Council.
- Le, T. P. M. (2002). Gender and gender-based violence: How health providers can help female victims. Hanoi: Encourage Project, Consultation of Investment in Reproductive Health.
- Le, T. Q. (1992). Some views on family violence. *Social Sciences* 4, 81-87.
- Le, T. Q. (1996). Domestic violence in Vietnam and efforts to curb it. In Barry, K. (Ed.), *Vietnam's women in transition* (pp. 263-274). New York: St. Martin's Press.
- Le, T. Q. (2000). *Domestic violence in Vietnam: Context, forms, causes, and recommendations for action*. Chiangmai, Thailand: Asia Pacific Forum on Women, Law and Development.
- Le, T. Q. (2004). *Gender-based violence in family. Study cases in Thai Binh, Phu Tho and Hanoi*. Hanoi: Research Centre for Gender and Development, University of Social Sciences and Humanities.
- Luke, N., Schuler, S. R., Bui, T. T. M., Pham, V. T., & Tran, H. M. (2007). Exploring couple attributes and attitudes and marital violence in Vietnam. *Violence Against Women* 13(1), 5-27.
- Malarney, S. K. (2002). *Culture, ritual and revolution in Vietnam*. Honolulu: University of Hawai'i Press.
- McCargo, D. (2004). Introduction. In McCargo, D. (Ed.), *Rethinking Vietnam* (pp. 1-12). New York: RoutledgeCurzon.
- Merry, S. E. (2006). *Human rights and gender violence: Translating international law into local justice*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Merry, S. E. (2009). *Gender violence: A cultural perspective*. Malden, MA; Oxford: Wiley Blackwell Publishing.
- National Assembly, Socialist Republic of Vietnam. (2007). Law on domestic violence prevention and control. Law No.: 02/2007/QH12. Hanoi: National Assembly, Socialist Republic of Vietnam.
- Nguyen, D. V., Ostergren, P., & Krantz, G. (2008). Intimate partner violence against women in rural Vietnam—Different socio-demographic factors are associated with different forms of violence: Need for new intervention guidelines? *BioMed Central Public Health* 8, 55-65.

- Nguyen, T. H. D., Vu, P. N. T., & The Centre for Reproductive and Family Health Project Officers. (2001). *Domestic violence against women and attitudes, practices of health workers (Case studies in Hanoi and Ninh Binh provinces)*. Hanoi: The Centre for Reproductive and Family Health (RaFH) and the New Zealand Embassy.
- Office of the United Nations Resident Coordinator. (2002). Gender Briefing Kit, The United Nations in Viet Nam. Hanoi: Office of the United Nations Resident Coordinator.
- Padilla, M. B. (2011). From sex workers to tourism workers: A structural approach to male sexual labor in Dominican tourism areas. In Browner, C. H. & Sargent, C. F. (Eds.), *Reproduction, globalization, and the state: New theoretical and ethnographic perspectives* (pp. 159-174). Durham: Duke University Press.
- Parson, N. (2013). *Traumatic states: Gendered violence, suffering, and care in Chile*. Nashville: Vanderbilt University Press.
- Pettus, A. (2003). *Between sacrifice and desire: National identity and the governing of femininity in Vietnam*. New York: Routledge.
- Phan, T. T. H. (2008). Sexual coercion within marriage in Quang Tri, Vietnam. *Culture, Health & Sexuality* 10, S177–S187.
- Plesset, S. (2006). *Sheltering women: Negotiating gender and violence in Northern Italy*. Stanford: Stanford University Press.
- Romedenne, M. & Vu, M. L. (2006). *Domestic violence: The Vietnamese shift*. Ha Noi: The United Nations Population Fund and the Swiss Agency for Development Co-operation.
- Rydstrøm, H. (2003). Encountering “hot” anger: Domestic violence in contemporary Vietnam. *Violence Against Women* 9(6), 676-697.
- Salemink, O. (2003). *The ethnography of Vietnam’s central highlanders. A historical contextualization, 1850-1900*. Honolulu: University of Hawai’i Press.
- The World Bank. (2009). *Country social analysis: Ethnicity and development in Vietnam*. Washington, D.C.: The World Bank.
- Vu, M. L., Vu, T. H., Nguyen, H. M., & Clement, J. (1999). *Gender-based violence: The case of Vietnam*. Hanoi: The World Bank in Vietnam.
- West, B. A. (2009). *Encyclopedia of the peoples of Asia and Oceania*. New York: Infobase Publishing.

ARTICLE THÉMATIQUE

Dépister et orienter les personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple : un défi pour les professionnels du champ socialSusanne Lorenz¹ et Christophe Fluehmann²**Résumé**

En Suisse comme ailleurs, la violence au sein du couple s'inscrit comme un grave problème de société. Notre pays a accru le soutien aux victimes et aux programmes spécialisés pour auteurs de violence. Il poursuit l'objectif d'assurer durablement la sécurité des victimes dans le cadre d'un dispositif formalisé, intégrant une approche pluridisciplinaire. Cet article présente le point de vue de professionnels travaillant au sein d'institutions sociales susceptibles d'orienter les personnes usant de violence vers les groupes thérapeutiques et expose les résultats collectés lors de groupes de discussion. Les participants sont d'avis que l'intervention auprès des personnes usant de violence reste difficile dans un contexte non spécialisé, et l'est encore davantage si ces personnes sont d'origine étrangère. Nous abordons également leurs appréhensions lors du dépistage et de l'orientation des personnes d'origine étrangère usant de violence conjugale, et notamment leurs difficultés à prendre position : ils redoutent souvent que leur discours soit jugé discriminatoire lorsqu'ils mettent en rapport l'origine socioculturelle et la violence au sein du couple. Les participants aux groupes de discussion soulignent la nécessité de renforcer les collaborations avec les milieux associatifs, de recourir à des mesures adaptées aux membres des communautés étrangères et de fournir un accès aux groupes thérapeutiques. Notre article met en évidence l'impérieuse nécessité de développer des outils de détection intégrant la composante liée à l'origine socioculturelle.

Rattachement des auteurs

¹Haute école spécialisée Suisse occidentale (HES-SO) Valais, Sion, Suisse; ²Haute école fribourgeoise de travail social (HEF-TS), Givisiez, Suisse.

Correspondance

susanne.lorenz@hevs.ch

Mots clés

violence au sein du couple; migration; personnes auteures de violence; prévention; dépistage; intervenants sociaux

Pour citer cet article :

Lorenz, S. et Fluehmann, C. (2013). Dépister et orienter les personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple : un défi pour les professionnels du champ social. *Alterstice*, 3(2), 67-80.

Introduction

Notre société moderne se caractérise par des flux migratoires importants. Si les personnes en contexte migratoire ne constituent pas un ensemble homogène, force est de constater que certains groupes sont surreprésentés parmi les bénéficiaires de prestations sociales. En 2010, 5,2 % de la population d'origine étrangère résidant en Suisse bénéficiaient de ces prestations, contre 2,2 % de la population suisse (OFAS, 2012). Concernant le suivi par un service social, une analyse de dossiers fait état, dans 1 situation sur 7, de violences commises par l'un des partenaires (Seith, 2003). Romito (2003) estime que la proportion de victimes s'adressant à un service social se situe à 11 %. Ce premier constat nous conduit à penser que les intervenants dans le champ social sont plus que probablement confrontés, dans leur pratique professionnelle, à des personnes concernées par la violence au sein du couple et ayant un parcours migratoire.

En Suisse, le lien entre le parcours migratoire et l'adoption de comportements violents soulève des discussions récurrentes, notamment en raison d'une surreprésentation des populations étrangères dans certaines statistiques. Cette thématique, bien qu'assez récente, fait l'objet de nombreux débats, notamment pour améliorer le statut des personnes victimes migrantes et les politiques migratoires.

Notre étude avait pour but de mettre en évidence les mesures de prévention primaire, secondaire et tertiaire à l'égard des auteurs d'actes de violence au sein du couple. Nous exposons plus spécifiquement dans cet article le point de vue des professionnels du champ social susceptibles d'identifier des situations de violence et d'orienter les auteurs de ces actes vers une intervention spécialisée. Nous présenterons les résultats concernant les représentations de ces professionnels au sujet des mesures de prévention, de détection et d'orientation, qui font partie intégrante du dispositif d'intervention auprès des personnes à l'origine de violence au sein du couple. Nous concluons sur l'importance des outils de détection pour améliorer l'accessibilité de ces personnes aux programmes d'intervention spécialisée lorsqu'elles sont d'origine étrangère.

De la violence...

La violence au sein du couple correspond à un « ensemble de comportements, de paroles ou de gestes agressifs, brusques et répétés » (Broué et Guévremont, 1999, p. 18) à l'égard du ou de la partenaire (ou de ses biens). Dans le cadre de ce type de relation « basé[e] sur le contrôle et la domination » (Hirigoyen, 2009, p. 24), l'un des partenaires exerce son pouvoir sur l'autre au travers d'actes visant à atteindre son intégrité et à lui infliger des souffrances physiques, sexuelles ou psychiques (Gillioz, De Puy et Ducret, 1997; Hirigoyen, 2005; Johnson, 2005; Silvestre, Heim et Christen, 1999). Ces actes permettent à la personne auteure de se repositionner dans des situations quotidiennes qu'elle vit comme menaçantes et disqualifiantes (Black, Schumacher, Smith et Heyman, 1999; Lorenz et Bigler, 2013; Mayer, 2007). Ce processus fonctionne selon un cycle dynamique et répétitif (Walker, 2000), qui tend à se répéter de manière de plus en plus violente (Collectif ViFa, 2000). Cette violence se distingue en cela du conflit, qui consiste en une opposition d'intérêts dans le but de faire valoir son opinion sur un sujet donné, « [...] sans que la peur détermine qui sera le gagnant » (Paradis, 2012, p. 20).

... et de la prévalence du phénomène

La violence au sein du couple est un problème majeur de santé publique (Krug, Dahlberg, Mercy, Zwi et Lozano-Ascencio, 2002). Ces actes sont une cause importante d'invalidité et de mortalité (Garcia Moreno, 2003). Ce phénomène est loin d'être marginal en Suisse. Il engendre des coûts de près de 400 millions de francs suisses par an (Godenzi et Yodannis, 1999). Les victimes en sont le plus souvent des femmes (Rossel, Sorenti et Jaquier, 2007). Ainsi, 1 femme sur 5 est victime de violences physiques ou sexuelles durant sa vie de couple, dont 6 % au cours des derniers 12 mois précédant l'enquête (Gillioz et collab., 1997).

Les données actuelles qui mettent en perspective le recours à la violence au sein du couple et l'appartenance nationale renvoient à des constats contradictoires. Les études de prévalence réalisées auprès de femmes vivant en Suisse ne permettent pas d'observer un risque plus élevé de subir des violences lorsque l'un des partenaires est de

nationalité étrangère (Gillioz et collab., 1997; Gloor et Meier, 2004), et ce d'autant moins lorsque les facteurs socioéconomiques sont pris en compte (Killias, Simonin et De Puy, 2005).

À l'inverse, diverses statistiques font preuve d'un lien possible entre appartenance nationale et violence au sein du couple. Ainsi, les victimes et les auteurs de violence conjugale issus de communautés étrangères sont surreprésentés au niveau des interventions policières (Jaquier, 2008; Steiner, 2004). La probabilité d'être victime d'un homicide ou d'une tentative d'homicide par le partenaire est 2,5 fois plus élevée pour les femmes d'origine étrangère (Zoder, 2008). Les données provenant des centres d'accueil pour femmes victimes (Belser, 2005) et d'une unité médicale spécialisée dans les soins en situation de violence (Burquier, Hoffner, Romain et Mangin, 2009) tendent à confirmer la surreprésentation des victimes issues de communautés étrangères.

Ces constats s'expliquent de différentes manières. Appréhender du point de vue statistique le lien possible entre nationalité et violence dans les relations intimes se heurte à la difficulté d'accéder à des données probantes (Crenshaw, 2005; Jaquier, 2008) et à l'opérationnalisation de la variable « étranger ». Cette dernière s'exprime fréquemment par une opposition entre les personnes avec un passeport suisse et celles qui en sont dépourvues, et elle ne tient donc pas compte des multiples dimensions qui caractérisent le statut de migrant (autorisation de séjour, niveau de formation, degré d'intégration, etc.). Il faut également mettre en perspective ces observations chiffrées avec les modalités d'enregistrement des cas, les pratiques des professionnels dans ce champ ainsi que les stratégies de (non)dénonciation de la part des victimes (Killias, 2002). Plusieurs hypothèses émises en référence au statut socioéconomique des personnes migrantes peuvent expliquer la surreprésentation des groupes de migrants dans les statistiques officielles (moyens financiers limités, faible accès au réseau de soins, réseau social restreint, etc.; Belser, 2005; Burquier et collab., 2009; Crenshaw, 2005).

Lors des enquêtes de victimisation, certains groupes sociaux particulièrement défavorisés sont difficilement atteignables, dont les migrants. La représentativité de ces groupes n'est ainsi pas assurée. Belser (2005) pose l'hypothèse que le nombre d'actes de violence subis et commis par des personnes d'origine étrangères se situe entre le résultat des études de prévalence et celui des statistiques policières.

Le parcours migratoire, facteur de vulnérabilité

Le processus migratoire s'inscrit dans une double violence : celle précédant le départ (Rojas-Viger, 2008) et celle liée à d'importants changements consécutifs à l'arrivée dans la nouvelle terre d'accueil. Dans la période qui suit leur arrivée, les personnes migrantes doivent s'adapter à un nouvel environnement, marqué par un changement de culture, la perte du réseau social, des difficultés financières, etc. (Bureau fédéral de l'égalité entre hommes et femmes, 2012).

Une trajectoire de vie marquée par la migration peut mettre à mal la cellule familiale, alors même que la matrice familiale devrait rester intacte pour offrir l'énergie nécessaire à la construction d'une nouvelle identité dans le pays d'accueil (Batista Wiese, Van Dijk et Seddik, 2009). À la suite de la rupture avec le modèle familial traditionnel et du repositionnement des membres consécutifs à des changements de statuts et à une redéfinition des rapports de pouvoir, cette matrice évolue (Rojas-Viger, 2008). S'en suit un décalage avec le système de croyances et de comportements transmis intergénérationnellement, qui permet d'appréhender et d'organiser les relations interpersonnelles (Lewis et Ippen, 2004, cités par Batista Wiese et collab., 2009). Ce processus peut créer des tensions face auxquelles la violence relationnelle devient une stratégie parmi d'autres pour maintenir l'état originel de la matrice.

Le parcours migratoire représente en cela un facteur de vulnérabilité. Ce n'est pas le rapport d'inégalité entre partenaires qui est en jeu, mais bien le fait que la redistribution des rapports de pouvoir n'est plus acceptée par l'un des deux (Gillioz et collab., 1997). On peut donc supposer que la cause de la violence dans le couple se situe avant tout dans le cumul des difficultés associées au parcours migratoire (Egger et Schär Moser, 2008; Jaspard, 2005).

Les mesures à l'égard des personnes usant de violence au sein du couple

En Suisse, diverses dispositions légales visent à dissuader le recours à la violence, à assurer durablement la sécurité des victimes ou encore à responsabiliser les auteurs d'actes de violence (Mösch Payot, 2008; Schwander, 2006). Les adaptations réalisées depuis 2004, la poursuite d'office et l'éloignement du domicile contribuent à augmenter les contraintes envers les personnes usant de violence au sein du couple. Ce lien entre la répression et la diminution durable de la violence à l'égard du partenaire ne fait toutefois pas l'unanimité. L'efficacité des réponses punitives dépend principalement de l'insertion professionnelle et de l'engagement dans le couple, et on constate que les incarcérations ou les éloignements ne garantissent pas durablement la sécurité des victimes (Myers, 1996) : la cessation des violences ne dure que le temps durant lequel la sanction est redoutée (Saunders et Parker, 1989). Les arrestations peuvent également provoquer des effets pervers, comme le sentiment de la part du partenaire violent d'être injustement traité (Séverac, 2009).

Il nous paraît donc essentiel que la personne à l'origine d'actes de violence conjugale s'engage dans une démarche thérapeutique. C'est dans cette perspective, et pour améliorer le dispositif de lutte contre la violence au sein du couple, que nous considérons les interventions spécialisées auprès d'elle comme complémentaires aux mesures de soutien et de protection de la victime ainsi qu'à l'arsenal législatif répressif. Loin de se substituer à de telles réponses sociales, ces services proposent un travail de responsabilisation et d'intégration de l'interdit du passage à l'acte. Ces réponses diversifiées permettent d'appréhender les attitudes violentes dans leur globalité et leur complexité, en tant que fruits de l'interaction entre plusieurs systèmes individuels et environnementaux étroitement imbriqués (Krug et collab., 2002).

Profil des participants à des programmes spécialisés pour auteurs d'actes de violence conjugale

Egger (2008) a répertorié pour la Suisse 27 organismes qui offrent des prestations spécialisées dans ce domaine, qui s'adressent plutôt aux hommes. Ces services proposent principalement des séances de groupes dirigées par des équipes mixtes. Ils sont localisés en zones urbaines. Les personnes qui contactent un service de ce type viennent à priori de leur plein gré, la contrainte exercée par une instance sociojudiciaire s'avérant plutôt l'exception (Egger, 2008). Définir leur profil s'avère difficile, car elles proviennent de toutes les couches socioculturelles (Gondolf, 2003). Elles se distinguent toutefois par la maîtrise de la langue locale et par leur engagement durable envers leur couple et envers leur rôle de parent (Lorenz et Anglada, 2011; Rondeau, Brodeur et Carrier, 2001; Séverac, 2009). En effet, l'insertion professionnelle incite non seulement à entamer un traitement, mais aussi à l'achever (Mathieu, Bélanger et Bribois, 2006; Rondeau et collab., 2001). À l'inverse, les personnes sans emploi régulier et prestataires des assurances sociales cessent le plus souvent leur participation au groupe (Barz et Helffrich, 2006).

Ces constats posent la question de la représentativité des personnes demandeuses d'aide par rapport à l'ensemble celles ayant recours à des comportements violents, et ce d'autant plus que plusieurs facteurs déterminent l'accessibilité à ces programmes (Rondeau et collab., 2001).

ViFa, une intervention spécialisée dans le Canton de Vaud

Le service ViFa, de la Fondation Jeunesse et Familles, intervient auprès de personnes usant de violence au sein du couple. Le modèle d'intervention, inspiré du programme d'Option, prévoit des entretiens individuels puis des rencontres de groupes animées par des équipes professionnelles spécialement formées. L'évaluation de ce programme a mis en évidence que les hommes qui achèvent ce programme développent des compétences en matière de responsabilisation et de dévoilement (Lorenz et Bigler, 2013).

Dans ce programme, 80 % des participants masculins sont originaires de Suisse. Ceux d'origine étrangère doivent être considérés comme intégrés : ils vivent en Suisse depuis de nombreuses années et témoignent d'un minimum de maîtrise du français (Lorenz et Anglada, 2011). Les migrants sont ainsi sous-représentés (Anglada et Lorenz, 2007), pour plusieurs raisons. Nous pensons, notamment, à un accès rendu difficile par une maîtrise insuffisante de la langue, au manque d'information quant aux prestations ou à la crainte d'être expulsé ou stigmatisé. Damba et Anglada (2005) sont d'avis que l'engagement dans le groupe thérapeutique est difficile pour un migrant en raison de la représentation qu'il se fait de lui-même et de l'absence de contrainte que son ou sa partenaire est susceptible

d'exercer. Ce dernier aspect semble jouer un rôle indéniable : les victimes migrantes « ne peuvent pas utiliser la menace d'une séparation ou d'un divorce pour les amener dans une démarche de changement » (Damba et Anglada, 2005, p. 56) car leur autorisation de séjour dépend fréquemment de leur partenaire. Dans ce contexte, le statut administratif de certains migrants freine la démarche de changement.

Identifier les pratiques professionnelles à l'égard des auteurs d'actes de violence conjugale

Le canton de Vaud s'est doté d'un dispositif de prévention et de lutte contre les violences au sein du couple, dont la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique (CCLVD), présidée par le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette Commission s'est donnée pour mission de coordonner l'action des principales instances administratives et judiciaires de l'État et des organisations privées actives dans la lutte contre la violence domestique. Elle propose diverses mesures de prévention et d'intervention dans ce domaine. Selon Hofner, Stalder, Pedevilla, Detraz et Saturno (2011), plusieurs mesures ciblées ont vu le jour au cours des dix dernières années, mais les auteurs soulignent la nécessité de renforcer les prestations pour les personnes usant de violence au sein du couple. La CCLVD a mandaté une étude sur les pratiques dans ce domaine, souhaitant un état des lieux des mesures actuelles de prévention et d'intervention.

L'échantillon

L'étude à l'origine des résultats présentés ici a été mandatée par la CCLVD. Cette étude exploratoire, réalisée entre novembre 2010 et avril 2011, a passé en revue les mesures de prévention et d'intervention ciblant les personnes usant de violence au sein du couple. Elle s'est intéressée aux mesures de prévention primaire, secondaire et tertiaire qui, aux yeux des professionnels du champ social rencontrés, ont donné satisfaction et à celles qui restent à améliorer ou à développer.

Lors de cette étude, nous avons recueilli l'opinion de 41 personnes travaillant dans différents champs : judiciaire, psychosocial, médical, etc. Parmi elles, 30 professionnels, relevant de 26 services ou institutions, proposaient un accompagnement psychosocial¹. Leur mandat prioritaire ne s'attachait pas donc nécessairement à l'intervention auprès de personnes usant de violence au sein du couple : la majorité des services pouvait plutôt être considérée comme de nature polyvalente, dans la mesure où les bénéficiaires de prestations présentent des problématiques multiples et que l'action socioprofessionnelle comprend plusieurs formes de soutien (aide sociale, soutien à l'insertion socioprofessionnelle, traitement des dépendances, etc.). Les intervenants rencontrés étaient donc susceptibles d'être confrontés à des situations de violence relationnelle, d'avoir à offrir des mesures de prévention primaire en institution ou encore d'orienter vers des services spécialisés.

La méthode

Nous avons retenu la méthode du groupe de discussion, qui offre aux participants la possibilité de donner leur avis sur un sujet précis et en même temps de réagir aux propos émis par les autres. Cette technique permet de recueillir des points de vue diversifiés, des idées innovantes et des renseignements utiles pour saisir les besoins et les attentes des professionnels. Les contenus émis sont considérés comme des énoncés spontanés valides (Flick, 2000). Afin de centrer les échanges sur la perception du dispositif de prévention et d'intervention auprès des personnes usant de violence au sein du couple, le déroulement des séances de groupe a été structuré selon la méthode SEPO (Succès-Échecs-Potentialités-Obstacles, voir Acheroy et Hadjaj-Castro, 2006). Cet outil permet d'organiser les expériences relatées à l'aide d'une matrice qui comporte deux axes, l'un temporel (rétroactif et prospectif) et l'autre qualitatif (les interventions considérées en tant que « bonnes pratiques » et celles décrites comme points faibles du système). Les propos émis lors des groupes de discussion ont été synthétisés dans un tableau. Concrètement, nous avons procédé en trois temps : identification des succès et des échecs sur l'axe rétroactif, formulation des potentialités à développer et des obstacles à prendre en compte sur l'axe prospectif et enfin désignation des mesures à développer prioritairement.

¹ La répartition de leur champ d'action est la suivante : interventions auprès de couples et de familles (n=11), soutien en cas de violence (n=6), accès à l'aide sociale (n=4), développement de mesures d'insertion professionnelle (n=4) ou de politique publique, notamment dans les champs de la violence familiale (n=4) et du soutien à la population migrante (n=1).

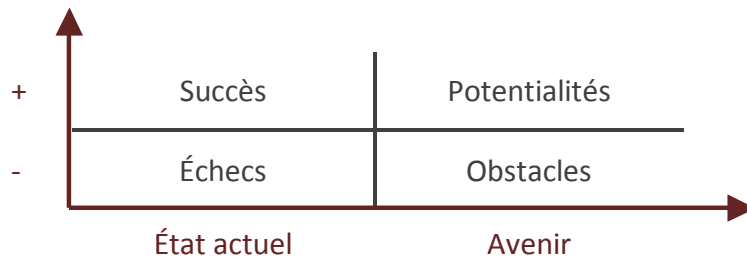


Figure 1. Tableau SEPO présenté aux participants des groupes de discussion

Le contenu a été analysé sur la base des propos tenus lors des rencontres ainsi que sur celle des idées figurant dans la matrice du SEPO puis il a été intégré au tableau de synthèse. Notre objectif a été de mettre en évidence le sens attribué par les participants aux différentes interventions et collaborations. Ce fonctionnement a permis de distinguer les discours des différents groupes professionnels et de rassembler ceux des 30 intervenants sociaux touchant les pratiques caractéristiques de leur champ professionnel : la prévention, la détection et l'orientation. Les résultats présentés ici se réfèrent aux discours de ces intervenants.

Des difficultés à plusieurs niveaux

De manière générale, les intervenants sociaux œuvrant au sein de services non spécialisés se disent de plus en plus conscients de l'existence de situations de violences relationnelles grâce aux pratiques de dépistage, qui se sont indéniablement améliorées pour les victimes. La plupart estiment que si le programme vaudois pour personnes usant de violence au sein du couple complète les consultations de couple ou de famille et les entretiens individuels, l'intervention spécialisée auprès de ces personnes demeure encore l'exception. Concernant le travail avec les personnes d'origine étrangère, les participants mentionnent un certain malaise ainsi que diverses restrictions dans leur intervention.

Un manque de ressources

Le manque de ressources et d'information joue un rôle déterminant : certains décrivent « le degré d'information sur les prestations destinées aux auteurs, respectivement migrants [comme] faible dans les institutions ». Ainsi, il semble qu'un seul acteur du réseau professionnel soit engagé spécifiquement dans le travail avec les victimes d'origine étrangère. Le réseau professionnel, non spécialisé dans l'intervention au niveau des violences familiales, dit toutefois ne pas identifier clairement le mandat de cette association. L'absence d'opportunités de coopération résulte apparemment de la méconnaissance des prestations pour personnes usant de violence au sein du couple offertes par cette association, ainsi que du manque de ressources. La collaboration avec d'autres milieux associatifs œuvrant auprès de communautés étrangères s'avère également ardue, quelques participants citant une certaine méfiance au moment d'élaborer ou de réaliser des projets de prévention orientés vers les personnes usant de violence au sein du couple et relevant de ces communautés. La crainte de la stigmatisation de ces personnes freine, notamment, la diffusion d'information auprès des diverses communautés.

Au-delà de la collaboration, le travail avec les personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple renvoie apparemment les intervenants sociaux à un dilemme spécifique. S'ils entendent respecter les différences et les normes culturelles, ils entendent dans le même temps refuser celles qui légitimeraient des comportements violents. Cela conduit à des paradoxes et complexifie le travail, puisqu'il s'agit d'amorcer une approche multiculturelle tout en interdisant le recours à la violence. Il en résulte, selon certains, le « risque de différences dans les messages, alors que les messages devraient être uniformes » face aux personnes usant de violence. Dans la pratique, cette situation se traduit par une difficulté à se positionner face à elles, avec le risque de ne pas clarifier « sa » zone de tolérance face à l'acte violent. La volonté du « respect des spécificités culturelles » tendrait alors à « relativiser certains actes de violence, une tendance qui caractérise la société ».

Les participants relient ces difficultés à un manque de formation dans ce champ : ils qualifient d'échec le fait que le travail avec les personnes usant de violence au sein du couple (et plus particulièrement celles d'origine étrangère)

ne figure pas au nombre des offres de formation existantes. Dès lors, la collaboration avec les spécialistes de cette question devient un enjeu essentiel pour combler les lacunes en matière d'information.

Des difficultés à prendre position

Le manque de ressources et de soutien ainsi que le climat caractérisant certains débats politiques ont fait redouter à certains d'aborder le thème du recours à la violence conjugale par des membres de communautés étrangères. Ils craignent de renforcer à leur tour la stigmatisation de ces groupes. Ainsi, « certaines statistiques sont passées sous silence, par peur d'alimenter le discours politique » qui associe « recours à la violence » et « appartenance culturelle ». Mettre en parallèle violences et parcours migratoire s'érige en tabou. Ce qu'observent plusieurs intervenants sociaux, c'est que ces appréhensions se traduisent par un désengagement des professionnels du social dans le débat public. Ce retrait s'érige en obstacle majeur à l'élaboration de mesures de lutte contre les violences relationnelles adaptées aux groupes de migrants et à l'élaboration d'interventions orientées vers un changement de comportement.

Une accessibilité réduite aux groupes thérapeutiques

De manière générale, plusieurs professionnels relèvent un manque d'engagement systématique dans un groupe thérapeutique de la part des personnes usant de violence au sein du couple, en comparaison du nombre de victimes qui s'adressent à des centres d'hébergement. L'absence de mesures contraignantes, associée au fait que les groupes thérapeutiques exigent des participants un degré élevé d'introspection et des compétences cognitives, sociales et langagières minimales, rendraient ces groupes « peu accessibles ». Ils s'adresseraient en priorité aux personnes disposant de bonnes ressources intellectuelles, ce qui expliquerait la faible participation au programme vaudois. De plus, les séances se déroulant en français, la participation de personnes d'origine étrangère maîtrisant mal cette langue s'avère compromise. À cette difficulté s'ajoutent les appréhensions liées à l'autorisation de séjour – et au statut juridique associé – et à un statut socioéconomique souvent précaire. L'ensemble de ces facteurs dissuaderait les migrants de s'adresser à un tel service : comme l'évoque une intervenante, « les programmes ne sont pas accessibles aux migrants, et ce n'est pas qu'une question de la langue » mais parce qu'on observe « un [second] frein dans l'accès aux programmes pour les migrants : les craintes face aux conséquences juridiques, craintes [qui] dissuadent de faire des démarches ».

Sans le soutien d'interprètes ou l'existence de groupes thérapeutiques spécifiquement pour migrants, il est difficile, pour certains intervenants sociaux, d'inciter les personnes usant de violence au sein du couple à entreprendre une démarche auprès d'un service spécialisé. L'orientation vers le groupe thérapeutique devient alors l'exception plutôt que la règle. Les spécialistes dans l'intervention auprès des personnes usant de violence au sein du couple tendent, quant à eux, à solliciter les compétences de thérapeutes du réseau « sensibilisés à la question de la violence conjugale » lorsque l'intégration au groupe est impossible faute de maîtrise de la langue. Ces spécialistes proposent cette alternative en raison de « l'insuffisance des moyens pour assurer un suivi individualisé pour les migrants » et y voient une forme d'échec. En effet, ces personnes ne bénéficieront alors ni d'une intervention ciblée sur la violence, ni de la dynamique d'un groupe.

L'intervention auprès des migrants usant de violence au sein du couple : un champ à renforcer

Lors des groupes de discussion, les priorités dégagées ont notamment concerné la question de l'intervention spécifique auprès de personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple. Les pistes évoquées ont visé en premier lieu l'intensification de la collaboration avec des acteurs clés comme les associations qui s'engagent dans la défense des droits des migrants, en s'inspirant des pratiques existantes pour les victimes. Travailler avec ces partenaires aurait pour objectif de développer des mesures sur trois niveaux : des campagnes de prévention ciblées, des projets de prévention en milieu scolaire et des stratégies pour faciliter l'intégration aux groupes thérapeutiques.

Des messages de prévention destinés aux communautés étrangères

Concrètement, il s'agirait de mener des campagnes dans les lieux fréquentés par des hommes appartenant à certaines communautés étrangères, tels que les « clubs sportifs ou de foot, entreprise, cantine d'entreprise » et

dont les contenus respecteraient les différences culturelles. Les participants aux groupes de discussion ont proposé d'agir « en amont », considérant comme indispensable une collaboration étroite avec les milieux associatifs proches des populations migrantes. Il faudrait selon eux considérer les représentants des différentes communautés comme des partenaires à part entière pour améliorer l'accessibilité et la diffusion des messages préventifs, en mobilisant leurs savoir-faire et leurs réseaux lors de la conception des campagnes de prévention, du choix des espaces de diffusion et de la transmission des messages. Dans cette perspective, les craintes face au risque de stigmatisation des populations migrantes mériteraient une attention toute particulière.

Ont émergé aussi des propositions de développement, en complément des programmes existants, de projets en milieu scolaire ciblés sur les relations amoureuses violentes. En institutionnalisant un projet du type « Attitude respect », il serait possible d'introduire par la suite la thématique des relations violentes. Ces projets informeraient sur la violence et expliqueraient aux jeunes la différence entre violence défensive et offensive. Les messages devraient aussi mettre en évidence que le recours à la violence n'est pas acceptable, y compris dans un cadre familial. Un volet particulier devrait être consacré aux garçons appartenant à certaines communautés étrangères, afin de susciter à cette occasion une réflexion au sujet des « messages culturels à caractère machiste ». L'objectif serait de « montrer que ces comportements inacceptables sont légitimés dans certaines familles et mettent des femmes dans des situations très difficiles ».

Des collaborations pour améliorer l'accessibilité aux programmes thérapeutiques

Face au constat que l'ensemble des personnes usant de violence au sein du couple n'accède pas aux groupes thérapeutiques, des membres du groupe de discussion ont recommandé de formaliser une collaboration avec l'association spécialisée dans l'intervention auprès des populations d'origine étrangère et avec des interprètes communautaires. Cette « collaboration avec Appartenances [doit favoriser l'] intervention auprès des auteurs » d'actes de violence conjugale ainsi que l'accessibilité aux groupes thérapeutiques pour ces derniers. En sus de la volonté de trouver des solutions aidant à dépasser les barrières linguistiques, ce travail interdisciplinaire permettrait de renforcer les compétences des intervenants sociaux et d'élaborer des pistes favorisant l'entrée en relation avec les personnes usant de violence au sein du couple issues des différentes communautés, tout en envisageant une intervention globale à partir d'une « approche multiculturelle autour de la définition de la personne auteure » d'actes de violence conjugale. Un autre objectif consiste à « mettre en relation les structures non spécialisées avec les associations » œuvrant dans le champ de la migration.

Développer les compétences professionnelles dans deux directions

À lire les résultats collectés lors de nos groupes de discussion, l'intervention auprès des personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple reste difficile. Ont été relevées plusieurs limites au niveau de l'information disponible et des occasions de collaboration avec les milieux associatifs. A été abordée également la question de la posture à adopter face aux personnes appartenant à différentes communautés : comment associer le respect des spécificités culturelles tout en transmettant un message sans équivoque quant à l'interdit du recours à la violence? Au-delà de cette difficulté de positionnement dans leur pratique, les intervenants ont estimé que les possibilités d'intégrer un groupe thérapeutique étaient restreintes pour ces populations, et ce, pas uniquement en raison de l'exigence de la maîtrise du français. Cela limite pour elles les offres en matière d'orientation car elles ne bénéficient pas de ce type d'intervention, ce qui induit, du point de vue des intervenants, une forme d'inégalité.

Les professionnels du champ social peinent à se positionner, dans le débat public qui aborde la question migratoire, sous l'angle des besoins des personnes d'origine étrangère usant de violence au sein du couple ainsi que sous l'angle de la recherche de stratégies d'interventions ciblées. Ils craignent d'alimenter un discours stigmatisant, créant un lien de causalité directe entre origine socioculturelle et violence au sein du couple. Ils soulignent la nécessité de renforcer les collaborations avec les milieux associatifs en contact avec les populations migrantes, de recourir à des mesures adaptées, d'améliorer l'accès aux groupes thérapeutiques et finalement de s'engager activement dans un débat public.

Les dilemmes mis en évidence par l'analyse des données découlent d'une superposition de représentations, celles associées à la personne usant de violence au sein du couple (adoption de comportements socialement

inacceptables en lien avec l'appartenance socioculturelle) et celles suscitées par le refus d'un discours politique discriminatoire à l'égard des minorités. Dès lors, l'intervenant se trouve face à un paradoxe susceptible de fragiliser à la fois son positionnement et la relation professionnelle qu'il cherche à créer : comment réussir à intervenir de manière spécifique auprès d'une personne d'origine étrangère qui a commis un acte répréhensible et accepter de la soutenir dans son processus d'intégration, sans ethniciser son comportement et en prévenant la stigmatisation?

Nos constats témoignent de l'importance à renforcer les pratiques à l'égard des migrants usant de violence au sein du couple, pratiques qui tiennent compte à la fois du contexte migratoire, de la vulnérabilité engendrée par la trajectoire de vie, de la violence elle-même et des obstacles à l'accès au réseau de soutien spécialisé. Cette double articulation – contexte migratoire et violence – nécessite de développer des compétences professionnelles spécifiques.

Des pratiques qui tiennent compte du contexte migratoire...

Concernant la dimension migratoire, la faible accessibilité au réseau spécialisé de soutien pour les migrants usant de violence au sein du couple relevée dans notre étude fait écho aux difficultés identifiées par diverses autres études traitant des réticences et des obstacles auxquels se heurtent les victimes migrantes. Il s'agit notamment des craintes liées au statut administratif précaire et au risque de précarisation (Hargrove, 2006; Puig, 2002), de la méconnaissance du réseau (Egger et Schär Moser, 2008; Gillioz et collab., 1997; Vasconcelos 2005) et des barrières linguistiques (Burquier et collab., 2009; Crenshaw, 2005). Le décalage entre les pratiques professionnelles du pays d'accueil et celles découlant du modèle de référence et d'intervention de la culture d'origine suscite également une série de blocages (Cattaneo et Dal Verme 2009; Crenshaw, 2005).

Outre la connaissance des cadres légaux et administratifs, disposer de savoirs au sujet de la culture et du parcours migratoire s'avère essentiel pour cerner les appréhensions et les contraintes auxquelles font face les migrants, mais aussi les possibilités qui s'offrent à eux (Hargrove, 2006; Hénocque, 2004; Herla, 2008). Des connaissances de cet ordre permettent d'envisager des soutiens très concrets et de développer des pratiques respectueuses des normes et références culturelles (Herla, 2008). Elles offrent aussi des clés de lecture devant certaines réticences face aux pratiques thérapeutiques (Cattaneo et Dal Verme, 2009), ou encore devant des traumatismes résultant du parcours migratoire et de la violence subie (Batista Wiese et collab., 2009; Hargrove, 2006; Puig, 2002). Une intervention ciblée sur la violence exercée à l'égard du partenaire doit tenir compte de ces multiples dimensions, ceci afin de renforcer les capacités de résilience face aux difficultés rencontrées en situation de migration, y compris celles qui résultent de l'évolution de la cellule familiale et des rapports de pouvoir redéfinis entre membres du couple.

Au-delà des besoins en savoirs spécifiques, plusieurs recherches ont permis de souligner l'importance pour les intervenants de prendre conscience que leurs pratiques à l'égard des personnes d'origine étrangère ne sont pas exemptes de références culturelles et de préjugés. Il s'agit d'abord d'accepter cet état de fait (Herla, 2008). Ensuite, en se décentrant, l'intervenant peut tenir compte du cadre de référence de la personne d'origine étrangère et mobiliser les ressources de cette dernière (Hénocque, 2004). Le travail avec les membres d'une communauté étrangère exige donc de la créativité de la part de l'équipe, en acceptant notamment d'aller à la rencontre de ces personnes dans des contextes non usuels (Hargrove, 2006) ou encore de combiner différentes approches (Bolzman, 2009).

... et du recours à la violence

Selon nous, seule la combinaison de mesures judiciaires (rappel de l'interdit du recours à la violence) et de mesures thérapeutiques conduit à la cessation durable de la violence au sein du couple. Toutefois, en Suisse, la proportion de personnes usant de violence au sein du couple qui entreprennent une démarche auprès d'un service spécialisé reste faible (Egger, 2008). Les mécanismes de neutralisation (Levesque, Velicer, Castel et Greene, 2008; Mayer, 2007) qui permettent aux auteurs d'actes de violence conjugale à la fois de minimiser leur responsabilité ainsi que les risques de récidive encourus par la victime et de restaurer leur cohérence interne (ne pas se voir comme agresseur, mais comme victime) freinent leur implication dans le travail thérapeutique. Lorsqu'ils sollicitent un soutien auprès d'un service spécialisé, leur demande a une valeur principalement instrumentale : rassurer la victime, maintenir la relation ou répondre à des exigences externes (Lorenz et Anglada, 2011). Face à ces

réticences, nous pensons que les intervenants sociaux peuvent non seulement identifier les situations de violence conjugale, mais aussi susciter une réflexion pour accompagner les personnes qui en sont à l'origine à prendre contact en vue d'une intervention spécialisée. Toutefois, les professionnels du champ social semblent restreindre leurs pratiques, en recourant à ce que Hofner et Mihoubi-Culand (2008) appellent le « tout faire » ou « ne rien proposer » : soit ils renoncent à orienter et s'en remettent à la magistrature pour « contraindre » l'auteur d'actes de violence conjugale, soit ils ne passent pas le flambeau aux spécialistes et assurent eux-mêmes un suivi.

En conclusion : des propositions d'amélioration selon trois axes

Ces constats nous amènent à proposer des stratégies face aux personnes migrantes usant de violence au sein du couple qui relèvent de plusieurs axes.

Développer des procédures de détection et d'orientation des personnes usant de violence au sein du couple en intégrant une approche ethnoculturelle

Les protocoles de détection ont fait leur preuve dans le travail avec les victimes. Ils font toutefois cruellement défaut lorsqu'il est question de personnes usant de violence au sein du couple, de surcroît étrangères. Ces outils donnent aux professionnels les moyens de repérer cette violence, leur offrent des repères concrets pour identifier les personnes concernées, les aident à surmonter les appréhensions et facilitent leur positionnement professionnel lors de l'orientation (Hegarty, Taft et Feder, 2008; Hofner et Mihoubi-Culand, 2008). Les pratiques d'orientation, tout en transmettant l'information, visent à réduire le décalage entre la responsabilité que les personnes usant de violence au sein du couple sont prêtes à assumer et les exigences associées au travail avec un groupe thérapeutique. L'intervention consiste alors à convaincre les individus qu'ils ont à y gagner en s'engageant dans une démarche thérapeutique et à diminuer leurs craintes face à d'éventuelles conséquences négatives (expulsion, stigmatisation). Il s'agit, au cours de cette phase, de reconnaître l'appartenance culturelle des personnes usant de violence au sein du couple et de « s'appuyer sur les valeurs de la culture d'origine des populations concernées » (Bolzman, 2009, p. 45) pour qu'elles sollicitent ou acceptent de l'aide visant à prévenir le recours aux comportements violents.

Renforcer les pratiques communautaires au moyen de mesures d'intervention visant les communautés étrangères en étroite collaboration avec les milieux concernés

Ce renforcement (Bolzman, 2009) vise à surmonter les difficultés liées au parcours migratoire (fin de l'isolement, création de liens et de capital social, partage des ressources, etc.) en partant de la culture d'origine, mais aussi à informer au sujet des normes en vigueur (interdit du passage à l'acte, droit au soutien, etc.). Cet axe doit favoriser les pratiques permettant l'accès et l'implication des personnes migrantes usant de violence conjugale aux mesures thérapeutiques spécialisées, notamment grâce à la présence d'interprètes communautaires formés dans le champ de la violence au sein du couple. Néanmoins, il faut éviter de créer des mesures thérapeutiques réservées aux personnes d'origine étrangère, afin de prévenir toute stigmatisation et toute limitation des échanges interculturels. À titre d'exemple, la richesse des groupes thérapeutiques pour personnes usant de violence conjugale réside justement dans le partage avec des membres d'origines socioculturelles et de parcours différents (Lorenz et Anglada, 2011).

S'engager dans un débat public afin de promouvoir les conditions encadrant la création de pratiques d'intervention adaptées aux personnes migrantes dans une perspective antidiscriminatoire

Cet engagement consiste pour les professionnels à accepter, certes, un lien potentiel entre des formes de violence conjugale et un contexte migratoire, mais en même temps à réfléchir en termes de facteurs de risque, de reconnaissance de besoins spécifiques liés à une certaine vulnérabilité et de volonté de combattre une forme d'inégalité dans l'accès aux mesures thérapeutiques (Bolzman, 2009). Il s'agit alors, pour les intervenants du champ social, de s'engager pour l'élaboration d'une politique publique qui ne se limite pas aux seules réponses répressives et à l'expulsion des migrants auteurs d'actes de violence conjugale.

En conclusion, nous sommes d'avis que l'intervention sociale auprès des migrants usant de violence au sein du couple nécessite le développement de pratiques qui se situent à l'intersection de trois modèles : l'approche ethnoculturelle, l'approche communautaire et l'approche antidiscriminatoire. En associant ces approches, il devient possible de limiter les effets pervers cités par Bolzman (2009) : le relativisme culturel (ne voir dans l'acte violent qu'un problème d'appartenance socioculturelle), la ghettoïsation voire la stigmatisation des migrants usant de violence au sein du couple (ne pas favoriser par exemple les échanges interculturels) ou, enfin, la minimisation des facteurs culturels et personnels (ne s'intéresser qu'aux conditions de vie liées à la migration).

Références bibliographiques

- Acheroy, C. et Hadjaj-Castro, H. (2006). *La méthode SEPO/SWOP*. Bruxelles : COTA ASBL.
- Anglada, C. et Lorenz, S. (2007). Le traitement des auteurs de violence : contraintes privée et publique. Dans Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, *Les hommes et l'égalité* (p. 97-102). Bruxelles : Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.
- Barz, M. et Helfferich, C. (2006). *Häusliche Gewalt beenden: Verhaltensänderung von Tätern als Ansatzpunkt. Vorgehen und Wirkung von Täterprogrammen im Kontext von Interventionsprojekten gegen häusliche Gewalt in Baden-Württemberg*. Stuttgart : Landesstiftung Baden-Württemberg
- Batista Wiese, E., Van Dijk, M. et Seddik, H. (2009). La matrice familiale dans l'immigration : trauma et résilience. *Dialogue*, 185(3), 67-78.
- Belser, K. (2005). La violence domestique survient dans tous les milieux – mais dans certains peut-être un peu plus souvent. *Questions au féminin*, 1, 13-16. (Violence domestique et migration)
- Black, D., Schumacher, A., Smith, A. et Heyman, R. (1999). *Partner, child abuse risk factors literature review* [en ligne]. National Network on Family Resiliency, National Network for Health. www.nnh.org
- Bolzman, C. (2009). Modèles de travail social en lien avec les populations migrantes : enjeux et défis pour les pratiques professionnelles. *Pensée plurielle*, 2(21), 41-51.
- Broué, J. et Guévremont, C. (1999). *Intervenir auprès des conjoints violents*. Québec : Éditions Saint-Martin.
- Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG) (2012). *Feuille d'information : La violence domestique dans le contexte de la migration* [en ligne]. Berne : Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes. <http://www.ebg.admin.ch/dokumentation/00012/00442/index.html?lang=fr>
- Burquier R., Hofner M.-C., Romain N. et Mangin P. (2009). Caractéristiques des femmes victimes de violence graves dans un échantillon clinique. *Journal International de victimologie* 21, 7(3), 4-11.
- Collectif ViFa. (2000). *Violence et famille intervient auprès d'hommes ayant recours à la violence conjugale et domestique*. (Document non publié)
- Cattaneo, M. et Dal Verme, S. (2009). Conflits familiaux autour de la maternité dans la migration. *Dialogue*, 185(3), 79-89.
- Crenshaw, K. (2005). Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du genre*, 39, 51-82.
- Damba, R. et Anglada, C. (2005). Violence conjugale et hommes migrants : quelles perspectives? *Violences domestiques et migration, questions au féminin*, 1, 55-57.
- Egger, T. (2008). *Travail de consultation et programmes de lutte contre la violence destinés aux auteur-e-s de violences conjugales en Suisse*. Berne : Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Service de lutte contre la violence.
- Egger, T. et Schär Moser, M. (2008). *La violence dans les relations de couple. Ses causes et les mesures prises en Suisse*. Berne : Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Service de lutte contre la violence.
- Flick, U. (2000). *Qualitative Forschung. Ein Handbuch*. Hamburg : Rowohlt Verlag.

- Garcia Moreno, C. (2003). La violence de genre : une vision d'ensemble. Dans L. Gillioz, R. Gramoni, C. Margairau et C. Fry (dir.), *Voir et agir. Responsabilité des professionnel-le-s de la santé en matière de violence à l'égard des femmes*. Genève : Médecine et hygiène. (Cahiers médico-sociaux)
- Gillioz, L., De Puy, J. et Ducret, V. (1997). *Domination et violence envers la femme dans le couple*. Lausanne : Payot.
- Gloor, D. et Meier, H. (2004). *Frauen, Gesundheit und Gewalt im sozialen Nahraum. Repräsentativbefragung bei Patientinnen der Maternité Inselhof Triemli, Klinik für Geburtshilfe und Gynäkologie, Zürich, im Auftrag des Gleichstellungsbüros der Stadt Zürich und der Maternité Inselhof Triemli*. Berne : Edition Soziothek.
- Godenzi, A. et Yodannis, C. (1999). *Report on the economic costs of violence against women*. Fribourg : Université de Fribourg.
- Gondolf, E. (2003). Evaluating batterer counseling programs: a difficult task showing some effects and implications. *Aggression and Violent behavior*, 9, 605-631.
- Hargrove, P. (2006). Social Work Practice with Mexican Clients. *Journal of Emotional Abuse*, 6(2-3), 61-76.
- Hegarty, K., Taft, A. et Feder, G. (2008). Violence between intimate partners: working with the whole family. *BMJ*, 337, 337-351.
- Hénocque, C. (2004). Travail social et migration familiale. *Informations sociales*, 113, 92-99.
- Herla, R. (2008). *Travail social, violence conjugale et multiculturalité*. Liège : Collectif contre les violences familiales et exclusion.
- Hirigoyen, M.-F. (2005). *Femmes sous emprise. Les ressorts de la violence dans le couple*. Paris : Oh Édition.
- Hirigoyen, M.-F. (2009). De la peur à la soumission. *Empan*, 73(1), 24-30. (n° spécial : Les violences conjugales)
- Hofner, M.-C. et Mihoubi-Culand, S. (2008). Le rôle des professionnel(le)s de l'action médico-sociale dans la prévention de la violence conjugale. *Questions au féminin*, 2, 90-95.
- Hofner, M.-C., Stalder, C., Pedevilla, L., Detraz, J. et Saturno, A. (2011). *10 ans de lutte contre la violence domestique dans le canton de Vaud. Résumé de la recherche menée par l'unité de Médecine des violences sur le mandat de la Commission cantonale de lutte contre la violence domestique*. Lausanne : Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes Vaud.
- Jaquier, V. (2008). Prise en charge policière et judiciaire des violences domestiques : Méthodologie d'une première recherche exploratoire et principaux résultats. *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 61(4), 403-428.
- Jaspard, M. (2005). *Les violences contre les femmes*. Paris : La Découverte.
- Johnson, M. (2005). Domestic violence: it's not about gender – or is it? *Journal of Marriage and Family*, 67(5), 1126-1130.
- Killias, M. (2002). *Précis de criminologie*. Berne : Stampfli.
- Killias, M., Simonin, M. et De Puy, J. (2005). *Violence experienced by women in Switzerland over their lifespan: Results of the International Violence against Women Survey (IVAWS)*. Berne : Stampfli.
- Krug, E. G., Dahlberg, L. L., Mercy, J. A., Zwi, A. et Lozano-Ascencio, R. (dir.) (2002). *Rapport mondial sur la violence et la santé*. Genève : Organisation mondiale de la santé.
- Levesque, D., Velicer, W., Castel, P. et Greene, E. (2008) Resistance Among Domestic Violence Offenders. Measure Development and Initial Validation. *Violence against women*, 14(2), 158-184.
- Lorenz S. et Bigler P. (2013). Responsabilisation et dévoilement : le rôle d'un programme pour hommes auteurs de violences au sein du couple, *Pensée plurielle*, 1(32), 115 -127.
- Lorenz, S. et Anglada, C. (2011). Favoriser le changement chez des auteurs de violence dans le couple: le rôle du travail de groupe. *Revue de FESET – Journal européen de l'Éducation sociale*, 73-89.

- Mathieu, C., Bélanger, C. et Bribois, H. (2006). Thérapie de groupe pour hommes violents envers leur conjointe : abandon thérapeutique chez ces hommes. *Santé mentale au Québec*, 31, 169-187.
- Mayer, K. (2007). Männer, die Gewalt gegen die Partnerin ausüben. Dans Fachstelle für Gleichstellung Stadt Zürich, Frauenklinik Maternité, Stadtspital Triemli, Zürich, Verein Inselhof Triemli (dir.), *Häusliche Gewalt erkennen und richtig reagieren. Handbuch für Medizin, Pflege und Beratung* (p. 65-75). Berne : Verlag Hans Huber.
- Mösch Payot, P. (2008). La situation juridique actuelle en matière de violence domestique en Suisse : innovations, contexte, questions. *Questions au féminin*, 2, 22-27.
- Myers, K. (1996). Sommaire des projets de recherche et développement entrepris par les affaires correctionnelles en matière de violence conjugale. Ottawa : Solliciteur général du Canada.
- OFAS - Office Fédéral des Assurances Sociales (2012). *Monitoring AS-AI-AC : Les indicateurs de base 2005-2010* [en ligne]. <http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/zahlen/00095/03084/index.html?lang=fr>
- Paradis, L. (2012). *L'enfant, une éponge... L'enfant exposé à la violence conjugale. Son vécu, notre rôle*. Québec: Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale.
- Puig, M. E. (2002). The Adultification of Refugee Children. *Journal of human behavior in the social environment*, 5(3-4), 85-95.
- Rojas-Viger, C., (2008). L'impact des violences structurelle et conjugale en contexte migratoire : perceptions d'intervenants pour le contrer. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(2), 124-141.
- Romito, P. (2003). Comment les services sociaux et de santé répondent-ils aux besoins des femmes violentées. Dans L. Gillioz, R. Gramoni, C. Margairau et C. Fry (dir.), *Voir et agir. Responsabilité des professionnel-le-s de la santé en matière de violence à l'égard des femmes*. Genève : Médecine et hygiène. (Cahiers médico-sociaux)
- Rondeau, G., Brodeur, N. et Carrier, N. (2001). *L'intervention systémique et familiale en violence conjugale fondements. Modalités, efficacité et controverse*. Montréal et Québec : Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF). (Études et analyse n° 16)
- Rossel, R., Sorenti, I. et Jaquier, V. (2007, juillet) La violence domestique portée à la connaissance de la Police cantonale vaudoise, *Crimiscope*, 35.
- Saunders, D. G. et Parker, J. C. (1989). Legal sanction and treatment follow-through among men who batter: A multivariate analysis. *Social Work Research and Abstracts*, 25(3), 21-29.
- Seith, C. (2003) Les réponses des institutions dans les situations de violence conjugale. L'exemple de la police, des services sociaux et de la santé. Dans L. Gillioz, R. Gramoni, C. Margairau et C. Fry (dir.), *Voir et agir. Responsabilité des professionnel-le-s de la santé en matière de violence à l'égard des femmes*. Genève : Médecine et Hygiène. (Cahiers médico-sociaux)
- Schwander, M. (2006). *Violence domestique : analyse juridique des mesures cantonales*. Berne : Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.
- Séverac, N. (2009). Auteurs de violence conjugale: Sanction / éducation, deux points d'appui pour sortir de la violence. *Revue Empan, Les violences conjugales*, 73, 103-109.
- Silvestre, M., Heim, C. et Christen, M. (1999). Du traitement de la violence conjugale. *Thérapie familiale*, 20(4), 403-424.
- Steiner, S. (2004). Ausländerkriminalität am Beispiel der Häuslichen Gewalt. *Kriminalistik*, 58, 717-720.
- Vasconcelos, M. L. (2005). Campagnes de prévention des violences faites aux femmes auprès des populations migrantes à Genève. *Questions au féminin*, 1, 51-52.
- Walker, L. (2000). *The Battered Women Syndrome*. New York : Springer Publishers.

Zoder, I. (2008). *Homicide dans le couple. Affaires enregistrées par la police de 2000 à 2004*. Neuchâtel : Office fédéral de la statistique.

ARTICLE THÉMATIQUE

Les enjeux de la survisibilisation/invisibilisation de la violence en contexte familial envers les femmes issues de l'immigration

Caroline Bouchard¹ et Stéphanie Garneau¹

Résumé

Dans cet article, nous proposons d'interroger la visibilité sociale – et son envers, l'invisibilité – dans la manière dont est traitée la violence en contexte familial « occidental » et « non occidental » dans les médias, en vue de réfléchir à leurs effets potentiels en termes d'intervention auprès des femmes et des filles issues de l'immigration. À partir d'une analyse critique de 95 articles du *Globe and Mail*, du *National Post* et du *Toronto Star*, nous montrons que les populations immigrantes font l'objet d'un excès de visibilité dans les journaux lorsqu'il est question de violence envers les femmes en contexte familial et que cet excès de visibilité a pour effet paradoxal d'invisibiliser socialement celles-là mêmes auxquelles on souhaite venir en aide. Trois conséquences potentiellement nuisibles de ce double processus de survisibilisation/invisibilisation sont discutées, avant de conclure sur des pistes de recherche et d'intervention.

Rattachement des auteures

¹École de service social, Université d'Ottawa, Ottawa, Canada

Correspondance

cbouc085@uottawa.ca

Mots clés

violence en contexte familial; analyse critique du discours; médias; invisibilité; reconnaissance

Pour citer cet article :

Bouchard, C. et Garneau, S. (2013). Les enjeux de la survisibilisation/invisibilisation de la violence en contexte familial envers les femmes issues de l'immigration. *Alterstice*, 3(2), xxx-xxx.

Introduction

Selon le plus récent rapport sur la violence familiale publié par Statistique Canada (2013), plus des deux tiers (69 %) des victimes de violence familiale en 2011 étaient de sexe féminin. Pour la même année, le nombre de filles/femmes ayant subi une agression sexuelle de la part d'un membre de leur famille fut plus de cinq fois plus élevé (6 240) que le nombre de garçons/hommes (1 183). Les femmes ont également subi deux fois plus d'agressions physiques en contexte familial (45 419) que les hommes (22 372). En 2011, huit fois plus de femmes ont été tuées par leur conjoint (59) que l'inverse (7).

Selon les données officielles que nous possédons, les taux de violence chez les personnes immigrantes et les minorités visibles se situeraient près de la moyenne canadienne (Statistique Canada, 2011). En 2009, le taux de violence en contexte familial chez les immigrants était en fait légèrement inférieur à la moyenne nationale, soit 4 %. « Des proportions semblables de membres et de non-membres de minorités visibles ont dit avoir vécu de la violence conjugale (5 % par rapport à 6 %), alors que les personnes qui ont dit être un immigrant étaient moins susceptibles de déclarer avoir été victimes de violence conjugale que ne l'étaient les non-immigrants (4 % par rapport à 7 %) » (Statistique Canada, 2011, p. 12). Toujours selon Statistique Canada (2011), environ le quart des répondants qui ont dit avoir été victimes de violence ont contacté la police. « [L]es enquêtes sur la victimisation autodéclarée démontrent que moins du quart des victimes de violence conjugale (22 % en 2009) en informent la police » (Statistique Canada, 2011, p. 8). Selon ces données, plus des trois quarts des agressions ne sont donc jamais dénoncées, tant chez les immigrants et les membres des minorités visibles que dans le reste de la population canadienne, ce qui rend difficile toute évaluation des taux réels de violence familiale. Au-delà de ces difficultés à la chiffrer, force est toutefois de constater que la violence envers les femmes en contexte familial, entendue ici comme toute forme de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique envers les femmes et les enfants de la famille, y compris élargie (Tolan, Gorman-Smith et Henry, 2006; Dempsey, 2006), est encore aujourd'hui un problème de société important au Canada.

Dans la littérature, l'interprétation de la violence envers les femmes en contexte familial s'est longtemps faite, et se fait encore souvent, en plaçant l'oppression sexiste au cœur de l'analyse (Forman et Macleod, 1996; Hester, Kelly et Radford, 1996; Kelly et Lovett, 2004). Or, particulièrement lorsqu'il est question de migration, au moins deux autres facteurs sont importants pour comprendre la complexité de ce phénomène de violence : la déqualification professionnelle et la marginalisation économique d'une part, et le racisme et la discrimination d'autre part. En effet, plusieurs familles immigrantes se retrouvent dans des conditions socioéconomiques précaires provoquées par une déqualification professionnelle à la suite de leur arrivée au pays (Hachimi Alaoui, 2006). L'accès au marché du travail constitue souvent un obstacle de taille pour les nouveaux arrivants. Plusieurs se voient donc dans l'obligation d'occuper des postes peu qualifiés pour subvenir à leurs besoins. Cette situation constitue une source importante de stress pour les familles, ces dernières subissant une perte importante à la fois quant à leur statut social et quant à leur sécurité financière (Cardu, 2008).

En lien avec la déqualification professionnelle, la discrimination et le racisme représentent une seconde problématique de taille pour les familles immigrantes. Selon Cousineau et Bourdabrat (2009), la situation économique des immigrants s'est considérablement détériorée au cours des dernières années, en grande partie à cause du manque de sensibilisation des employeurs aux dangers de la discrimination et à un certain laxisme par rapport à l'application des lois antidiscriminatoires. En effet, l'Institut national d'études démographiques a mené une étude longitudinale qui a permis de démontrer que l'origine des immigrants avait une influence déterminante sur leur capacité à décrocher un emploi correspondant à leurs compétences. Selon cette étude, les travailleurs d'origine européenne ont peu de difficulté à trouver du travail, contrairement aux personnes originaires d'Afrique ou du Moyen-Orient (Piché, Renaud et Gingras, 2002). « L'accès au premier emploi est plus difficile pour les immigrants de l'Afrique subsaharienne, même en considérant leur capital humain et les divers cours suivis après leur arrivée. Le statut socioéconomique des emplois qu'ils détiennent après six mois est également touché par leur origine nationale, toute chose étant égale par ailleurs » (Renaud, Piché et Godin, 2003, p. 165).

Sans affirmer que ces facteurs puissent justifier les comportements violents, ne pas en tenir compte dans l'analyse serait négliger les sources sociales de stress, de détresse et de sentiment d'impuissance pouvant contribuer à la création d'un environnement propice à l'éclatement de la violence au sein des familles immigrantes. « Ces phénomènes peuvent placer les immigrants dans un nouveau contexte structurel violent et être vécus paradoxalement en les renforçant psychiquement ou en provoquant de la souffrance et de la fragilité. Une des manifestations en est la naissance ou l'amplification de la violence conjugale dans l'espace de la maisonnée » (Rojas Viger, 2008, p. 126).

L'approche que nous souhaitons défendre ici s'inscrit dans le sillage des théories féministes de l'intersectionnalité. Nous concevons que la violence est un phénomène complexe qui ne peut se réduire à un seul facteur d'explication dont la portée serait universellement valable. L'analyse de la violence envers les femmes en contexte familial devrait plutôt interroger simultanément les multiples formes d'oppression (sexiste, économique, raciale, etc.) au carrefour desquelles les femmes se situent et qui peuvent agir sur elles de façon particulière, selon les contextes (Kanuha, 1996; Krane, Oxman-Martinez et Ducey, 2000; Oxman-Martinez, Krane, Corbin et Loiselle-Léonard, 2002).

Dans cet article, nous proposons d'analyser la manière dont les médias traitent de la violence envers les femmes en contexte familial afin d'observer si ces diverses formes d'oppression sont analysées dans leur multiplicité et leur intersectionnalité. L'objectif derrière cette démarche est de réfléchir aux effets potentiels que peuvent avoir les modes de construction médiatique d'un problème social sur les politiques sociales et les pratiques d'intervention auprès des femmes et des filles issues de l'immigration. Pour ce faire, nous avons analysé les discours journalistiques contenus dans trois quotidiens ontariens en distinguant les propos qui concernaient la violence en contexte familial « occidental » de ceux qui concernaient la violence en contexte « non occidental ».

Si les termes « occidentaux » et « non occidentaux » ont été privilégiés en dépit de la vision dichotomique et réifiante qu'ils colportent, c'est essentiellement pour deux raisons. La première est d'ordre théorique, et renvoie au fait que nombre de chercheurs font état de la forte tendance des sociétés « occidentales » à construire leur identité collective en référence à des représentations homogènes et hégémoniques d'un Autre significatif perçu comme leur envers (Alba, 2005; Bilge, 2010a; Said, 1978). Par exemple, selon Bilge (2010b, p. 9) :

Contemporary debates over citizenship and immigrant integration are increasingly characterised by the prescriptive normativity of gender equality and sexual freedoms, articulating women's rights and gay rights to the nation to draw civilizational boundaries between Western modernity, framed as liberal and secular, and non-Western cultures, supposed to be illiberal and prone to religious fanaticism.

La seconde raison, d'ordre empirique cette fois, relève du contenu de notre matériau d'analyse. Une première lecture des articles de journaux à la source des analyses présentées ici nous a effectivement permis de confirmer cette propension à l'établissement de frontières identitaires sur la base d'une dichotomie entre un « nous » occidental et un « non-nous » qui ne l'est pas, puisqu'il s'est agi de catégories souvent mobilisées par les journalistes pour désigner la violence de l'« Autre ».

Notre appropriation de ces catégories « indigènes » ne doit toutefois pas laisser croire en leur cautionnement. Au contraire, nous verrons que le raisonnement culturaliste qui les sous-tend contient des failles ayant pour effet d'invisibiliser les autres formes d'oppression, notamment sexiste, économique et raciale, dont sont l'objet les filles et les femmes issues de l'immigration victimes de violence en contexte familial. Avant cela, nous présenterons la visibilité comme pratique sociale et exigence politique de lutte, ainsi que le rôle conféré aux médias, et donc aux discours journalistiques, dans sa production. La problématique ainsi campée, nous serons mieux à même de préciser notre stratégie de recherche ainsi que les représentations sociales de la violence en contexte familial produites et relayées dans les journaux étudiés.

Discours journalistiques, représentations et visibilité sociales

La notion de visibilité semble avoir gagné en importance lorsqu'il est question, aujourd'hui, de lutte sociale et d'action collective. Tandis que certains groupes sociaux contestent un surplus de visibilité, d'autres, par exemple les « sans-papiers », revendiquent la visibilité de leur existence et de leur cause (Siméant, 1998). Les médias

d'information jouent un rôle majeur dans l'émergence et les modalités d'exercice des luttes pour la visibilité dans les sociétés contemporaines (Thompson, 1995; Voirol, 2005). Ils conduisent au développement de nouveaux modes d'interaction sociale qui ne nécessitent plus la coprésence dans un espace physique mais peuvent être délocalisés. Les médias, dont les journaux, constituent de fait un moyen pour les individus d'une société de se représenter des phénomènes qu'ils n'ont pas expérimentés directement. Les représentations sociales médiatisées élargissent donc le bassin de modèles de comportements auxquels un individu peut se référer et s'identifier.

Cela dit, bien que les médias multiplient les repères d'identification en donnant accès à ce qui est vécu au loin, ils contribuent tout à la fois et paradoxalement à délimiter l'horizon des possibles en imposant des « formes standardisées de représentation dans lesquelles les acteurs et les énoncés doivent s'inscrire pour apparaître » (Voirol, 2005, p. 107). En effet, les discours médiatiques sont le fruit de pratiques sociales profondément inscrites dans les contextes sociaux, politiques et institutionnels (Bassiouney, 2010; Fairclough et Wodak, 1997). Les écrits journalistiques contribuent à fabriquer des représentations et des pratiques socialement et historiquement situées, mais ils sont aussi produits par ces représentations et ces pratiques (Turner, 2011). En d'autres termes, si le journaliste est doté d'un certain pouvoir de production et de médiation de l'information, il est lui aussi façonné par des valeurs et des représentations sociales, en plus d'être impliqué dans un ensemble d'enjeux et de contraintes propres aux institutions médiatiques (Voirol, 2005). Ces jeux d'influence et de contraintes peuvent jouer un rôle de (dé)légitimation idéologique en projetant sur le public des valeurs chères à certains groupes sociaux, généralement les groupes qui se trouvent dans des positions privilégiées et qui parviennent ainsi à imposer leur point de vue (Henry et Tator, 2002). Il n'est pas rare, par exemple, que les mots et les images soient choisis pour que les valeurs projetées soient dotées d'un fort potentiel de séduction, ce qui a pour effet de décrédibiliser la critique (Howitt, 1982; McGuigan, 2011). Par conséquent, les discours qui ont une portée importante sont généralement ceux qui reflètent des représentations qui jouissent déjà d'un certain succès social. Selon Pickering (2011), les médias écrits qui traitent d'enjeux contemporains reproduisent parfois des stéréotypes qui peuvent ne plus être pertinents aujourd'hui, mais qui sont encore profondément ancrés dans les représentations sociales.

Ainsi, la vision du monde d'une société peut être largement façonnée par l'angle sous lequel les médias choisissent de décrire les phénomènes qu'ils observent (Richardson, 2007). La décision des médias d'accorder peu ou pas d'attention à certains enjeux peut aussi avoir un effet très important sur les représentations sociales. On comprend dès lors que les médias d'information jouent un rôle central dans les luttes pour la visibilité. Du fait de cette participation à la construction de ce qui mérite d'être connu et de ce qui doit rester dans l'ombre, les groupements sociaux ont tout intérêt à conquérir la visibilité médiatique, non seulement pour faire entendre leurs revendications, mais aussi pour gagner la faveur de l'opinion publique et influencer sur les décisions politiques.

Stratégie de recherche : analyser des articles de journaux

L'hypothèse à la source de cet article est que les populations immigrantes font l'objet d'un excès de visibilité dans les journaux lorsqu'il est question de violence envers les femmes en contexte familial et que cet excès de visibilité a pour effet paradoxal d'invisibiliser socialement certaines femmes « non occidentales ». Afin de révéler les référents symboliques produits/relayés par certains médias autour de la violence envers les femmes en contexte familial « non occidental », nous avons retenu trois grands quotidiens publiés en Ontario : le *National Post*, le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*¹.

Nous avons formé deux corpus d'articles publiés entre le 1^{er} octobre 2003 et le 1^{er} octobre 2005, le premier comprenant les articles traitant de violence envers les femmes en contexte familial « non occidental » et le second comprenant les articles traitant de la même problématique, mais en contexte familial « occidental ». Si les discours journalistiques sur la violence envers les femmes en contexte familial « occidental » ont également été analysés, c'était dans le but de mieux éclairer, en un effet de miroir, la spécificité – s'il en est une – du traitement de la violence envers les femmes lorsqu'il s'agit de familles « non occidentales ». Nous avons placé dans le corpus « non occidental » les articles dans lesquels ce vocable était utilisé ainsi que, reprenant la définition proposée par Bilge

¹Pour une présentation plus détaillée de la méthodologie utilisée dans le cadre de ce projet de recherche, voir Bouchard (2011).

(2010b), les articles faisant référence à un « non-nous » différent des cultures catégorisées comme « occidentales ».

Pour la sélection des articles composant l'échantillon, une recherche par mots-clés fut privilégiée. Dans un premier temps, nous avons employés les mots-clés *domestic violence*, *family violence*, *abusive relationship*, *sexual assault* et *abuse*. Ces mots-clés ont fait ressortir peu d'articles traitant de violence en contexte familial « non occidental », le vocabulaire utilisé par les journalistes pour traiter de cette problématique n'étant pas le même que lorsqu'il s'agit de violence au sein de familles « occidentales ».

Il fut donc nécessaire d'élargir la recherche afin d'inclure les mots-clés *women's rights*, *violence against women* et de faire un tri manuel pour ne conserver que les articles abordant directement la violence en contexte familial. Afin de faciliter le tri manuel, une troisième série de recherche plus précise fut effectuée afin de cibler seulement les articles qui abordaient la question de la violence chez les familles « non occidentales ». Nous avons cherché les articles qui contenaient au moins un des mots-clés précédents ainsi qu'un des mots clés suivants : *immigrant*, *immigration*, *religion*, *religious*, *culture* et *cultural*.

Nous n'avons conservé que les articles rédigés par des journalistes, qu'ils soient de nature informative (p. ex. les faits divers) ou à saveur éditorialiste. Tous les écrits de lecteurs ont donc été écartés. De plus, les articles qui traitaient uniquement du financement de refuges d'urgence pour femmes victimes de violence conjugale ont été éliminés. Nous n'avons conservé les articles qui ont mentionné ce nouveau financement que lorsque leur auteur resituait la question dans le contexte du phénomène de la violence familiale en général.

En somme, 95 articles écrits par 73 journalistes différents ont été retenus, soit 30 articles du *Globe and Mail*, 26 articles du *National Post* et 39 articles du *Toronto Star*. Toutes publications confondues, 47 articles traitaient de violence envers les femmes en contexte familial « occidental » et 48 articles en contexte familial « non occidental ». La proportion des articles écrits par des hommes (47 %) était légèrement inférieure à la proportion des articles écrits par des femmes (53 %).

Le corpus d'articles sur les « non-Occidentaux » comprend à la fois les articles qui traitent de personnes vivant dans les pays « occidentaux » (31 articles) et les articles sur la violence envers les femmes en contexte familial dans les pays « non occidentaux » (17 articles). Si notre attention a également porté sur les articles de journaux portant sur la violence perpétrée envers les femmes dans les pays « non occidentaux », c'est parce que les médias, nous l'avons vu, contribuent à extirper des événements lointains de leur contexte pour les transposer localement, dans la sphère publique. Ainsi, ce qui est véhiculé sur des événements se produisant à l'étranger vient se greffer à ce qui se passe ici, pour accroître ce qui est présent sur la scène de la visibilité et ce qui est relégué en coulisse.

Pour l'analyse des données, une analyse critique du discours a été privilégiée. « CDA [*critical discourse analysis*] can be defined as being fundamentally interested in analyzing opaque as well as transparent structural relationships of dominance, discrimination, power and control as manifested in language » (Wodak et Meyer, 2009, p. 10). Cette stratégie d'analyse a donc moins visé la structure linguistique des formules que la façon dont les enjeux à l'étude ont été conceptualisés dans le discours. Il s'est agi d'exposer les paradoxes du discours et de déconstruire des discours qui se présentaient souvent comme neutres alors qu'ils étaient généralement ancrés dans des enjeux de pouvoir (Blommaert, 2005; Fairclough, 2003; Toolan, 1997; Van Dijk, 2001; Van Leeuwen, 2008).

Nous avons effectué une première lecture des articles, ce qui a permis d'identifier de manière inductive les principaux thèmes abordés par les journalistes, soit les causes de la violence envers les femmes en contexte familial et les représentations sociales de la femme victime de violence et de l'homme ayant des comportements violents. Une grille permettant une analyse plus systématique des articles en fonction des thèmes ayant émergé de la lecture initiale fut utilisée lors d'une deuxième lecture (Deslauriers, 1997). Il a été ainsi possible de dresser un portrait des discours journalistiques sur la problématique de la violence familiale. Les éléments propres aux discours portant sur les familles « occidentales » et « non occidentales » ont été identifiés, tout comme l'ont été les éléments communs aux deux corpus.

Psychologisation et culturalisation de la violence en contexte familial : des représentations contrastées entre les familles « occidentales » et « non occidentales »

Les caractéristiques individuelles et psychologiques des hommes constituent le principal facteur explicatif de la violence envers les femmes ayant cours dans les familles du « nous occidental ». Nous avons repéré trois grands thèmes qui englobent les diverses représentations des causes de la violence chez l'homme « occidental » dans les trois journaux à l'étude. D'une part, la violence est présentée comme une conséquence inévitable lorsqu'une femme entretient une relation avec un homme fondamentalement violent « qui ne changera jamais ». Il s'agirait donc d'une manifestation de la personnalité, voire de la nature profondément violente de certains hommes. Les journalistes transmettent alors aux lecteurs la grande cruauté dont ces hommes font preuve en décrivant précisément leurs gestes : « [...] *her estranged husband beat her, pushed (her) down stairs, held a knife to her throat, punched her and choked her, and carried gasoline into the house and threatened to burn it down* » (Black, *Toronto Star*, 27 août 2004). Les enfants sont également les victimes de la rage de ces hommes, qui les attaquent pour se venger et faire souffrir leur ex-conjointe à la suite d'une séparation : « *Children appear to be a new weapon in domestic abuse, with fathers killing them to punish their wives for leaving an abusive relationship* » (Priest, *The Globe and Mail*, 4 mai 2005).

D'autre part, les journaux à l'étude expliquent les comportements violents d'hommes « occidentaux » en faisant fréquemment référence à la détresse psychologique dont sont victimes ces hommes. La santé mentale est donc présentée comme un élément clé dans la compréhension des causes de la violence envers les femmes en contexte familial. Un nombre important d'articles mentionnent que l'homme violent était dépressif ou qu'il avait des idées suicidaires au moment de commettre les actes : « *Peter Currie, who suffered from depression, took his 2-year-old daughter, Alexis, to a secluded wood and slit her throat* » (Daly, *Toronto Star*, 12 mars 2005). On mentionne à plusieurs reprises que la détresse psychologique doit sans équivoque être prise en considération pour déterminer le potentiel de violence d'un homme. Parallèlement, on indique que ceux qui sont diagnostiqués avec un trouble de santé mentale à la suite d'une évaluation psychiatrique tendent à recevoir des peines allégées : « *[T]hey can often show themselves to have been in emotional distress [and] all of those things would tend to mitigate the severity of the sentence* » (Wattie et Beauchesne, *National Post*, 7 juillet 2004).

On considère enfin que dans un nombre important de cas de violence familiale, il s'agit de drames qu'on ne s'explique pas. Impossibles à prévoir, les meurtres ou tentatives de meurtre d'un homme sur une femme ou ses enfants provoquent une onde de choc auprès des proches qui n'arrivent pas à comprendre comment l'homme en est arrivé à poser un tel geste : « *Inevitably, most who knew the family have expressed astonishment at the turn of events, even close neighbors saying they would have never dreamed such a thing possible from such an apparently normal home* » (Coyle, *Toronto Star*, 27 août 2004). On considère souvent que la violence ne correspond pas à la vraie nature de l'homme qui a commis le crime puisqu'on fait état de la grande valeur de l'individu : « *Professionally, he was an expert of climate change who spoke at panels and forums. Away from the office, he was a bodybuilder with a love of outdoor sports* » (Campbell, *National Post*, 15 février 2005). Les gestes violents posés par l'homme, sans que l'on comprenne vraiment pourquoi, sont donc présentés comme le résultat d'une relation qui a mal tourné : « *Dr. Halton and Mr. Coutts met one year before her death through a mutual friend, and it was a love-at-first-sight story that turned into abuse and ended in death* » (Campbell, *National Post*, 15 février 2005).

En contrepartie, les articles analysés interprètent très majoritairement la violence envers les femmes en contexte familial « non occidental » à travers un prisme culturaliste, c'est-à-dire en rapportant les comportements violents, en un lien de causalité directe, à l'appartenance culturelle. Les causes individuelles de la violence, comme la détresse psychologique ou la dynamique relationnelle au sein d'un couple, n'apparaissent que dans l'un des articles. Tous les autres rapportent les comportements violents des hommes « non occidentaux » à leur culture ou à leur religion d'appartenance. De fait, les hommes « non occidentaux » violents sont dépeints comme perpétuant des traditions archaïques. Selon plusieurs journalistes, la manifestation la plus évidente de cet archaïsme serait le maintien de lois vieilles de plusieurs centaines d'années : « *Florin Cioaba is a man who understands his community's fragile place in the world. He appeared on Romanian television last Tuesday to defend the wedding. "As a father, I know what is good for my kids", he declared. "There are some laws that have to be respected. We Roma have a tradition to marry our children when they are minors"* » (Wiwa, *The Globe and Mail*, 4 octobre 2003).

Ce maintien des valeurs traditionnelles dans les sociétés « non occidentales » est un thème récurrent. Dans plusieurs pays étrangers, une partie de la population aurait adopté un style de vie moderne, mais refuserait de laisser de côté ses valeurs traditionnelles, que l'on considère empreintes de sexisme et de patriarcat : « *Though many of us lead a comfortable life in the 21st century – driving a car, using a cellphone, watching satellite TV – the mindset of many Saudi males is that women are useful as sex objects or for obeying orders* » (Vallis, *National Post*, 17 avril 2004). On explique aussi la violence des hommes immigrants par le fait qu'ils amènent au pays d'accueil des éléments de cette culture « non occidentale » : « *Some women who flee abuse in their country of origin end up being preyed on by others in their own ethnic communities in Canada* » (Keung, *Toronto Star*, 3 août 2004).

Plusieurs articles mentionnent la volonté de réforme de certaines sociétés « non occidentales », mais ces changements sont présentés comme étant très difficiles à réaliser car ces sociétés sont perçues comme étant divisées entre les aspirations à la modernité et les traditions : « *In Chile, where only one in three women work and divorce was only legalized last year, strong conservatism and rampant chauvinism was partly to blame keeping abusers out of the criminal justice system, women's groups say* » (Ross, *The Globe and Mail*, 30 septembre 2005). « *[T]he country struggles to reconcile ancient tribal and Islamic traditions with modern day values* » (Denyer, *National Post*, 13 décembre 2003). S'il existe encore de telles lois, c'est donc que les pays « non occidentaux » n'ont pas encore « évolué » suffisamment pour laisser de côté certaines coutumes violentes du passé.

Quoique l'archaïsme des sociétés « non occidentales » semble être le principal prisme par lequel les journalistes interprètent la violence chez les étrangers, les journalistes de notre corpus se sont aussi intéressés à l'influence de la religion musulmane, considérée comme plus violente que les autres religions, sur les comportements violents des hommes. Plusieurs considèrent la religion musulmane comme étant plus violente à cause de sa nature profondément patriarcale : « *The one common denominator is that it is strongly patriarchal* » (Wente, *The Globe and Mail*, 29 mai 2004). Les imams qui ont immigré dans les pays « occidentaux » sont souvent accusés de puiser dans les fondements d'une religion violente pour permettre aux hommes d'abuser de leur femme. On rapporte à quelques reprises la publication d'un livre écrit par un imam qui explique aux hommes comment punir leurs femmes lorsqu'elles désobéissent : « *[V]erbal warnings followed by a period of sexual inactivity could be used to discipline a disobedient wife. If that failed, he argued that, according to Islamic law, beating could be judiciously administered* » (Wilkinson, *National Post*, 29 septembre 2005). Selon plusieurs des articles étudiés, les imams contribueraient donc à assurer l'impunité des hommes lorsqu'ils commettent des actes de violence. Selon plusieurs journalistes, puisque la religion musulmane est foncièrement violente, les femmes qui sont croyantes sont contraintes d'accepter la violence qu'elles vivent. Plusieurs se résigneraient ainsi à garder le silence : « *[I]t is difficult for us to speak out because we are practicing, pro-faith Muslims* » (Hurst, *Toronto Star*, 22 mai 2004). Le fait de vouloir vivre selon les principes de sa religion, lorsque celle-là encourage la violence, aurait pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité des femmes : « *their options were already circumscribed, not by poverty or patriarchy, but by their own desire to live within their faith* » (Coyne, *National Post*, 17 septembre 2005).

Qu'ils traitent de la violence en contexte familial « occidental » ou en contexte familial « non occidental », rares sont les articles qui prennent en considération la situation de pauvreté dans laquelle vivent certaines familles pour mieux comprendre les raisons de la violence des hommes. Dans les articles qui traitent des familles « occidentales », le stress causé par une situation financière difficile n'est mentionné que par trois journalistes comme étant un facteur pouvant mener à la violence conjugale. Graeme Smith, du *Globe and Mail*, est l'un d'entre eux. Il présente les difficultés économiques récurrentes que vivent les agriculteurs au Canada et les conséquences sur la vie familiale : « *Wives take second jobs and tend market gardens to help their families survive, making their husbands feel inadequate. Wives leave their husbands for easier lives. Husbands unleash their frustration on their families, leading to abuse and divorce* » (8 septembre 2004). La grande majorité des articles qui aborde la problématique de la pauvreté s'intéresse plutôt aux difficultés économiques que vivent les femmes une fois qu'elles ont quitté un conjoint violent et le manque de ressources auquel elles doivent faire face : « *Many women who leave violent partners have no financial independance and are not able to pay for transportation to get to the services they need* » (Huffman, *Toronto Star*, 1^{er} juin 2005). En ce qui concerne le corpus des articles portant sur les familles « non occidentales », les allusions à une situation socioéconomique difficile sont encore plus rares, puisqu'un seul des articles fait un lien entre la pauvreté et la violence conjugale : « *Ekuwa Smith, author of the justice department-funded study, said economic adversity doesn't help* » (Keung, *Toronto Star*, 8 mars 2004). Les

journalistes suggèrent plutôt que des hommes « non occidentaux » posent des gestes violents qui prennent racine dans leur culture ou, lorsqu'il s'agit d'hommes de confession musulmane, leur religion.

La violence n'est certes pas l'apanage des familles défavorisées. Mais en omettant de prendre également en compte les facteurs sociaux associés à la violence conjugale, les discours journalistiques que nous avons analysés contribuent à réduire le phénomène ou bien à un désordre psychologique (familles « occidentales ») ou bien à une culture et à une religion inadaptées aux temps modernes (familles « non occidentales »). Pourquoi les hommes violents « non occidentaux » ne seraient-ils pas affectés également, comme cela est avancé pour les hommes « occidentaux », d'un trouble de santé mentale? Les regards croisés entre familles « occidentales » et « non occidentales » sur la manière dont cette forme de violence est médiatisée dans les trois quotidiens ontariens illustrent le traitement différencié (en l'occurrence culturaliste) de la violence dans les familles « non occidentales »². Nous aborderons maintenant les failles du raisonnement qui sous-tend cette lecture particulière.

Les failles d'une lecture culturaliste de la violence en contexte familial « non occidental »

Cette analyse critique des discours journalistiques dans trois quotidiens anglophones ontariens à propos de la violence perpétrée envers les femmes en contexte familial « non occidental » ne doit pas laisser penser que nous nions l'existence d'un tel phénomène. Certaines sources rapportent en effet que plus du tiers des 4 000 causes entendues devant la cour municipale du Québec sont le fait de personnes issues des communautés ethniques, la plupart du temps d'immigration récente (Zorbas, 2002). D'aucuns affirment que ces chiffres pourraient être encore plus élevés en raison de la peur et de la méconnaissance des services d'aide existants, lesquelles empêcheraient certaines femmes immigrantes violentées d'y recourir (Agnew, 1998). Cela étant dit, rappelons tout de même que l'Enquête sociale générale de Statistique Canada (2011) sur la violence en milieu familial relate que si 35 % des homicides au Canada sont commis en contexte familial et que les femmes sont trois fois plus « à risque » d'en être victimes, ces cas de violence ne sont pas proportionnellement plus fréquents dans les familles des groupes minoritaires. Les données statistiques ont une certaine « labilité » et nécessitent, pour plus de rigueur, que nous nous assurions de leur comparabilité. Quels sont les chiffres récoltés par les services de police? Ceux des tribunaux? Pour quels actes de violence? Et pour quelle ville, région ou province?

Le propre de notre propos ne tient de toute façon pas dans ce calcul empirique autour de l'ampleur avérée ou non du phénomène de la violence dans les familles « non occidentales ». Nous considérons que plusieurs formes de violence existent bel et bien dans certaines de ces familles et nous laissons à d'autres le soin d'en dresser le portrait. Si nous appréhendons de manière critique le discours journalistique dont nous avons fait ici l'analyse, c'est parce qu'il comporte trois défaillances principales sur lesquelles nous aimerions attirer l'attention car elles peuvent avoir, à notre avis, des effets pernicieux sur les filles et les femmes victimes de violence.

La première faille concerne les assises théoriques du concept même de culture ainsi mise de l'avant, lesquelles sont erronées, comme le montrent amplement depuis nombre d'années les études anthropologiques et sociologiques (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995). Si la culture a bien des effets structurants sur les manières de penser et d'agir des individus – d'ailleurs autant chez les « Canadiens » que chez les membres des autres sociétés –, elle n'est jamais complètement homogène ni immuable dans le temps et dans l'espace (Barth, 1995; Bayart, 1996). Lorsqu'on se laisse aller à une pensée culturaliste, en postulant par exemple qu'une culture ou une religion est fondamentalement violente, il est difficile, si on pousse au bout le raisonnement, de ne pas affirmer dans la foulée que tous les hommes appartenant à cette culture ont une tendance, depuis toujours et quelle que soit la société dans laquelle ils vivent, à être violents, et que toutes les femmes ont une propension à en être victimes³. Ce serait également prétendre que lorsque les hommes ne se rendent pas jusqu'aux actes, ce serait au prix d'une énorme lutte contre nature. En culturalisant la violence, c'est tout le groupe qui en est porteur qui est visé et minoré. Et, en homogénéisant culturellement, on naturalise la différence culturelle (Fassin et Fassin, 2006). Or le « contenu »

²Le traitement journalistique du phénomène de la violence en contexte familial « occidental » n'est pas non plus dénué d'effets d'(in)visibilité sociale. Pour une analyse de l'invisibilisation du patriarcat dans les sociétés « occidentales » et de ses atteintes potentielles aux revendications féministes, voir Bouchard (2011).

³De plus, cela laisse à penser que seuls les autres sont porteurs d'une culture particulière, comme si le « nous » était dépourvu de toute appartenance culturelle.

d'une culture prend toujours forme dans un contexte interactionnel, politique, historique, économique et social déterminé (Bayart, 1996).

Cette réduction « naturalisante » a pour cause et effet malencontreux l'évacuation des processus sociaux à l'origine de plusieurs situations de violence en contexte familial (comme la pauvreté, la discrimination, la stigmatisation et le racisme), ce qui constitue la deuxième faiblesse d'une explication culturaliste de la violence. Une telle appréhension du phénomène de la violence faite aux femmes en contexte familial a des effets politiques condamnables en détournant l'attention des facteurs structurels sur lesquels il conviendrait d'agir socialement pour améliorer les conditions de vie socioéconomiques de pans entiers de familles ainsi que pour sensibiliser aux différences culturelles. Le processus de naturalisation repéré dans les discours journalistiques n'épargne d'ailleurs pas la violence en situation familiale « occidentale », puisque nous avons vu que la violence y faisait le plus souvent l'objet d'une explication individuelle et biopsychologique. Le détournement de l'action publique des facteurs sociaux vecteurs de violence affecte donc aussi l'intervention auprès de femmes qui ne sont pas en situation migratoire.

La troisième faille du raisonnement culturaliste produit et relayé dans les journaux étudiés concerne les effets nuisibles concrets qu'il peut avoir sur les populations mêmes auxquelles on prétend vouloir venir en aide : les filles et les femmes issues des minorités. Il produit un double processus de survisibilisation/invisibilisation sur lequel nous aimerions maintenant nous attarder.

Survisibilisation et invisibilisation : les conséquences nuisibles des représentations homogénéisantes de la violence en contexte familial « non occidental » sur les femmes et filles issues de l'immigration

Lorsqu'il est question de violence en contexte familial, nous l'avons vu, les groupes minoritaires « non occidentaux » font l'objet d'un traitement spécifique en ce que les actions de brutalité sont le plus souvent expliquées par la culture et la religion alors que ce n'est pas le cas pour les familles dites « occidentales ». Cette attention publique particulière produit une survisibilité des populations issues de l'immigration, puisque ces dernières deviennent partie prenante d'un univers culturel réifié, défini à gros traits comme étant celui du patriarcat, de la barbarie et de l'archaïsme. Cet excès de visibilité sociale s'apparente à un « déni de reconnaissance » au sens de Renault (2007, p. 202), puisque l'Autre est ainsi renvoyé à ce qu'il a de plus étranger à soi et, surtout, puisque cet Autre se résume à cette représentation globale et forcément stéréotypée. Pis encore : en rapportant les comportements de certains hommes « non occidentaux » violents à leur culture ou religion d'appartenance, en faisant donc de cette culture ou de cette religion une entité unique et homogène, ce sont ses autres membres, non violents, qui sont alors dénués d'existence. La question de la visibilité ne doit pas être confondue ici avec celle de la reconnaissance. Tandis que la visibilité sociale correspond aux « modes d'apparition mutuels par lesquels les acteurs sociaux viennent à exister les uns pour les autres » (Voirol, 2005, p. 112), la reconnaissance appelle une relation intersubjective qui, par la validation d'une reconnaissance réciproque entre deux individus ou deux groupes d'individus, leur permettent de se constituer en sujet et de développer un rapport positif à soi (Honneth, 1992; Renault, 2004). Nous comprenons dès lors qu'un individu ou un groupe d'individus invisible n'intervient donc aucunement dans cette interaction, et qu'il est donc d'emblée rejeté de toute possibilité de reconnaissance. En d'autres mots, sa reconnaissance ne lui est même pas déniée : il est tout simplement dénué d'existence.

Trois conséquences nuisibles pour les filles et femmes issues de l'immigration et violentées en contexte familial peuvent potentiellement découler de la survisibilisation dont sont l'objet, dans les discours analysés, la culture et la religion des familles « non occidentales » qui connaissent de la violence masculine. L'excès de visibilité des identités culturelles minoritaires, lorsqu'il est question de violence faite aux femmes en contexte familial, peut avoir pour première conséquence inattendue d'encourager le recours à un « prisme culturaliste » comme agent disculpant les hommes, avec pour effet subséquent de mépriser socialement les femmes victimes de violence. En effet, la tendance à la culturalisation des rapports sociaux et la prégnance de représentations stéréotypées de la violence faite par des hommes issus des minorités racisées sur « leurs » femmes, dont les journalistes se sont fait le relais dans notre corpus d'articles, peut paradoxalement masquer un autre axe de minoration : celui basé sur le genre. Dans un article portant sur les représentations de la violence contre les femmes des minorités dans le système de

justice canadien, Bilge (2006a) rapporte des cas de jugement où un homme d'une minorité culturelle a vu sa peine réduite pour un crime commis sur une femme de la même appartenance culturelle sous le prétexte de mœurs et coutumes présumées de cette culture en matière de relations hommes-femmes et de sexualité. Si les affaires de « meurtres d'honneur » ont rarement bénéficié d'un traitement d'exception basé sur l'« information culturelle » dans les tribunaux canadiens, dans d'autres actes de violence, notamment des cas de viol, la culture a pu servir de circonstances atténuantes au nom du respect de la diversité culturelle, déniaient dans la foulée toute reconnaissance à l'identité de genre (et au statut de victime de sévices sexuels) aux femmes de ces mêmes groupes culturels. La femme victime de violence d'un ou de plusieurs hommes disparaît derrière son identité culturelle.

Cette survisibilisation des groupes minoritaires « non occidentaux » peut produire non seulement un déni de reconnaissance de la femme « non occidentale », mais elle a directement des effets d'invisibilisation des femmes et des filles issues de l'immigration (ainsi d'ailleurs que d'autres personnes vulnérables en leur sein, comme les personnes non hétérosexuelles, les enfants de sexe masculin, etc.). Ce sont les femmes « non occidentales » qui souhaiteraient s'élever contre la violence dont elles peuvent être victimes sans avoir à renoncer à leur identité culturelle ou religieuse qui sont ainsi invisibilisées. La deuxième conséquence plausiblement nocive de ce double processus de survisibilisation/invisibilisation est donc de priver de voix, d'isoler et d'enfermer toujours plus avant des femmes et filles issues de l'immigration victimes de violence dans une situation familiale où elles sont en danger.

La question de la violence faite aux femmes en contexte d'immigration ne manque pas de rappeler l'opposition entre le féminisme et le multiculturalisme, qui a lieu autant dans les débats publics que dans les discussions d'intellectuels⁴. Les termes de cette opposition sont d'ailleurs entièrement contenus dans le point que nous venons à l'instant de développer en recourant à ces cas-limites de la jurisprudence, puisque le droit de pratiquer sa culture et sa religion, que veulent notamment protéger les politiques sur le multiculturalisme, peut bel et bien entrer en conflit avec les droits et les revendications des femmes dans leur lutte pour l'égalité des sexes. Cette manière antinomique de poser le problème risque toutefois de fausser les termes de la réflexion car, en forçant à faire un choix – en cas de conflit, préséance à l'égalité des sexes ou préséance à l'égalité des cultures ? –, l'identité culturelle et l'identité de genre apparaissent comme des entités mutuellement exclusives. De ce fait, lorsqu'une culture ou une religion est représentée dans les médias comme foncièrement violente, souvent par le biais de ses représentants masculins, cela place les femmes qui ont cette culture ou cette religion en partage et qui sont victimes de violence de la part de « leurs » hommes devant l'obligation de faire un choix déchirant : ou bien elles renoncent à leur identité culturelle et religieuse « à la source » de leur malheur pour embrasser la perspective d'un féminisme « classique » (libéral et universaliste, pour ne pas dire blanc et occidental) et défendre leur identité de femme meurtrie, ou bien elles ne veulent pas le faire (souvent parce qu'elles sont également sensibles au racisme que vivent « leurs » hommes ou parce qu'elles se disent et se sentent appartenir à la culture ou à la religion décriée) et elles sont alors condamnées à subir en silence leur malheur (Bilge, 2006b). Il y a certes des femmes qui prennent la première décision, comme certaines qui, originaires de confession musulmane, prennent la parole dans l'espace public pour condamner le caractère « archaïque » de cette religion. Mais pour les autres, celles qui souhaiteraient combattre la violence dont elles sont victimes en raison de leur identité de genre tout en n'ayant pas à renier, trahir ou pourfendre leur identité culturelle ou religieuse, leur voix n'est pas entendue. L'évocation même de leur existence paraît une aberration. Sans voix, elles sont confinées au silence et au repli sur soi et sont ainsi maintenues dans le danger. En effet, comment, dans de telles circonstances, leur serait-il possible de trouver, voire même de chercher, les services d'aide adaptés ? Sokoloff et Dupont (2005) soulignent d'ailleurs qu'en raison de la peur du traitement injuste que pourrait recevoir leur conjoint, certaines femmes choisissent de ne pas aller chercher de l'aide.

⁴Le débat a notoirement opposé Susan Moller Okin (1997) à Chandran Kukathas (2001), mais des critiques se sont fait entendre dès la parution du texte de Okin dans le numéro de la *Boston Review* où il a été publié en 1997. Il a, depuis, largement dépassé la sphère universitaire.

Enfin, la troisième conséquence potentielle de cette survisibilité d'une « culture » médiatisée comme violente et de l'invisibilité de ces femmes et filles issues de l'immigration qui souhaiteraient dénoncer la violence dont elles font l'objet en contexte familial sans avoir à renier une partie de soi est la production d'un rapport négatif à soi. Selon Voirol (2005, p. 117-118) :

Les acteurs invisibles sont privés d'attention, ne font pas l'objet d'une quelconque considération, pas même celle de la stigmatisation; ils se trouvent exclus, non seulement des relations de reconnaissance, mais des relations tout court. Autrement dit, il y a une forme de mépris extrême qui passe par le silence et l'invisibilité dans l'espace d'apparition publique et qui surpasse de loin les formes de mépris s'exprimant par l'insulte, le dénigrement et la dévalorisation.

Si l'invisibilité sociale peut conduire à des « luttes pour la visibilité », à sortir du silence pour dénoncer publiquement et collectivement le tort vécu, force est de concéder que la population qui nous intéresse ici se trouve dans une situation d'extrême vulnérabilité. L'alternative à une lutte pour la visibilité – difficile à engager s'il faut pour cela affronter la honte de son identité culturelle ou nier une partie de soi – peut alors être la « mortification identitaire », laquelle se donne à voir de diverses manières : désocialisation extrême et réduction du sens de l'existence conduisant à la seule satisfaction des besoins primaires, haine de soi accompagnée de comportements autodestructeurs ou encore violence envers autrui ou son environnement (Renault, 2004). Ces femmes à l'identité personnelle dépréciée, à la fois comme femme par « leurs » hommes et comme culturellement autre par la société majoritaire, risquent de développer divers troubles les condamnant toujours plus avant à l'isolement. Si les causes de la violence des hommes en contexte familial ne sont jamais réductibles à un phénomène biopsychologique, leurs liens possibles en termes de manifestations psychologiques chez celles qui en sont victimes ne peuvent être niés (Golding, 1999; Humphreys, Regan, River et Thiara, 2005; Humphreys et Thiara, 2003).

Conclusion : quelles pistes pour les journalistes, les intervenants sociaux et les chercheurs?

En survisibilisant certaines cultures ou religions comme causes de la violence en contexte familial « non occidental », donc en médiatisant les populations – prioritairement les hommes – appartenant à ces cultures ou religions comme fondamentalement ou potentiellement violentes, ce sont les individus non violents de ces mêmes groupes qui se trouvent à être niés dans leur existence. Parmi ces individus invisibilisés se trouvent celles-là mêmes qui ont besoin d'aide, les filles et les femmes victimes de brutalité dans leur famille. Mais il se trouve une frange de cette population qui est encore plus dénuée d'existence : les femmes et les filles victimes de violence dans leur famille qui voudraient dénoncer leur(s) bourreau(x) tout en pouvant légitimement et fièrement continuer de revendiquer leur appartenance culturelle ou religieuse.

De là à affirmer que ces processus de survisibilisation/invisibilisation se vérifient dans les pratiques d'intervention sociale, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Si les représentations sociales relayées dans les médias circulent également dans la société, en amont et en aval de leur diffusion, on ne peut présumer de l'ampleur et de la nature de l'influence des discours journalistiques sur la population (Charaudeau, 1997; Dittmar et von Stutterheim, 1985; Howitt, 1982; McGuigan, 2011; Wilson, Gutiérrez et Chao, 1995). Trois raisons principales peuvent être convoquées pour inviter à la prudence quant au lien à établir entre les discours médiatiques et les pratiques d'intervention.

Premièrement, les individus sont dotés de capacité de jugement et d'interprétation critique de ce qu'ils lisent, voient ou entendent (Manjarrés, 2007). Affirmer que les médias exercent un pouvoir unilatéral sur le public, ce serait partir du postulat contestable que ce dernier est une coquille vide et se laisse remplir inéluctablement, incapable de réflexivité.

Deuxièmement, la population civile n'est pas une et uniforme. Si à tout hasard il était vérifié par un sondage que les représentations de la violence en contexte familial « non occidental » qui sont véhiculées dans les journaux trouvent une résonance dans l'opinion publique, il resterait encore à vérifier s'il en va de même dans le monde spécifique de l'intervention auprès des femmes violentées. La société civile ne forme pas une masse indifférenciée, et elle doit plutôt être appréhendée comme un ensemble formé d'univers normatifs pluriels.

Enfin, des sociologues et politologues de l'action publique remettent depuis plusieurs années en cause le postulat selon lequel les idées influenceraient les pratiques (Desage et Godard, 2005; Musselin, 2000). Même si le discours auquel se réfèrent eux-mêmes les « acteurs de terrain » sur leurs pratiques peut sembler faire écho aux catégories sociales médiatisées dans les journaux, rien ne nous empêche d'émettre l'hypothèse qu'il puisse y avoir des décalages, voire des contradictions, entre les idées et leur traduction en actions (Oxman-Martinez et Krane, 2005). Il devrait être du ressort de la recherche que d'identifier les cadres concrets, idéels tant que matériels, qui modulent les interventions telles qu'elles se donnent vraiment à voir plutôt que de supposer que ces dernières s'inspirent directement des catégories disponibles dans l'espace médiatisé.

Si ces trois éléments doivent être pris en considération et nous inciter à la prudence quant aux liens à faire entre représentations médiatisées dans les journaux et pratiques concrètes d'intervention, ils invitent néanmoins à une profonde réflexion sur les méthodes de recherche, les pratiques d'intervention et le travail journalistique. Ils appellent en effet les chercheurs à mettre en place des dispositifs de recherche ethnographique facilitant l'appréhension de l'intervention en situation, de manière à révéler les catégories normatives effectives tout autant que les configurations de relations, jamais dépourvues de pouvoir, qui concourent à produire telles ou telles pratiques d'intervention et leurs effets. Ils invitent également les concepteurs de politiques sociales et les intervenants à réfléchir, dans leurs pratiques quotidiennes, à la part d'invisibilité contenue dans les programmes d'intervention et les politiques sociales et à la possibilité qu'elle ait des conséquences sur les acteurs individuels et collectifs auxquels ils viennent en aide.

Sans postuler que la presse écrite dans son ensemble adopte une lecture culturaliste du phénomène, puisque les discours journalistiques sont également un lieu où sont discutées des visions du monde en opposition, nos réflexions invitent les journalistes qui seraient tentés par le prisme culturaliste à réinjecter dans leurs analyses la complexité des facteurs sociaux qui entrent dans la production de la violence envers les femmes en contexte familial. Même si les processus culturels structurent en partie les façons de penser (et de commettre) la violence, d'ailleurs tant dans les sociétés « non occidentales » que dans les sociétés « occidentales », la violence ne se réduit jamais à la culture vue comme une substance. En adoptant une lecture plus structurelle de la violence envers les femmes en contexte familial « non occidental », les différents acteurs des médias préviendraient les processus, même non intentionnels, de survisibilisation et d'invisibilisation culturelles identifiés dans cet article. C'est en reconnaissant l'imbrication des diverses formes d'oppression qu'on pourra éviter de vulnérabiliser davantage les filles et les femmes issues de l'immigration qui sont violentées en contexte familial.

Références bibliographiques

- Agnew, V. (1998). *In search of a safe place: abused women and culturally sensitive services*. Toronto : University of Toronto Press.
- Alba, R. (2005). Bright vs. Blurred boundary: Second-generation assimilation and exclusion in France, Germany, and the United States. *Ethnic and racial studies*, 28(1), 20-49.
- Barth, F. (1995 [1969]). Les groupes ethniques et leurs frontières. Dans P. Poutignat et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité* (p. 203-249). Paris : Presses universitaires de France.
- Bassiouny, R. (2010). *Arabic and the media. Linguistic analysis and applications*. Boston : Brill.
- Bayart, J.-F. (1996). *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard.
- Bilge, S. (2006a). Behind the "culture" lens. Judicial representations of violence against minority women. *Canadian woman studies*, 25(1-2), 173-180.
- Bilge, S. (2006b). Le dilemme genre/culture ou comment penser la citoyenneté des femmes minoritaires au-delà de la doxa féminisme/multiculturalisme ? Communication présentée au colloque du Conseil du statut de la femme Diversité de foi / Égalité de droits, Montréal, Canada.
www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-28-353.pdf

- Bilge, S. (2010a). "...alors que nous, Québécois, nos femmes sont égales à nous et nous les aimons ainsi" : la patrouille des frontières au nom de l'égalité de genre dans une "nation" en quête de souveraineté. *Sociologie et sociétés*, 42(1), 197-226.
- Bilge, S. (2010b). Beyond subordination vs. resistance: an intersectional approach to the agency of veiled muslim women. *Journal of intercultural studies*, 31(1), 9-28.
- Blommaert, J. (2005). *Discourse: key topics in sociolinguistics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Bouchard, C. (2011). *Les représentations sociales de la violence au sein des familles occidentales et non-occidentales. Analyse critique comparative du discours journalistique lors du débat autour de la mise sur pied de tribunaux d'arbitrage islamiques pour les litiges familiaux en Ontario* (mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, Canada).
- Cardu, H. (2008). Construction identitaire professionnelle et interaction en contexte de transition culturelle : l'étude d'un cas. *Connexions*, 89(1), 171-180.
- Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Paris : Nathan.
- Cousineau, J.-M. et Bourdabat, B. (2009). La situation économique des immigrants au Québec. *Relations industrielles*, 64(2), 230-249.
- Dempsey, M. (2006). What counts as domestic violence? a conceptual analysis. *William and Mary Journal of women and the law*, 12(2), 300-333.
- Desage, F. et Godard, J. (2005). Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales. *Revue française de science politique*, 55(4), 633-661.
- Deslauriers, J.-P. (1997). L'induction analytique. Dans J. Poupart et collab. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 125-152). Montréal : Gaëtan Morin éditeur.
- Dittmar, N. et von Stutterheim, C. (1985). On the discours of immigrant workers: interethnic communication and communication strategies. Dans T. Van Dijk (dir.), *Handbook of discourse analysis* (p. 125-152). Montréal : Academic Press.
- Fairclough, N. (2003). *Analysing discourse: textual analysis for social research*. New York : Routledge.
- Fairclough, N. et Wodak, R. (1997). Critical discourse analysis: An overview. Dans T. Van Dijk (dir.), *Discourse studies, a multiplinary introduction* (p. 67-97). Londres : Sage.
- Fassin, D. et Fassin, E. (2006). Conclusion. Éloge de la complexité. Dans D. Fassin et E. Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale? Représenter la société française* (p. 249-259). Paris : La Découverte.
- Forman, J. et Macleod, J. (1996). Working against violence against women and children. Dans H. Bradby (dir.), *Defining violence: understanding the causes and effects of violence* (p. 27-43). Aldershot et Brookfield : Avebury.
- Golding, J. (1999). Intimate partner violence as a risk factor for mental disorders: a meta-analysis. *Journal of family violence*, 14(2), 99-132.
- Hachimi Alaoui, M. (2006). « Carrière brisée », « carrière de l'immigrant » : le cas des Algériens installés à Montréal. *Les Cahiers du Gres*, 6(1), 111-122.
- Henry, F. et Tator, C. (2002). *Discourse of domination: racial biais in the canadian English-language press*. Toronto : University of Toronto Press.
- Hester, M., Kelly, L. et Radford, J. (dir.) (1996). *Women, violence and male power*. Buckingham : Open University Press.
- Honneth, A. (1992). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Le Cerf.
- Howitt, D. (1982). *The mass media and social problems*. Toronto : Pergamon Press.

- Humphreys, C., Regan, L., River, D. et Thiara, R. (2005). Domestic violence and substance use: tackling complexity. *British journal of social work*, 35, 1303-1320.
- Humphreys, C. et Thiara, R. (2003). Domestic violence and mental health: "I call it symptoms of abuse". *British journal of social work*, 33(2), 209-226.
- Kanuha, V. (1996). Domestic violence, racism and the battered women's movement in the United States. Dans J. Eldeson et Z. Eisikovits (dir.), *Future interventions with battered women and their families* (p. 34-50). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Kelly, L. et Lovett, J. (2004). What a waste: an argument for an integrated approach to violence against women. Londres : London Metropolitan University, Child and Woman Abuse Unit.
- Krane, J., Oxman-Martinez, J. et Ducey, K. (2000). Violence against women and ethnoracial minority women: examining assumptions about ethnicity and "race". *Canadian ethnic studies*, 32(3), 1-18.
- Kukathas, C. (2001). Is feminism bad for multiculturalism? *Public affairs quarterly*, 15(2), 83-98.
- Manjarrés, N. (2007). Critical discourse analysis: a review of the critique. *Lenguaje*, 35(1), 219-242.
- McGuigan, J. (2011). Apprentices to cool capitalism. Dans J. Richardson et J. Burridge (dir.), *Analysing media discourse* (p. 35-45). New York : Routledge.
- Musselin, C. (2000). *The role of ideas in the emergence of convergent higher education policies in Europe: the case of France*. Cambridge, Mass : Harvard University, Center for European Studies, (Working Paper Series n° 73)
- Okin, S. (1997). Is multiculturalisme bad for women? [en ligne]. *Boston Review*, 22. <http://new.bostonreview.net/BR22.5/okin.html>
- Oxman-Martinez, J., Krane, J., Corbin, N. et Loiselle-Léonard, M. (2002). *Competing conceptions of conjugal violence – insights from an intersectional framework*. Montréal : Centre d'études appliquées sur la famille, Université McGill et Immigration et métropoles.
- Oxman-Martinez, J. et Krane, J. (2005). Un décalage entre théorie et pratique? Violence conjugale et femmes issues des minorités ethniques. *Journal international de victimologie*, 3(3), 1-14.
- Piché, V. Renaud, J. et Gingras, L. (2002). L'insertion économique des nouveaux immigrants dans le marché du travail à Montréal : une approche longitudinale. *Population*, 37(1), 63-89.
- Pickering, M. (2011). Apprentices to cool capitalism. Dans J. E. Richardson et J. D. Burridge (dir.), *Analysing media discourse* (p. 87-98). New York : Routledge.
- Poutignat, P. et Streiff-Fenart, J. (1995). *Théories de l'ethnicité*. Paris : Presses universitaires de France.
- Renault, E. (2004). *L'expérience de l'injustice : reconnaissance et clinique de l'injustice*. Paris : La Découverte.
- Renault, E. (2007). What is the use of the notion of the struggle of recognition? *Revista de ciencia politica*, 27(2), 195-205.
- Renaud, J., Piché, V. et Godin, J.-F. (2003). L'origine nationale et l'insertion économique des immigrants au cours de leurs dix premières années au Québec. *Sociologie et sociétés*, 35(1), 165-184.
- Richardson, J. E. (2007). *Analysing Newspapers*. New York : Palgrave Macmillan.
- Rojas Viger, C. (2008). L'impact des violences structurelle et conjugale en contexte migratoire : perceptions d'intervenants pour le contrer. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(2), 124-141.
- Said, E. (1978). *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*. Paris : Seuil.
- Siméant, J. (1998). La cause des sans-papiers, Paris : Presses de la Fondation nationale de science politique.
- Sokoloff, N. et Dupont, I. (2005). Domestic violence at the intersection of race, class, and gender: challenges and contribution to understanding violence against marginalized women in diverse communities. *Violence against women*, 11(38), 38-64.

- Statistique Canada (2011). *La violence familiale au Canada : un profil statistique*. Ottawa : Statistique Canada. (n°85-224-X)
- Statistique Canada (2013). *La violence familiale au Canada : un profil statistique, 2011*. Ottawa : Statistique Canada. (n°85-002-X)
- Thompson, J. (1995). *The media and modernity. A social theory of the media*. Cambridge : Polity Press.
- Tolan, P. Gorman-Smith, D. et Henry, D. (2006). Family violence. *Annual review of psychology*, 57, 557-583.
- Toolan, M. (1997). What is critical discourse analysis and why are people saying such terrible things about it? *Language and literature*, 6(2), 83-103.
- Turner, G. (2011). "The road to the lesbian nation is not an easy one" : "us" and "them" in Diva magazine. Dans J. Richardson et J. Burridge (dir.), *Analysing media discourse* (p. 99-110). New York : Routledge.
- Van Dijk, T. A. (2001). critical discourse analysis. Dans D. Schiffrin, D. Tannen et H. Hamilton (dir.), *Handbook of discourse analysis*. Malden, Mass : Blackwell.
- Van Leeuwen, T. (2008). *Discourse and practice: new tools for critical discourse analysis*. Oxford : Oxford University Press.
- Voirol, O. (2005). Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique. *Réseaux*, 1(129-130), 89-121.
- Wilson, C., Gutiérrez, F. et Chao, L. (2003). *Racism, sexism and the media*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Wodak, R. et Meyer, M. (2009). Critical discourse analysis: history, agenda, theory and methodology. Dans R. Wodak et M. Meyer (dir.), *Methods of critical discourse analysis* (p. 1-34). Londres : Sage Publications.
- Zorbas, V. (2002). Le programme « Côté cour ». Dans J. Oxman-Martinez et N. Lapierre Vincent (dir.), *Statut précaire d'immigration, dépendance et vulnérabilité des femmes à la violence : les impacts sur leur santé* (p. 73-75). Montréal : Centre d'études appliquées sur la famille, Université McGill et Immigration et métropoles.

ARTICLE THÉMATIQUE

Politiques d'immigration : femmes et violence conjugale dans le contexte québécoisSastal Castro Zavala¹**Résumé**

Si les femmes immigrèrent presque dans la même proportion que les hommes, elles sont plus vulnérables qu'eux à la violence et à l'exploitation. Les résultats de recherches réalisées auprès de femmes immigrantes et d'intervenantes sociales montrent que l'immigration peut entre autres déclencher ou augmenter la vulnérabilité des femmes à la violence conjugale. Cet article met l'accent sur la manière dont les politiques d'immigration interagissent avec d'autres formes d'oppression dans la vie des femmes immigrantes et donc participent à cette vulnérabilisation. À partir d'une recension des écrits sur la violence conjugale en contexte d'immigration et de documents sur l'impact des politiques d'immigration sur les droits des femmes, et en utilisant la théorie féministe intersectionnelle comme cadre d'analyse, nous traitons de la problématique de la violence conjugale en contexte d'immigration. Cela nous permet d'expliquer comment des facteurs comme le statut d'immigration, le genre, la classe sociale ou la race placent les femmes, notamment immigrantes, dans une position sociale qui les vulnérabilise davantage à la violence conjugale.

Rattachement de l'auteur¹Université Laval, Québec, Canada**Correspondance**

sastal.castro-zavala.1@ulaval.ca

Mots clés

violence conjugale, femmes immigrantes, théorie féministe intersectionnelle, politiques d'immigration du Canada

Pour citer cet article :

Castro Zavala, S. (2013). Politiques d'immigration : femmes et violence conjugale dans le contexte québécois. *Alterstice*, 3(2), 97-109.

Introduction

La violence conjugale à l'égard des femmes est reconnue par différentes organisations internationales comme un problème de santé publique, mais aussi comme une atteinte aux droits des femmes. Les résultats de recherches dans différents pays montrent des variations de 9 % à 71 % de la prévalence de la violence conjugale — physique ou sexuelle — à l'égard des femmes (García-Moreno, Jansen, Ellsberg, Heise et Watts, 2006; Johnson, Ollus et Nevala, 2008). Au Canada, et plus spécifiquement au Québec, les taux de prévalence de violence conjugale sont respectivement de 6 % et de 5 % (Laroche, 2007). Quant à cette prévalence chez les immigrantes, deux recherches utilisant des données secondaires de l'Enquête Sociale Générale (ESG 1999) sur la violence et la victimisation concluent que les femmes immigrantes en provenance de pays dits en voie de développement présentent des taux de violence conjugale plus élevés que les femmes immigrantes issues de pays dits développés (Brownridge et Halli, 2002) et que les femmes non-immigrantes (Hyman, Forte, Du Mont, Romans et Cohen, 2006) (respectivement 5,5 %, 2,4 % et 3,7 %). Ces variations de taux peuvent s'expliquer par la position des femmes dans la société et par certaines sources d'oppression présentes dans leur vie. En plus de subir les effets des inégalités de genre vécues par les femmes en général, les immigrantes font en effet face à des défis liés au contexte d'immigration comme l'isolement social, la méconnaissance des langues officielles, la précarité économique, la déqualification professionnelle, le racisme et la discrimination (Marchand et Ricci, 2010; Rojas Viger, 2008).

La théorie intersectionnelle permet de comprendre la violence conjugale en contexte d'immigration en mettant en évidence les divers types d'oppression dans la vie des femmes immigrantes. Dans ce contexte, les politiques d'immigration occupent une place centrale. Elles agissent comme une forme de violence structurelle qui augmente le risque de violence conjugale. Ces politiques placent en effet certaines femmes dans une position d'inégalité de pouvoir et de dépendance face à leur conjoint (Alaggia, Regehr et Rishchynski, 2009; Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Côté, Kérisit et Côté, 2001; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998). Un statut d'immigration précaire est alors susceptible de réduire les droits des femmes sur le territoire et leur éligibilité aux différents programmes et services (Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Côté et collab., 2001; Merali, 2009). Cela peut avoir un impact sur les réponses des femmes immigrantes à la violence conjugale et sur les stratégies d'intervention déployées par les intervenantes pour répondre à leurs besoins. Bien que la modification de certaines politiques d'immigration canadiennes et québécoises vise une meilleure protection des femmes, ces dernières continuent à subir les conséquences de ces oppressions.

La théorie intersectionnelle va par voie de conséquence permettre d'analyser la manière dont les politiques d'immigration continuent à perpétuer, de manière indirecte, des inégalités de genre, de classe et de race en plaçant les femmes immigrantes dans ces positions de vulnérabilité. Cette théorie permet de mieux saisir les conséquences de la trajectoire migratoire, du processus de rétablissement et d'intégration et, à long terme, d'analyser le processus d'acquisition de tous les droits liés à la citoyenneté.

L'approche féministe intersectionnelle comme cadre d'analyse de la violence conjugale en contexte d'immigration

La théorie intersectionnelle émerge comme une critique du féminisme radical et de sa marginalisation de la réalité des femmes noires (Crenshaw, 1991 et 2005; Ludvig, 2006). À cette critique s'ajoutent les voix des féministes qui remettent en question le manque de considération du féminisme traditionnel pour la réalité des femmes racisées et de diverses origines, qu'elles soient autochtones, noires, latino-américaines, asiatiques ou autres. En d'autres termes, elles suggèrent de s'interroger sur les situations de ces femmes par rapport à la pauvreté, au racisme, au colonialisme et au capitalisme (Corbeil et Marchand, 2007; Sokoloff, 2008).

Selon cette théorie, les axes de la différenciation sociale — race, genre, classe, langue, couleur de peau, pays d'origine, ethnicité, âge, statut d'immigration, etc. — s'imbriquent et se déterminent de manière simultanée et interactive, en produisant divers systèmes d'oppression (Bilge, 2009; Stasiulis, 1999). Cette approche favorise l'analyse des expériences différenciées des femmes victimes de violence conjugale. Par exemple, les femmes relevant d'une catégorie d'oppression spécifique ne forment pas un groupe homogène. Les variations relèvent de leur histoire personnelle, familiale et sociale, de leur niveau d'éducation, de leur revenu, de leur santé, etc. (Davis,

2008; Oxman-Martinez et Krane, 2005). Bien que le genre soit central pour comprendre la violence conjugale envers les femmes (Marchand et Ricci, 2010 ; Osmani, 2002), l'analyse doit considérer les interactions entre l'oppression liée au genre et les autres catégories d'oppression présentes dans la vie des femmes.

La théorie féministe intersectionnelle a été utilisée par différentes auteures dans l'analyse de la violence conjugale en contexte d'immigration (Bograd, 2005; Corbeil et Marchand, 2007; Crenshaw, 1991 et 2005; Oxman-Martinez et Krane, 2005; Sokoloff, 2008; Yllo, 2005). En plus de subir les effets de la domination masculine, les femmes immigrantes sont susceptibles de vivre une répartition inégale du pouvoir, de ne pas avoir accès à certains privilèges ainsi que d'être désavantagées par rapport aux femmes du pays d'accueil. Le changement de contexte social peut multiplier les oppressions dont les femmes sont victimes et diminuer leur capacité à faire face à différentes formes de violence (Marchand et Ricci, 2010; Oxman-Martinez et Krane, 2005; Yllö, 2005). Pour les femmes immigrantes, la demande d'aide et de protection peut impliquer de grands risques, au-delà des représailles de l'agresseur (Bograd, 2005). Les femmes qui décident de quitter la relation de violence pourraient en effet se retrouver sans statut d'immigration légal, avec des droits limités, et même être soumises à des mesures de renvoi du pays. Le statut d'immigration octroie des droits, des obligations et des privilèges. Les femmes ayant un statut d'immigration précaire¹ ne bénéficient pas des mêmes droits sur le territoire que celles qui ont un statut de résidente permanente et elles peuvent être de ce fait exclues de certains programmes et services sociaux (Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Ingram, McClelland, Martin, Caballero, Mayorga et Gillespie, 2010).

Toutefois, l'entrecroisement des catégories de différences s'avère aussi une source de résistance et d'émancipation (*empowerment*) pour les membres de groupes subordonnés (Crenshaw, 1991 et 2005; Davis, 2008; Stasiulis, 1999). La reconnaissance de l'identité complexe des femmes permet de faire la lumière sur les aspects qui peuvent favoriser cette émancipation. Comme le signale Williams, « cette dissection de la toile des oppressions permet de mettre en exergue les comportements et les stratégies de résistance développées par ces dernières [les femmes] et, *a posteriori*, de tisser la trame qui favorisera leurs différents modes d'*empowerment* » (cité par Corbeil et Marchand, 2007, p. 8). Par exemple, les femmes pourront se fonder sur leur appartenance à certaines catégories d'oppression et les stéréotypes sociaux qui y sont associés afin de reconquérir leur liberté.

Facteurs de vulnérabilité à la violence conjugale chez les femmes immigrantes

Certains auteurs parlent de facteurs de vulnérabilité qui interagissent et qui rendent les femmes immigrantes vulnérables à la violence conjugale. Si on considère la vulnérabilité comme un processus qui influence la capacité d'agir des personnes (Roy, 2008), on peut affirmer que les femmes immigrantes sont susceptibles de se trouver effectivement dans des positions et des conditions qui affaiblissent leur capacité d'agir. Les femmes qui ne maîtrisent pas les langues officielles, sans réseau social et avec un statut d'immigration précaire risquent de vivre les formes de violence les plus graves, notamment physiques et sexuelles (Merali, 2009; Raj et Silverman, 2003).

Bien que les femmes immigrantes et les femmes racisées victimes de violence conjugale partagent les mêmes besoins que les autres femmes qui cherchent à échapper à la violence conjugale (sécurité et protection pour elles-mêmes et leurs enfants, logement sécuritaire, formation, soutien du revenu, aide juridique, emploi et services de garde d'enfants, entre autres), elles éprouvent davantage de difficultés à satisfaire ces besoins que les femmes non immigrantes (Smith, 2004). Les femmes immigrantes vivent une double violence : celle de leur conjoint et celle liée à l'immigration dans le pays d'accueil. Par exemple, beaucoup d'entre elles, après avoir échappé à une situation de violence conjugale, se retrouvent une fois séparées en situation de précarité économique à cause de la discrimination sur le marché du travail et de la non-reconnaissance de leurs titres ou diplômes lors de l'emploi (Rojas Viger, 2008; Smith, 2004).

De plus, celles qui ne maîtrisent pas les langues officielles du pays d'accueil éprouvent des difficultés à s'intégrer à la nouvelle société. Cette situation peut les maintenir dans l'isolement et rendre difficile une demande d'aide

¹Les personnes concernées par un tel statut sont : les résidents permanents parrainés, celles qui sont en démarche de parrainage ou en rupture de parrainage, les immigrantes ayant un permis temporaire (étudiantes étrangères, travailleuses temporaires, visiteuses en attente de statut), et celles qui n'ont pas les papiers légaux nécessaires pour rester dans le pays ou qui sont en attente de régularisation de leur statut d'immigration.

auprès des réseaux sociaux et institutionnels (Bui et Morash, 2008; Crandall, Senturia, Sullivan et Shiu-Thorton, 2005; Hogarth, 2011; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998; Smith, 2004; Sullivan, Senturia, Negash, Shiu-Thorton et Giday, 2005). Cet isolement peut favoriser le contrôle émotionnel, économique et légal des hommes sur elles, augmentant du même coup le risque de différentes formes de violence (Abu-Ras, 2003). Les femmes immigrantes victimes de violence conjugale vivent ainsi différentes formes d'isolement : celle liée au contrôle du conjoint, celle créée dans le processus d'intégration à la nouvelle société et celle associée aux pratiques discriminatoires (Mosher, 2009).

Par ailleurs, la méconnaissance des lois et des droits, le manque d'information sur les services et l'inadaptation des services aux besoins des femmes immigrantes nuisent à l'accès de ces dernières au système de justice et aux services sociaux (Abus-Ras, 2003; Miedema et Wachholz, 1998; Raj et Silverman, 2003; Sullivan et collab., 2005). Les femmes immigrantes ayant un statut d'immigration précaire craignent par exemple d'être expulsées ou d'être séparées de leurs enfants si elles dénoncent la violence (Côté et collab., 2001; Crandall et collab., 2005; Ingram et collab., 2010; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998; Oxman-Martinez et Krane, 2005; Raj et Silverman, 2003; Smith, 2004).

Les valeurs culturelles et les expériences vécues par les femmes avec les différents services de leur pays d'origine — police, services sociaux et de santé, système de justice criminelle — sont des facteurs qui influencent la manière dont elles conceptualisent la violence conjugale, leurs réactions face à cette situation et leur perception des services du pays d'accueil (Alaggia et collab., 2009; Côté et collab., 2001; Crandall et collab., 2005; Miedema et Wachholz, 1998; Oxman-Martinez et Krane, 2005). Certaines femmes viennent de pays où la violence conjugale n'est pas considérée comme un crime, où la police est associée à la corruption et où les services destinés à lutter contre cette violence sont peu développés voire inexistants (Benhadjoudja, 2011; Crandall et collab., 2005; Miedema et Wachholz, 1998; Oxman-Martinez et Krane, 2005; Smith, 2004; Sullivan et collab., 2005). Les femmes immigrantes doivent apprendre de ce fait à vivre avec un double seuil de tolérance à la violence conjugale, celui de leur pays d'origine et celui de la nouvelle société.

Le processus d'immigration confronte les femmes et les hommes immigrants à des changements structurels qui peuvent se répercuter dans l'organisation du fonctionnement familial. Les rôles et les responsabilités qui leur sont assignés dans leur famille, leur société et leur culture d'origine sont potentiellement en contradiction avec les valeurs (souvent plus égalitaires) de la société d'accueil. Cette confrontation provoque une remise en question et une renégociation des rôles dans le couple (Legault, 1993). En particulier, certains hommes immigrants trouvent difficile de s'adapter à de nouveaux rôles sociaux et à ce qu'ils ressentent comme une perte de pouvoir à l'extérieur et à l'intérieur de la famille. Ils utilisent alors la violence comme symbole de pouvoir et de masculinité, et comme stratégie pour résister à la perte de leurs repères traditionnels dans la nouvelle société (Bui et Morash, 2008).

Les valeurs culturelles et religieuses associées au patriarcat, dont la responsabilité de la femme quant à la préservation de l'unité familiale, empêchent les femmes de mettre fin à la relation de couple et de chercher de l'aide dans la mesure où elles-mêmes adhèrent à ces valeurs (Crandall et collab., 2005). Toutefois, ces valeurs ne sont pas associées aux seules femmes immigrantes, et la culture n'est pas la seule explication à leur vulnérabilité.

Violence structurelle dans les politiques d'immigration

Dans l'ensemble du Canada et au Québec, l'immigration est un phénomène croissant et de plus en plus diversifié. Entre 2001 et 2006, la population du Canada née à l'étranger a crû de 13,6 % (Statistique Canada, 2007). En 2006, le recensement a permis de dénombrier 6 186 950 personnes nées à l'étranger (19,8 % de la population totale), dont 52 % étaient des femmes (Statistique Canada, 2006). Cette même année, les femmes représentaient 51,6 % des résidents permanents et 44,6 % des résidents temporaires au Canada (Citoyenneté et immigration Canada [CIC], 2010).

Les changements de politiques et les transformations socioéconomiques internationales ont favorisé l'augmentation de l'immigration en provenance des pays dits en voie de développement. En 1971, 62 % des nouveaux arrivants au Canada étaient nés en Europe. À la fin des années 1980, la moitié des nouveaux arrivants

étaient originaires d'Asie. Pour la première fois, en 2006, la proportion de la population immigrante née en Asie et au Moyen-Orient a surpassé celle de la population née en Europe (respectivement 40,8 % et 36,8 %) (Statistique Canada, 2007).

Situation des femmes immigrantes

La discrimination que les femmes immigrantes vivent est visible dans le manque de cohérence entre la qualification professionnelle (années d'études et acquis dans le pays d'origine), les revenus et les taux d'employabilité. Les femmes arrivées lors des dernières vagues d'immigration sont davantage scolarisées et diplômées que les Québécoises (Guilbault, 2005; Statistique Canada, 2006). Cependant, elles ont tendance à occuper des postes n'exigeant qu'une faible scolarité (Galarneau et Morissette, 2008). Les femmes immigrantes sont généralement sur-représentées dans les secteurs moins rémunérés tels que l'hébergement et la restauration, le commerce de détail et le secteur manufacturier. Elles sont aussi moins susceptibles d'avoir un emploi (Beaudoin, 2011 ; CAMO-PI, 2003; Statistique Canada, 2006). En 2001, 64 % des femmes immigrantes avaient un emploi, comparativement à 70 % des femmes non immigrantes et à 80 % des hommes immigrants (Statistique Canada, 2006). L'intégration des femmes immigrantes au marché du travail est donc moins réussie que celle des hommes immigrants (Beaudoin, 2011). Au Québec, le recensement de 2006 montre qu'elles ont des taux plus élevés de chômage comparativement à la population féminine totale et à la population des hommes immigrants (respectivement 11,8 %, 6,5 % et 10,2 %) (Beaudoin, 2011).

Les femmes immigrantes, notamment les femmes racisées, sont aussi plus nombreuses à avoir un faible revenu comparativement aux hommes immigrants ainsi qu'aux femmes et aux hommes canadiens de naissance (Statistique Canada, 2006). On note également des différences de revenu entre les femmes immigrantes elles-mêmes. En effet, des recherches montrent que les femmes provenant notamment d'Amérique centrale, d'Asie et d'Afrique ont un revenu annuel moyen moins élevé que les femmes originaires de certaines régions d'Europe et des États-Unis (Beaudoin, 2011).

Orientations, racisme et sexisme des politiques d'immigration au Canada

Les politiques d'immigration du Canada se caractérisent par le partage des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Selon le dernier accord signé en 1991, Québec est la seule province à avoir le pouvoir exclusif de sélectionner les immigrants indépendants ainsi que les réfugiés et les personnes dans des situations semblables à celles acceptées à l'étranger (Bhuyan, 2012). Bien que le gouvernement fédéral maintienne le contrôle de l'immigration, les politiques d'intégration des immigrants ont été transférées aux gouvernements provincial et municipal.

Certaines auteures, surtout féministes, soutiennent que les politiques d'immigration canadiennes ne sont pas neutres et objectives (Côté et collab., 2001; Crosby, 2006; Dobrowolsky, 2008). Historiquement, ces politiques ont été marquées par une volonté de maintenir une homogénéité raciale, privilégiant l'immigration de ressortissants blancs, surtout d'origine européenne et nord-américaine, discriminant de manière systémique certains immigrants, en particulier chinois et noirs (Côté et collab., 2001; Crosby, 2006; Dobrowolsky, 2008; Knowles, 2000; Ng, 1998; Walton-Roberts, 2004). Les femmes étaient traditionnellement admises comme accompagnatrices ou personnes placées sous la responsabilité d'un membre de la famille (surtout leur mari) (Côté et collab., 2001; Dobrowolsky, 2008). Celles qui étaient arrivées au Canada pour y travailler assuraient souvent un travail domestique et dépendaient de leur employeur. Les femmes racisées ne jouissaient pas des mêmes droits que les femmes blanches : elles étaient par exemple exclues des dispositions de la réunification familiale (Côté et collab., 2001).

Les transformations des politiques internationales génèrent aujourd'hui de nouveaux enjeux économiques et démographiques et elles favorisent des changements dans les politiques d'immigration des pays dits développés comme le Canada. En 1967, la politique d'immigration canadienne a établi un système de pointage afin de sélectionner les immigrants indépendants sur la base de critères qui répondent aux besoins du marché du travail (Knowles, 2000). Cette politique a interdit la discrimination fondée sur la race ou la nationalité, a élargi le concept de famille et a permis aux visiteurs de demander un statut d'immigrant. Ce système de points d'appréciation illustre l'orientation économique de la politique d'immigration (Ng, 1998).

Les modifications aux politiques d'immigration, dans le courant des années 1990, se sont inscrites dans un contexte néolibéral qui met l'accent sur le renforcement de l'économie du pays (Dobrowolsky, 2008). D'autres événements, en particulier les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, ont renforcé les discours portant sur les notions de risque et de sécurité et ont favorisé la fermeture des frontières internationales (Abu-Laban, 2009; Crosby, 2006). Dans cette perspective, les étrangers sont associés à une mise en danger de la sécurité nationale. La législation antiterroriste, les lois et les règlements déjà adoptés en matière d'immigration contribuent à un renforcement du profilage racial et du racisme institutionnalisé (Crosby, 2006; Dobrowolsky, 2008).

L'orientation néolibérale valorise l'individualisme et la compétitivité et minimise le rôle de l'État. Les politiques néolibérales privilégient, directement et indirectement, un modèle d'immigrant masculin, chef de famille, autosuffisant et productif, ayant un certain niveau d'éducation, parlant une langue officielle du pays d'accueil, ayant des ressources financières et la capacité de contribuer économiquement au développement de la nation (Dobrowolsky, 2008). Ce type de politiques est basé sur la catégorisation des personnes, laquelle fonctionne comme instrument de contrôle limitant et restreignant les droits et les possibilités de ces personnes (Crosby, 2006). Cette catégorisation implique une hiérarchie faisant de certaines personnes des citoyens à part entière et des autres des citoyens de seconde classe. Elle repose sur le statut permanent ou temporaire des migrants, sur les liens de dépendance (famille, employeur), sur le pays ou le continent d'origine et enfin sur l'appartenance à certains groupes, dont les « minorités visibles ».

La catégorisation des personnes basée sur le concept de dépendance que l'on retrouve dans les politiques d'immigration a des conséquences différentes chez les femmes et les hommes. Les politiques d'immigration étant construites dans la perspective néolibérale que nous avons décrite, les femmes continuent d'assumer des rôles traditionnels et entreprennent des activités qui les désavantagent. Elles sont rattachées à la sphère privée et sont responsables des soins fournis aux membres de la famille (Simon-Kumar, 2011). Bien que ces politiques évitent de créer des catégories spéciales pour les femmes, elles renforcent le modèle de la famille patriarcale dans lequel l'homme est le chef (Boyd, 1997). De ce fait, elles favorisent l'immigration des hommes comme demandeurs principaux et pourvoyeurs, et présentent les femmes comme accompagnatrices et personnes dépendantes. Elles contribuent en cela à perpétuer les inégalités entre les hommes et les femmes (Boyd, 1997).

Au Canada, les femmes migrent en majorité pour accompagner leur famille et sont, en général, dépendantes économiquement d'une autre personne (CIC, 2010; Statistique Canada, 2006). En 2009, les femmes représentaient 60 % des personnes ayant obtenu la résidence permanente grâce au regroupement familial, dans la sous-catégorie des conjoints et partenaires. Dans la catégorie des immigrants économiques, les femmes étaient majoritairement des personnes à charge (57 %, contre 43 % des hommes) et, dans une moindre mesure, demandeuses principales (35 %, contre 65 % d'hommes) (CIC, 2010).

Ces chiffres montrent qu'il y a un pourcentage plus élevé de femmes immigrantes en situation de dépendance que d'hommes. Cela peut constituer un avantage pour certaines et une contrainte pour d'autres. Le lien de dépendance peut par exemple faciliter l'immigration au Canada pour les femmes qui ne satisfont pas aux critères de sélection des immigrantes indépendantes. Les femmes qui sont dans une relation harmonieuse vont également bénéficier du soutien économique et légal de leur conjoint afin de s'établir dans la nouvelle société (Shepard, 2001). Par contre, pour celles qui se trouvent dans des relations caractérisées par le contrôle et la violence, ce même lien de dépendance peut déclencher ou augmenter les dynamiques de subordination à l'autorité maritale. Dans ce cas, la dépendance économique et légale est utilisée par les conjoints comme un instrument de contrôle, et conduit à augmenter la vulnérabilité des femmes à la violence conjugale (Côté et collab., 2001).

Statut d'immigration précaire et violence structurelle

Différents auteurs ont dénoncé la contribution de l'État canadien à la vulnérabilisation des femmes immigrantes à la violence conjugale, notamment pour celles ayant un statut d'immigration précaire (Alaggia et collab., 2009; Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Côté et collab., 2001; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998; Mosher, 2009; Osmani, 2002). Ce statut est caractérisé par une incertitude pour la femme quant à la possibilité de rester dans le pays de manière permanente et il alimente sa crainte d'être expulsée du pays de manière temporaire ou définitive.

Il renforce la position de dépendance à un membre de la famille, un employeur ou un conjoint et offre des droits sociaux limités, restreignant l'accès aux services et aux programmes sociaux (logement social, soins de santé, assistance sociale, etc.) (Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Oxman-Martinez, Haley, Lach, Khanlou, Weerasinghe et Agnew, 2005).

Des recherches quantitatives et qualitatives menées aux États-Unis et au Canada ont montré que le statut d'immigration précaire est utilisé comme moyen de contrôle et comme forme de violence des hommes sur les femmes, cette violence prenant plusieurs formes : menace d'expulsion sans les enfants, menace d'arrêter le processus de parrainage et menace de dénonciation aux services sociaux pour maltraitance envers les enfants (Alaggia et collab., 2009; Côté et collab., 2001; Crandhall et collab., 2005; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998; Oxman-Martinez et Krane, 2005; Raj et Silverman, 2003; Smith, 2004).

Certaines pratiques d'immigration comme le parrainage peuvent donc alimenter une forme de violence structurelle. Le parrainage place en effet les femmes dans une position d'inégalité de pouvoir et de dépendance envers le conjoint (Alaggia et collab. 2009; Bhuyan et Smith-Carrier, 2010; Côté et collab., 2001; Merali, 2009; Miedema et Wachholz, 1998). Elles se trouvent souvent aux prises avec plusieurs oppressions concomitantes : outre leur statut d'immigration précaire ou leur absence de statut, elles ne maîtrisent pas toujours une langue officielle et méconnaissent leurs droits. Cette situation peut amplifier les obstacles dans la recherche d'aide chez les femmes parrainées par des conjoints ayant des comportements violents (Côté et collab., 2001). Dans ces cas-là, le contrôle et le pouvoir des conjoints sont potentiellement renforcés par l'action ou l'inaction de l'État (Mosher, 2009). Certains hommes manipulent le système étatique pour augmenter leur pouvoir, et le système de parrainage renforce alors leur pouvoir.

Caractéristiques des politiques de parrainage

La politique d'immigration sur le parrainage permet aux époux, aux épouses et aux conjoints de fait, de même qu'aux citoyens et aux résidents permanents du Canada, de déposer une demande de résidence permanente pour une personne parrainée, depuis l'extérieur ou depuis le Canada. Le parrainage est un engagement obligatoire de trois ans entre le répondant (« parrain ») et le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ou le Gouvernement du Québec. Selon cet accord, « les répondants (et cosignataires) promettent de subvenir aux besoins fondamentaux de la personne parrainée à partir du jour de son arrivée au Canada jusqu'à l'expiration de la période de l'engagement » (CIC, 2009a, p. 19). Le répondant est également responsable de donner toute l'information nécessaire pour faciliter l'intégration. Pour sa part, la personne parrainée s'engage à s'efforcer de subvenir à ses besoins fondamentaux et à ceux des membres de sa famille (CIC, 2009a, p. 20). Avec cette politique, l'État évite d'assumer les problèmes liés à l'intégration des immigrants à la nouvelle société (Boyd, 1997), sauf dans certains cas, en particulier celui des femmes parrainées victimes de violence conjugale dont la résidence permanente a été autorisée. Si la femme demande l'aide sociale pendant sa période de parrainage, le parrain devra rembourser les sommes allouées par celle-ci (CIC, 2009a). Selon Côté et collab. (2001), l'État se montre plus soucieux d'éviter que la femme soit une charge publique que d'assurer son bien-être.

Depuis février 2005, la demande de parrainage peut être présentée au Canada même si l'époux, l'épouse, le conjoint ou la conjointe est sans statut légal dans le pays. Toutefois, la personne parrainée ne peut pas travailler ni étudier, et elle risque l'expulsion à tout moment. Si elle quitte le pays avant que la demande de résidence ne soit approuvée, elle risque de ne pas pouvoir revenir (ou rentrer) au Canada. Les femmes ayant fait une demande de parrainage au Canada et qui sont en attente d'une réponse courent également le risque de voir leur demande de parrainage annulée. Le parrain a en effet la possibilité de retirer son engagement pendant le traitement de la demande, c'est-à-dire avant qu'une décision finale ne soit rendue (CIC, 2009a; Merali, 2009; Mosher, 2009). Les femmes dont le permis temporaire est arrivé à terme doivent faire une demande de visa temporaire pour ne pas se retrouver en situation irrégulière ou sans statut.

Si la demande de résidence permanente est en traitement ou si elle a été annulée, la femme peut présenter, depuis le Canada, une demande de résidence permanente pour circonstances d'ordre humanitaire (CIC, 2009b). Bien que la violence conjugale fasse partie de ces circonstances, l'évaluation considère l'ensemble de toutes les

circonstances d'ordre humanitaire présentes dans la vie de la femme, dont son établissement au Canada, ses liens avec le Canada, l'intérêt supérieur de tout enfant touché par sa demande, certains facteurs liés à son pays d'origine (possibilités économiques, climat, etc.), certains critères relatifs à la santé et à la violence familiale, les conséquences de la séparation d'avec des membres de la parenté, l'incapacité à quitter le Canada, ou toute autre circonstance que la femme veut faire examiner (CIC, 2009b, p.13). Selon Citoyenneté et Immigration Canada (2009b) :

Une évaluation des circonstances d'ordre humanitaire favorable est une réponse exceptionnelle à un ensemble particulier de circonstances. Cette évaluation est plus complexe et plus subjective que la plupart des autres évaluations en matière d'immigration parce que les agents utilisent leur discrétion pour évaluer les circonstances particulières dans lesquelles se trouve le demandeur (p.12).

Les femmes devront prouver qu'elles ont des raisons suffisantes pour ne pas sortir du pays. Dans la première étape du traitement, « l'agent est d'avis qu'il y a des circonstances d'ordre humanitaire suffisantes dans un cas donné » (CIC, 2009b, p. 14). À la suite de cette étape, la personne a l'autorisation de faire une demande de résidence permanente depuis le Canada (étape 2) (CIC, 2009b). Avant que la demande de résidence pour des motifs humanitaires soit jugée favorablement dans la première étape du traitement, la femme n'est pas autorisée à demander un permis de travail ou d'études. Elle n'a pas droit au Programme fédéral de santé intérimaire (PFSI) (CIC, 2009b). Durant cette période d'attente, ses droits sociaux sont limités. Si la demande est rejetée, elle ne peut pas la porter en appel et ses frais ne sont pas remboursables. Ainsi, « une évaluation défavorable à l'étape 1 est une décision définitive » (CIC, 2009b, p. 50). Ce n'est qu'après une évaluation favorable à la première étape que le traitement de la demande de résidence permanente débute (CIC, 2009b). Par conséquent, le processus de demande de résidence permanente pour motifs d'ordre humanitaire est insurmontable et inaccessible pour certaines femmes, surtout celles sans ressources économiques (Alaggia et collab., 2009).

Afin d'avoir la résidence permanente, elles devront satisfaire à toutes les autres conditions exigées par la Loi de l'immigration et la protection de réfugiés (LIPR). Ces critères sont contradictoires avec la situation dans laquelle se trouvent ces femmes du fait de la violence conjugale et des conditions liées à leur statut d'immigration. Le degré d'établissement dans le pays et l'autonomie financière requise afin d'obtenir la résidence permanente au Canada sont en effet des exigences très difficiles à satisfaire pour ces femmes, et ce, à cause du contrôle et de l'isolement exercés par le conjoint violent (Alaggia et collab., 2009; Côté et collab., 2001; Mosher, 2009). Le fait que certaines d'entre elles n'aient pas l'autorisation légale de travailler aggrave la situation. Les femmes qui ont eu besoin de toucher des prestations d'aide sociale pourraient voir leur demande de résidence permanente refusée en raison de motifs financiers.

Par ailleurs, celles qui demandent le statut de réfugiée peuvent avoir des difficultés à obtenir leur résidence permanente si leur demande s'appuie sur la situation de leur conjoint. Ces femmes doivent séparer leur demande de celle de leur conjoint, en mentionnant comme cause la violence conjugale et en demandant protection pour ce motif. Si la demande est refusée, elles peuvent utiliser en recours la demande de résidence pour motifs d'ordre humanitaire.

Les nouvelles dispositions en vigueur depuis le 26 octobre 2012 sont susceptibles d'aggraver la situation des femmes parrainées, surtout celles qui ne parlent pas une langue officielle, qui ne connaissent pas leurs droits et qui se trouvent déjà dans une relation d'inégalité de pouvoir par rapport à leur conjoint. La résidence permanente des conjoints, époux et épouses parrainés est en effet maintenant conditionnelle à la cohabitation, pendant deux ans, avec leur répondant à compter de la date de l'obtention de cette résidence permanente (CIC, 2012). Pour les femmes qui déposent leur demande de résidence permanente par parrainage au Canada, ces deux ans de cohabitation s'ajoutent alors au délai de traitement, qui prend déjà plus d'une année. Bien que les droits des femmes parrainées soient alors les mêmes que ceux des femmes ayant reçu leur résidence permanente de manière indépendante, si la femme quitte la relation, elle court le risque de perdre son statut et de mettre en échec le parrainage des autres membres de sa famille. Bien que les femmes victimes de violence conjugale puissent demander une dispense de l'application de cette condition en tout temps (CIC, 2012), il y a plusieurs raisons qui

rendent difficile le dévoilement de la violence. Le gouvernement du Canada (CIC, 2012) identifie les raisons suivantes :

Les victimes peuvent éprouver de la difficulté à parler à des personnes, ou craindre pour la sécurité de leurs enfants. Elles peuvent rencontrer des obstacles linguistiques, des contraintes religieuses ou culturelles ou être préoccupées par l'honneur de leur famille. Elles ont peut-être besoin d'être davantage informées au sujet de leurs droits en vertu des lois canadiennes, et de savoir que la violence est un crime.

En outre, certaines formes de violence conjugale sont difficiles à prouver et le fait qu'elles ne soient pas reconnues comme criminelles alourdit les procédures. Plusieurs femmes endurent donc la relation de violence afin d'éviter de perdre leur résidence permanente (Mosher, 2009).

Réponses sociales au problème de la violence conjugale chez les femmes immigrantes

Les Plans d'action gouvernementale 2004-2009 et 2012-2017 en matière de violence conjugale incluent des mesures qui favorisent l'accès des personnes immigrantes aux différents services offerts (Gouvernement du Québec, 2004 et 2012). L'augmentation du financement des organismes communautaires, notamment des maisons d'hébergement, a eu des effets positifs sur l'adaptation des services à cette population (Rinfret-Raynor, Brodeur et Lesieux, 2010). L'embauche d'intervenantes bilingues ou multilingues et d'interprètes en est un exemple.

Depuis les années 1970, les mouvements de femmes ont joué un rôle important dans la défense des droits des femmes immigrantes. Le travail de concertation des groupes de femmes, surtout féministes, a apporté des changements aux politiques d'immigration sur le parrainage afin de réduire la vulnérabilité des femmes immigrantes à la violence conjugale. Ainsi, la durée du parrainage est passée de dix à trois ans. L'histoire criminelle ou l'histoire de violence conjugale d'un requérant constitue désormais un obstacle au parrainage de conjointes étrangères. Certaines informations sur les droits de la parrainée sont ajoutées aux contrats de parrainage, par exemple l'impossibilité pour le requérant d'expulser sa femme du Canada et le droit de cette dernière à solliciter l'aide sociale en cas de violence conjugale (Merali, 2009; Osmani, 2002; Walton-Roberts, 2004). Toutefois, plusieurs auteures continuent de dénoncer l'utilisation de la dépendance légale et économique des femmes comme forme de contrôle (Osmani, 2002; Merali, 2009; Walton-Roberts, 2004).

Les intervenants sociaux, notamment les intervenantes en maison d'hébergement, utilisent plusieurs stratégies afin de contourner le système et de défendre les droits des femmes victimes de violence conjugale. La négociation des droits des femmes auprès des différents niveaux du gouvernement (fédéral, provincial et municipal) est une pratique courante (Bhuyan, 2012). On fait appel aux structures légales veillant aux droits des personnes (Charte des droits et libertés, conventions internationales) ainsi qu'au pouvoir discrétionnaire des différents gestionnaires des programmes et services des gouvernements fédéral et provincial.

Conclusion

Les femmes immigrantes victimes de violence conjugale se trouvent au cœur de différents discours qui les placent en situation de vulnérabilité et qui rendent difficile la prise de décision à laquelle elles doivent en venir pour échapper à cette violence. Citons par exemple le discours de risque véhiculé par l'État sur les immigrants (risque de terrorisme, de fraude et de fardeau), le discours de racisme et de discrimination véhiculé par la société et le discours sur la représentation sociale de la famille comme sphère privée et sécuritaire.

Bien que le gouvernement du Canada reconnaisse la vulnérabilité des femmes immigrantes à la violence conjugale, les mesures adoptées afin de les protéger n'aident pas toutes les femmes, en particulier celles qui se trouvent en situation de grande vulnérabilité. Le climat néolibéral que connaît actuellement le Canada engendre de nombreuses transformations sociales, dont la réduction des dépenses (réduction et privatisation de certains services et programmes sociaux) et l'augmentation de la sévérité des mesures d'immigration liées au risque présumé de terrorisme. Ces mesures sont susceptibles de nuire la protection des femmes victimes de violence conjugale (Bhuyan, 2008).

Certaines femmes immigrantes qui demandent la protection en cas de violence conjugale n'entrent pas dans le modèle de la « bonne victime », à savoir mariée de bonne foi, sans passé criminel, sans problème avec la cour jeunesse et prête à déposer une plainte contre son agresseur (Bhuyan, 2008). D'autres ne correspondent pas au modèle de « l'immigrante idéale », celle qui parle une des langues officielles, a un revenu ou des ressources financières suffisantes et est intégrée dans la nouvelle société. Les femmes immigrantes en situation précaire se retrouvent face à un dilemme : être pénalisées en restant avec leur conjoint, et ainsi exposer leurs enfants à la violence conjugale, ou être pénalisées en quittant leur conjoint, et ainsi exposer leurs enfants à la pauvreté (Mosher, 2009).

La participation des groupes de femmes, spécialement des intervenantes qui travaillent auprès des femmes immigrantes victimes de violence conjugale, est décisive pour assurer la défense des droits des femmes. Or la conjoncture politique du manque de financement des groupes de défense des droits des femmes rend la tâche difficile. Les intervenantes doivent s'adapter aux changements provoqués par cette situation afin de répondre aux besoins des femmes et à la transformation des politiques. La reconnaissance de la violence conjugale comme un problème de société par les gouvernements fédéral et provincial ainsi que l'expertise des groupes féministes sur le terrain donnent de l'espoir dans la recherche de solutions qui amélioreront l'aide aux femmes immigrantes victimes de violence conjugale.

Références bibliographiques

- Abu-Laban, Y. (2009). The welfare state under siege? Neo-liberalism, immigration and multiculturalism. Dans A. Dobrowolsky (dir.), *Women and public police in Canada: neoliberalism and after?* (p. 146-165). Oxford : Oxford University Press.
- Abu-Ras, W. (2003). Barriers to services for Arab immigrant battered women in a Detroit suburb. *Journal of social work research and evaluation*, 4(1), 49-65.
- Alaggia, R., Regehr, C. et Rishchynski, G. (2009). Intimate partner violence and immigration laws in Canada: how far have we come? *International journal of law and psychiatry*, 32, 335-341.
- Beaudoin, P. (2011). *Femmes immigrées recensées au Québec en 2006 : des portraits différentiels selon le continent, la région de naissance et les divers processus d'intégration économique*. Montréal : Immigration et communautés culturelles du Québec.
- Benhadjoudja, L. (2011). *Les besoins des femmes immigrantes qui ne parlent ni le français ni l'anglais, en ce qui a trait à l'accessibilité des services d'aide en violence conjugale*. Montréal : Table de concertation en violence conjugale de Montréal.
- Bhuyan, R. (2008). The production of the "battered immigrant" in public policy and domestic violence advocacy. *Journal of interpersonal violence*, 23(2), 153-170.
- Bhuyan, R. (2012). negotiating citizenship on the frontlines: how the devolution of Canadian immigration policy shapes service delivery to women fleeing abuse. *Law and policy*, 34(2), 211-236.
- Bhuyan, R. et Smith-Carrier, T. (2010). Le statut migratoire précaire au Canada. Conséquences pour le travail social et la prestation de services sociaux. *Travail social canadien*, 12(2), 57- 67.
- Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogenes. Revue internationale des sciences humaines*, 1(225), 70-88.
- Bograd, M. (2005). Strengthening domestic violence theories: intersections of race, class, sexual orientation and gender. Dans N. Sokoloff et C. Pratt (dir.), *Domestic violence at the margins: readings on race, class, gender and culture* (p. 25-38). New Brunswick, NJ : Rutgers University Press.
- Boyd, M. (1997). Migration policy, female dependency and family membership: Canada and Germany. Dans P. Evans et G. Wekerle (dir.), *Women and Canadian welfare State: challenges and change* (p. 142-169). Toronto : Toronto University Press.

- Brownridge, D. et Halli, S. (2002). Double Jeopardy? Violence Against Immigrant Women in Canada. *Violence and victims*, 17(4), 455-471.
- Bui, H. et Morash, M. (2008). Immigration, masculinity and intimate partner violence from the standpoint of domestic violence service providers and Vietnamese-origin women. *Feminist criminology*, 3(3), 191-215.
- CAMO-PI (2003). *Étude exploratoire sur la situation des salariées immigrantes du Québec. Recensement de 1996*. Montréal : Emploi Québec, Direction régionale de Montréal et Comité sectoriel d'adaptation de la main d'œuvre pour personnes immigrantes.
- Citoyenneté et immigration Canada (CIC) (2009a). *IP 2. Traitement des demandes de parrainage – catégorie du regroupement familial* [en ligne]. Ottawa, Citoyenneté et immigration Canada.
<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/guides/ip/ip02-fra.pdf> (consulté le 30 octobre 2011)
- Citoyenneté et immigration Canada (CIC) (2009b). *IP 5. Demandes présentées au Canada pour des motifs d'ordre humanitaire* [en ligne]. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/guides/ip/ip05-fra.pdf> (consulté le 30 octobre 2011)
- Citoyenneté et immigration Canada (CIC) (2010). *Canada. Faits et chiffres. Aperçu de l'immigration : résidents permanents et temporaires 2009*. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada, Direction générale de la recherche et de l'évaluation.
- Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) (2012). *Document d'information — Dispenses de l'application de la mesure visant la résidence permanente conditionnelle pour les victimes de violence ou de négligence* [en ligne]. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada.
<http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/documents-info/2012/2012-10-26b.asp> (consulté le 26 novembre 2012)
- Corbeil, C. et Marchand, I. (2007). *L'intervention féministe intersectionnelle : un nouveau cadre d'analyse et d'intervention pour répondre aux besoins pluriels des femmes marginalisées et violentées*. Montréal : Alliance des recherches IREF/Relais-Femmes.
- Côté, A., Kérisit, M. et Côté, M.-L. (2001). *Qui prend pays... L'impact du parrainage sur les droits à l'égalité des femmes immigrantes*. Ottawa : Condition Féminine Canada.
- Crandall, M., Senturia, K., Sullivan, M. et Shiu-Thorton, S. (2005). « No Way Out ». Russian-speaking women's experiences with domestic violence. *Journal of interpersonal violence*, 20(8), 941-958.
- Crenshaw, K. (1991). Mapping the margins: intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241-1299.
- Crenshaw, K. (2005). Cartographie des marges : intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur. *Cahiers du genre*, 39, 51-82.
- Crosby, A. (2006). *Les frontières de l'appartenance : réflexions sur les politiques migratoires en ce début de XXI^e siècle*. Ottawa : Inter Pares. (Publications occasionnelles d'Inter Pares n° 7)
- Davis, K. (2008). Intersectionality as buzzword. A sociology of science perspective on what makes a feminist theory successful. *Feminist theory*, 9(1), 67-85.
- Dobrowolsky, A. (2008). Interrogating "invisibilization" and "instrumentalization": women and current citizenship trends in Canada. *Citizenship studies*, 12(5), 465-479.
- Galarneau, D. et Morissette, R. (2008). *Scolarité des immigrantes et compétences professionnelles requises*. Ottawa : Statistique Canada.
- García-Moreno, C., Jansen, H., Ellsberg, M., Heise, L. et Watts, C. (2006). Prevalence of intimate partner violence: findings from the WHO multi-country study on women's health and domestic violence. *Lancet*, 368, 1260-1269.

- Gouvernement du Québec (2004). *Plan d'action gouvernementale 2004-2009 en matière de violence conjugale*. Montréal : Ministère de la Justice.
- Gouvernement du Québec (2012). *Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale*. Québec : Ministère de la Justice.
- Guilbault, D. (2005). *Des nouvelles d'elles. Les femmes immigrées du Québec*. Québec : Conseil du statut de la femme.
- Hogarth, K. (2011). Contested belonging: the experiences of racialized immigrant women in Canada. *The International journal of diversity in organisations, communities and nations*, 10(5), 63-74.
- Hyman, I., Forte, T., Du Mont, J., Romans, S. et Cohen, M. (2006). The association between length of stay in Canada and intimate partner violence among immigrant women. *American journal of public health*, 96(4), 654-659.
- Ingram, M., McClelland, D., Martin, J., Caballero, M., Mayorga, M. et Gillespie, K. (2010). Experiences of immigrant women who self-petition under the violence against women. *Violence against women*, 16(8), 858-880.
- Johnson, H., Ollus, N. et Nevala, S. (2008). *Violence against women*. New York : Springer.
- Knowles, V. (2000). *Les artisans de notre patrimoine. La citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977*. Ottawa : Ministère des travaux publics et services gouvernementaux Canada.
- Laroche, D. (2007). *Contexte et conséquences de la violence conjugale envers les hommes et les femmes au Canada en 2004*. Québec : Institut de la Statistique du Québec.
- Legault, G. (1993). Femmes immigrantes : problématiques et intervention féministe. *Service social*, 42(1), p. 63-80.
- Ludvig, A. (2006). Differences between women? Intersecting voices in a female narrative. *European journal of women's studies*, 13(3), 245-258.
- Marchand, I. et Ricci, S. (2010). Sexisme et racisme: la diversité ethnoculturelle. Défi au mouvement féministe. Dans C. Corbeil et I. Marchand (dir.), *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui : portrait d'une pratique sociale diversifiée* (p. 65-92). Montréal : Les Éditions du remue-ménage.
- Merali, N. (2009). Experiences of south asian brides entering Canada after recent changes to family sponsorship policies. *Violence against women*, 15(3), 321-339.
- Miedema, B. et Wachholz, S. (1998). *Une toile complexe : l'accès au système de justice pour les femmes immigrantes victimes de violence au Nouveau-Brunswick*. Ottawa : Condition féminine Canada.
- Mosher, J. (2009). The complicity of the state in the intimate abuse of immigrant women. Dans V. Agnew (dir.), *Racialized migrant women in Canada: essays on health, violence, and equity* (p. 41-69). Toronto : University of Toronto Press.
- Ng, R. (1998). Analyse de la politique d'immigration sur l'égalité des sexes: considérations conceptuelles. Dans Condition Féminine Canada, *Immigration et intégration tenant compte des rapports sociaux entre les sexes : actes de l'atelier sur la recherche en matière des politiques et analyse sélective de la documentation sur la recherche en matière de politiques 1987-1996* (p. 13-22). Ottawa : Condition Féminine Canada.
- Osmani, F. (2002). L'égalité pour toutes? L'engagement féministe et les droits des immigrantes au Québec. *Recherches féministes*, 15(2), 141-151.
- Oxman-Martinez, J., Haley, J., Lach, L., Khanlou, N., Weerasinghe, S. et Agnew, V. (2005). Intersection of Canadian policy parameters affecting women with precarious immigration status: a baseline for understanding barriers of health. *Journal of immigration health*, 7(4), 247-258.
- Oxman-Martinez, J. et Krane, J. (2005). Un décalage entre théorie et pratique? Violence conjugale et femmes issues des minorités ethniques. *Journal international de victimologie*, 3(3), 1-14.
- Raj, A. et Silverman, J. (2003). Immigrant South Asian women at greater risk for injury from intimate partner violence. *American journal of public health*, 93(3), 435-437.

- Rinfret-Raynor, M., Brodeur, N. et Lesieux, E. (2010). *Services d'aide en matière de violence conjugale: état de la situation et besoins prioritaires*. Montréal et Québec : Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF).
- Rojas Viger, C. (2008). Corps-fait-histoire, médiateur de l'itinéraire de femmes péruviennes immigrantes à Montréal. Dans S. Arcand, D. Damant, S. Gravel et E. Harper (dir.), *Violences faites aux femmes* (p. 149-181). Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Roy, S. (2008). De l'exclusion à la vulnérabilité, continuité et rupture. Dans V. Châtel et S. Roy (dir.), *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social* (p. 13-34). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Shepard, C. (2001). Women as wives: immigration law and domestic violence. *Queens' laws journal*, 26, 1-41.
- Simon-Kumar, R. (2011). The analytics of "gendering" the post-neoliberal state. *Social politics*, 18(3), 441-468.
- Smith, E. (2004). *Nulle part où aller? Répondre à la violence conjugale envers les femmes immigrantes et les minorités visibles. Voix des intervenantes sur le terrain*. Ottawa : Conseil canadien de développement social.
- Sokoloff, N. J. (2008). Expanding the intersectional paradigm to better understand domestic violence in immigrant communities. *Critical criminality*, 16(4), 229-255.
- Stasiulis, D. (1999). Feminist Intersectional Theorizing. Dans P. Li (dir.), *Race and ethnic relations in Canada* (p. 347-397). Ontario : Oxford University Press.
- Statistique Canada (2006). *Femmes au Canada: rapport statistique fondé sur le sexe, 5^e édition*. Ottawa : Statistique Canada, Division de la statistique sociale et autochtone. (n° 89503-XIF)
- Statistique Canada (2007). *Immigration au Canada : un portrait de la population née à l'étranger, recensement 2006* [en ligne]. Ottawa : Statistique Canada. <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-557/index-fra.cfm>
- Sullivan, M., Senturia, K., Negash, T., Shiu-Thornton, S. et Giday, B. (2005). For us it is like living in the dark: Ethiopian women's experiences with domestic violence. *Journal of interpersonal violence*, 20(8), 922-940.
- Yllö, K. (2005). Through a feminist lens. Gender, diversity, and violence: extending the feminist framework. Dans D. Loseke, R. Gelles et M. Cavanaugh (dir.), *Current Controversies on Family Violence* (p. 19-45). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Walton-Roberts, M. (2004). Rescaling citizenship: gendering Canadian immigration policy. *Political Geography*, 23, 265-281.

NOTE DE LECTURE

Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles, de Alexander Frame

Rh  a Joanne Rocque¹

Rattachement de l'auteur

¹   cole de psychologie, Université Laval, Québec, Canada

Correspondance

rhea.rocque.1@ulaval.ca

Références de l'ouvrage :

Frame, A. (2013). *Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles*. Paris : Hermès-Lavoisier, 334 p.

Pour citer cet article :

Rocque, R. J. (2013). *Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles* [note de lecture]. *Alterstice*, 3(2), 111-117.

Présentation générale

Cet ouvrage, rédigé par Alexander Frame, a pour objectif d'offrir une vue d'ensemble de quelques concepts de base pertinents au domaine de la communication interculturelle. C'est en retravaillant ces concepts que l'auteur propose un nouveau cadre théorique permettant de mieux penser la communication interculturelle. Il nomme son approche sémiopragmatique.   tant donné la richesse théorique présentée et la complexité de certains concepts, ce livre cible principalement un public universitaire intéressé par les dynamiques existant entre cultures, identités et interactions, et ce, tout en adoptant la vision des sciences de l'information et de la communication. Divisé en trois parties (6 chapitres), il s'avère très pertinent et sera d'une grande aide    tous les penseurs, chercheurs et étudiants qui traitent de communication interculturelle.

Il importe également de souligner la définition élargie de la notion de culture à laquelle Alexander Frame adhère. La culture englobe, selon l'auteur, non seulement les cultures nationales, mais également tous les autres groupes culturels (culture organisationnelle, culture générationnelle, etc.). Cette définition élargie permet ainsi d'appliquer ce modèle à toutes situations d'interaction.

Première partie : Comprendre la communication entre étrangers

Chapitre 1 : Quels modèles pour comprendre les interactions entre étrangers?

Il faut d'abord relever l'usage particulier que fait l'auteur du terme « étranger ». En faisant allusion à la communication entre étrangers, l'auteur considère non seulement les interactions entre individus de différentes nationalités, mais, voire au contraire, il considère que toutes interactions impliquent deux étrangers. Le terme « étranger », selon Alexander Frame, fait donc référence à toute personne qui appartient à d'autres groupes sociaux que le sien. En raison du danger de confusion, certains chercheurs et théoriciens préfèrent le terme d'« Autre ».

Le premier chapitre sert à réviser les différents modèles préexistants qui servent à comprendre et à expliquer la communication. Deux courants majeurs sont présentés : les modèles anglophones et les modèles francophones, ainsi que leurs forces et leurs faiblesses lorsqu'ils sont utilisés pour étudier la communication entre étrangers.

Les modèles théoriques anglophones sont issus des domaines de recherche « *cross cultural* » (approches comparatives) et « d'interculturalité » (p. ex. dimension individualiste/collectiviste des cultures, voir Hofstede [1980], psychologue social). Bien que ces approches permettent de prendre conscience des différences qui existent entre cultures, elles deviennent dangereuses lorsque l'on considère ces différences comme constantes et non variables.

Par la suite, deux modèles théoriques anglophones qui cherchent à comprendre la communication interculturelle sont présentés, la *Anxiety/Uncertainty Management Theory* (AUM) de William Gudykunst (1995), professeur en communication, ainsi que la *Communication Accomodation Theory* (CAT) de Howard Giles (1973), psycholinguiste. Bien que ces théories servent à conceptualiser les interactions en contexte interculturel, elles semblent négliger l'influence de plusieurs autres facteurs sur l'efficacité de la communication ou la capacité des individus à prévoir les réactions de l'Autre.

Le chapitre se termine en passant en révision le modèle d'interactionnisme symbolique (plusieurs chercheurs et écoles ont contribué à ce modèle, notons entre autres, Blumer [1969] et Stryker [1980], sociologues), modèle francophone axé davantage sur l'individu en tant qu'agent actif cherchant à faire sens de la situation en se basant sur les normes sociales et codes préexistants, tout en agissant conformément aux normes prescrites aux rôles sociaux qu'il occupe. L'auteur note cependant que la majorité des applications de ce modèle ciblaient des individus de même groupe culturel.

Alexander Frame entreprend ensuite la tâche complexe de lier ces deux courants afin de prendre en considération à la fois les caractéristiques culturelles, en s'appuyant sur les approches comparatives, et les caractéristiques individuelles associées aux interactions, notamment les questions identitaires.

Chapitre 2 : Figures de l'étranger dans les interactions

Contrairement aux approches interactionnistes, Alexander Frame s'intéresse à la communication entre individus de différentes cultures. Il s'avère donc important d'étudier les modalités de représentations de l'étranger et comment ces dernières peuvent en retour jouer sur les relations interpersonnelles.

Dans ce deuxième chapitre, un modèle tridimensionnel de représentation de l'étranger est présenté. Les trois dimensions sont celles de la différenciation, de la particularisation et de la complexité identitaire. Les deux premières dimensions sont d'abord précisées. La représentation de l'étranger peut varier selon le degré auquel on remarque que l'étranger provient d'une culture différente de la nôtre (différenciation). Elle varie aussi selon le degré auquel on reconnaît que l'identité de l'étranger n'est pas uniquement celle de son groupe (particularisation). Le positionnement d'un étranger sur ces deux dimensions combinées débouche sur quatre profils de représentations possibles : le sosie culturel, le barbare, le stéréotype et le prototype individualisé. À titre d'exemple, si une Suédoise rencontre une Canadienne et perçoit qu'il existe une importante différence entre elles (pôle positif de la différenciation) et l'étiquette principalement de Canadienne (pôle négatif de la particularisation),

il s'agira de la figure du stéréotype. Si la Suédoise la perçoit plutôt comme différente des autres membres de la culture canadienne (pôle positif de la particularisation), il s'agira de la figure du prototype individualisé.

Les représentations de l'étranger peuvent également évoluer avec le temps. À titre illustratif, la Suédoise pourrait amorcer l'interaction avec une figure stéréotypée de la Canadienne. Si la Canadienne a ensuite un comportement contraire aux stéréotypes propres aux Canadiens, la représentation privilégiée pourrait glisser vers celle du prototype individualisé.

La troisième dimension du modèle, l'axe de complexité identitaire, fait référence à la possibilité de prendre en considération plus d'une identité de l'étranger afin de bâtir la représentation de celui-ci. Plus précisément, lorsque seule l'identité nationale est considérée, la représentation de l'étranger repose sur le pôle négatif de cette troisième dimension. En reprenant l'exemple donné ci-dessus, si la Suédoise attribue à la Canadienne une identité professionnelle en plus de l'identité nationale, la représentation de celle-ci se situerait davantage vers le pôle positif de la complexité identitaire. Il faudrait également positionner chaque identité reconnue (canadienne, collègue) sur les dimensions de différenciation et de particularisation.

Enfin, compte tenu du profil de représentation adopté, l'effet sur la relation interpersonnelle différera. À titre d'exemple, une représentation de prototype individualisé, en comparaison au profil stéréotypé, impliquera une relation de type plus profond, due à la richesse d'information comprise dans la représentation, tandis qu'une relation développée à partir d'un profil stéréotypé restera superficielle.

Deuxième partie : Penser les cultures et les identités dans la communication interpersonnelle

Chapitre 3 : L'influence des cultures sur la communication

Ce troisième chapitre aborde avec rigueur une notion clé de la communication interculturelle, celle de culture. En début de chapitre, quelques critiques en lien avec cette notion sont présentées. Par exemple, sa nature polysémique est mise en avant, tout en soulignant le désaccord existant entre chercheurs quant à une définition précise et définitive.

L'auteur enchaîne alors avec la présentation d'une définition communicationnelle de la culture, soit « un ensemble cohérent de savoirs, socialement transmis et associés à un groupe social » (p. 111). Quelques précisions sont par la suite développées. D'abord, la culture serait un phénomène groupal et aurait la possibilité d'évoluer par l'entremise d'interactions entre membres d'un même groupe social. Par la suite, l'auteur souligne qu'il y aurait plusieurs cultures présentes dans une même société, toutes pouvant s'influencer mutuellement. Finalement, l'auteur expose une structuration systémique de la culture en employant la métaphore d'un iceberg. C'est-à-dire que les aspects les plus superficiels d'une culture se trouvent à la surface et demeurent visibles (par ex. les artefacts), tandis que les valeurs et les croyances de base d'une culture, invisibles, se positionnent sous le niveau de l'eau.

Le chapitre se termine par une discussion à propos de l'impact à la fois cognitif et symbolique (identitaire) que peut avoir une culture sur les comportements lors d'échanges. Chacun est socialisé tout au long de sa vie, soit par sa culture nationale (socialisation primaire), soit par d'autres cultures lors de contacts avec celles-ci (socialisation secondaire). Le processus de socialisation permet à l'individu de développer, entre autres, sa manière de réfléchir et sa manière d'interpréter le monde. C'est l'impact cognitif. Par ailleurs, lorsqu'un individu interagit avec d'autres, il peut décider de défendre une certaine culture. Cette revendication sert à démontrer son appartenance à un groupe social. C'est l'impact symbolique ou identitaire. Selon l'auteur, les cultures de socialisations jouent un rôle à la fois cognitif et identitaire lors d'une interaction.

Chapitre 4 : Penser les identités dans la communication interpersonnelle

Ayant défini rigoureusement la notion de culture dans le chapitre 3, Alexander Frame s'attaque à opérationnaliser davantage le concept d'identité, et ce, dans le but de comprendre l'influence que peuvent avoir les différentes identités de chacun sur les comportements lors d'un échange.

Pour ce faire, l'auteur révisé en détail la théorie de l'identité sociale, théorie proposant une vision structurale de l'identité (courant d'interactionnisme symbolique, voir Stryker et Burke [2000], sociologues). Essentiellement, la théorie de l'identité sociale postule que les rôles sociaux sont les fruits des structures sociales. À l'intérieur de ces structures, la façon dont l'individu définit et se représente son rôle va contribuer au développement de son identité. Bien évidemment, l'individu occupe plusieurs rôles dans la société et développera ainsi de multiples identités. Par la suite, deux autres types d'identité ont été rajoutés à l'identité de rôle, notamment l'identité sociale et l'identité de personne. Contrairement à l'identité de rôle (p. ex. père) qui se fonde sur les positions qu'occupe l'individu dans la société, l'identité sociale (p. ex. Canadien) se base sur l'appartenance à des groupes sociaux et l'identité de personne (p. ex. optimiste) repose sur des traits de personnalité.

Cette théorie postule que les individus seront motivés à faire valider leurs identités. C'est donc avantageux pour l'individu que sa perception de soi concorde avec la perception que les autres ont de lui. La théorie postule que lorsqu'un individu parvient à faire valider son identité, il bénéficie d'une hausse d'estime de soi. L'estime de soi peut par contre diminuer lorsque cette validation de soi n'a pas lieu. Il est à noter que l'importance accordée à l'identité en question influencera l'ampleur de la hausse ou de la baisse d'estime de soi.

Le chapitre se termine par l'exposition de certaines critiques énoncées à l'égard de cette théorie, notamment sa nature ethnocentrique. Plus précisément, le développement et la vérification de cette théorie ont eu lieu principalement aux États-Unis. La possibilité que d'autres cultures présentent des modes de fonctionnement cognitif différents de ceux des Américains est donc fort probable et reste à vérifier.

Troisième partie : Penser l'interculturalité de la communication

Chapitre 5 : La négociation du sens pendant une interaction

Le cinquième chapitre se focalise sur le processus dynamique de sémiogénèse communicationnelle, défini comme le processus « d'émergence de significations fondées sur les cultures et les identités, qui prennent forme dans un contexte interactionnel (figuratif) particulier » (p. 173). L'auteur souligne l'énorme défi qui se pose lorsqu'on tente d'analyser le processus de construction de sens pendant une interaction. Il souligne l'implication de deux processus dans la coconstruction du sens, soit la négociation identitaire et la coordination des codes.

L'auteur explique qu'afin de donner un sens à une interaction, on aura tendance à se baser sur une définition de la situation dans laquelle on se trouve. Justement, c'est par l'entremise de son identité que l'individu donnera un sens à une situation, raison pour laquelle l'auteur nous présente d'abord le processus cognitif de négociation identitaire.

Les individus impliqués dans une interaction seront motivés à négocier leurs identités. Une négociation réussie de son identité implique que l'identité défendue concorde avec l'identité que nous attribue l'interlocuteur. Lorsque ceci se produit, le philosophe McCall et le sociologue Simmons (1978) parlent de « *modus vivendi* ». C'est en partie grâce à un « *modus vivendi* » bien établi que l'individu saura donner sens à l'interaction.

En plus de négocier leurs identités, et afin de structurer le sens d'une interaction, les individus devront également coordonner leurs codes en entreprenant un processus de coconstruction de sens. Le processus de coconstruction de sens se base sur des inférences individuelles qui, lorsqu'elles sont jumelées à celles de l'interlocuteur, permettent la mise en place d'un accord temporaire de la définition de la situation.

La coconstruction de sens est un processus complexe qui se fonde sur des automatismes cognitifs (Gudykunst, 1995). L'auteur présente par exemple le processus cognitif d'inférence conversationnelle, qui implique que l'individu s'appuie sur des indices contextuels (p. ex. le ton de voix), définis comme étant des « signes métalinguistiques verbaux et non verbaux qui servent à signaler les présuppositions liées au contexte » (Gumperz, 1996, p. 379), afin de donner sens à la situation. La coconstruction du sens peut s'avérer plus difficile lors d'interactions interculturelles, puisque les individus impliqués ne partagent pas le même implicite culturel. C'est lors de telles situations que les indices contextuels seront modifiés consciemment (p. ex. vocabulaire simplifié).

Un deuxième exemple de processus cognitif automatique est la négociation d'une vision d'un monde idéal (esthétique de la situation) qui a trait à la situation particulière des individus en interaction. En d'autres termes, les individus impliqués dans l'interaction imagineront et construiront ensemble une vision idéale du monde. Ce monde imaginé contient des éléments en lien avec certains comportements prescrits et associés à certaines figures particulières. L'auteur donne l'exemple d'un couple amoureux qui élabore son monde possible. Ce monde engloberait les figures d'un jeune homme amoureux et d'une jeune femme amoureuse ainsi que quelques activités prescrites à la figure des jeunes amoureux (p. ex. sortir au cinéma). Les acteurs seront alors motivés à se comporter conformément à cette vision afin de bénéficier d'un sentiment d'authenticité par rapport à leur identité en lien avec la situation. En bref, le processus de négociation de sens lors d'interactions est un processus complexe qui implique des individus en tant qu'agents actifs.

Enfin, le chapitre se termine avec le constat que l'approche sémiopragmatique s'appuie sur une perspective diachronique de l'interaction, afin de faire sens de la communication interculturelle. Contrairement à la perspective synchronique, qui s'intéresse, elle, à un phénomène précis dans le temps sans s'intéresser à son évolution, la perspective diachronique se fonde sur l'évolution de la négociation identitaire et la coconstruction des sens à travers le temps pour expliquer en retour l'évolution de la relation interpersonnelle. Ce constat permet de postuler que la prévisibilité d'une interaction croît au fil du temps car l'ampleur des comportements envisagés comme possibles par l'interlocuteur diminue.

Chapitre 6 : Interculturalité et interculturation

Ce sixième et dernier chapitre aborde une discussion concernant l'interculturation et l'interculturalité. L'interculturation fait référence à « la manière dont les cultures coexistent et coévoluent à l'intérieur d'une société, entre sociétés, et dans le monde entier » (p. 248), tandis que l'interculturalité fait référence à « l'ensemble de processus impliqués par l'interaction entre plusieurs cultures ou individus multiculturels » (p. 287).

S'appuyant sur sa définition élargie de la culture, Frame postule que toute communication interpersonnelle comprend une dimension d'interculturalité. Deux continuums sont présentés, le premier faisant référence à une lecture « objective » et le second à une lecture « subjective » de l'interculturalité lors d'une interaction. Ces continuums mettent terme à la dichotomie arbitraire, basée sur la culture nationale, utilisée auparavant pour déterminer quelles interactions qualifier d'interculturelles.

L'auteur commence d'abord par la présentation d'un continuum d'interculturalité qui permet de « différencier les interactions selon leur degré d'altérité culturelle » (p. 250). À un extrême du continuum, on retrouve les communications entre individus de cultures très similaires (communication « ordinaire ») et, à l'autre extrême, on retrouve les communications entre individus de cultures très éloignées. Ce premier continuum se veut « objectif ». L'auteur précise ici le sens du terme : « objectif » s'oppose à « subjectif » et ne renvoie pas au sens d'une fiabilité de la mesure. Par exemple, un chercheur aura recours à ce continuum pour évaluer la différence « objective » entre deux cultures, et ce, dans le but de déterminer leur degré de proximité ou d'éloignement sur le continuum. Ainsi, une communication entre deux individus appartenant à la même culture nationale sera qualifiée de « communication ordinaire », tandis qu'une interaction impliquant des individus de différentes nationalités, malgré leur appartenance partagée à d'autres cultures (p. ex. professionnelle), sera plutôt considérée comme « interculturelle ».

L'auteur poursuit en présentant un second continuum d'interculturalité, qui prend en compte les représentations intersubjectives des individus impliqués dans l'interaction. Plus précisément, ce continuum représente une mesure subjective du degré d'éloignement entre les deux cultures en contact. Ce degré d'éloignement subjectif réfère aux quatre modalités de représentations de l'étranger présentées dans la première partie. Par exemple, si l'individu perçoit l'étranger comme appartenant à une culture similaire à la sienne (communication « ordinaire »), il le représentera en tant que sosie culturel.

L'auteur soulève qu'il serait fort intéressant non seulement d'étudier les communications interculturelles entre cultures éloignées, mais aussi d'explorer davantage les communications interculturelles entre membres de cultures

similaires. À titre d'exemple, l'auteur cite sa thèse de doctorat, qui portait sur l'analyse microsociale (par opposition à l'analyse macrosociale, qui s'intéresse aux cultures nationales) des interactions entre les membres d'une association étudiante européenne, et ce, entre autres, dans le but d'identifier les traits culturels mis en avant lors de la communication (Frame, 2008).

Ce dernier chapitre se conclut par la présentation du processus d'interculturalisation (défini ci-dessus). L'auteur souligne d'abord l'importance des interactions sociales dans l'évolution des cultures. D'ailleurs, quelques types d'évolution de la culture sont présentés, dont certains sont conscients et d'autres inconscients (p. ex. l'emprunt et l'innovation). L'avantage majeur du modèle sémiopragmatique serait sa capacité à permettre la conceptualisation du lien entre le micro et le macro. Contrairement aux nombreuses études et théories interculturelles, le modèle sémiopragmatique ne postule pas qu'il existe un lien direct entre « les microprocessus communicationnels et l'évolution des cultures macrosociologiques » (p. 259). Au contraire, ce modèle souligne l'importance du contexte et de la situation sur le lien entre le micro et le macro.

Enfin, l'auteur illustre à l'aide d'une figure les différents liens possibles entre groupes sociaux. Cette figure parvient à synthétiser les trois types de rapports existants entre groupes, soit les rapports hiérarchiques intra-sociétaux, les rapports de transversalité intra-sociétale et les rapports de transversalité inter-sociétale. Trois groupes sociétaux sont illustrés dans la figure (groupe A, B et C), ainsi que les groupes intra-sociétaux correspondants (groupes A1, A2, B1, B2, C1 et C2). Dans le but d'illustrer le fonctionnement de la figure, attribuons au groupe social A la culture nationale canadienne, au groupe B, la culture nationale suédoise, aux groupes A1 et B1 le groupe social des femmes et aux groupes A2 et B2 le groupe social des hommes. Le lien entre le groupe canadien (A) et celui des femmes (A1) ou des hommes (A2) canadiens est qualifié de rapport hiérarchique intra-sociétal, tandis que le lien unissant le groupe des femmes (A1) et des hommes (A2) canadiens entre eux réfère au rapport de transversalité intra-sociétale. Le dernier lien illustré est celui des rapports de transversalité inter-sociétale, soit le lien entre les femmes canadiennes (A1) et les femmes suédoises (B1).

Cette figure contribue à la compréhension du phénomène d'interculturalisation, en permettant de penser les liens entre différents groupes sociaux en termes de recoupements, recouvrements et englobements plutôt que d'effectuer simplement une distinction entre cultures microsociales et macrosociales. En allant au-delà des distinctions macro- et micro-sociales, cette figure permet de penser les cultures transnationales (p. ex. les jeunes) qui ne peuvent être qualifiées ni de microsociales ni de macrosociales.

Conclusion

En conclusion, Frame examine les multiples champs de recherche pouvant bénéficier d'applications pratiques de l'approche sémiopragmatique. À titre illustratif, la sociologie de la famille et le domaine de la communication organisationnelle pourraient s'appuyer sur ce modèle pour étudier les répercussions que les cultures familiales ou organisationnelles peuvent avoir sur les interactions. Par ailleurs, une nouveauté de ce modèle est le succès avec lequel il parvient à prendre en considération l'influence de multiples cultures et identités sur la communication interculturelle. Enfin, en restant réaliste, l'auteur estime qu'il reste à vérifier si ce modèle parvient à déjouer l'ethnocentrisme.

Commentaires

En bref, l'objectif de l'auteur était de développer un cadre théorique innovateur permettant de conceptualiser la communication interpersonnelle (rappelons que toutes les interactions interpersonnelles comprennent un certain degré d'interculturalité selon Frame), et ce, en accordant une grande importance au rôle que les cultures et les identités peuvent jouer sur la communication. L'auteur parvient avec succès à atteindre cet objectif. Il présente de façon rigoureuse, systématique et critique les théories préexistantes qui ont trait à la communication interculturelle, tout en apportant des nouveautés à celles-ci afin d'en combler les lacunes. L'insertion d'exemples concrets et de figures rend la lecture plus facile et permet au lecteur de bien saisir les théories présentées. Par ailleurs, le regard multidisciplinaire que Frame privilégie assure à l'approche sémiopragmatique une contribution provenant d'une variété de domaines d'expertise. Frame cite ainsi des auteurs issus entre autres de la psychologie, la sociologie, la communication, l'anthropologie et la philosophie.

De plus, cet ouvrage vient combler une lacune importante de la recherche interculturelle, qui est celle de cibler presque uniquement la communication entre individus de cultures nationales différentes. En proposant d'élargir nos horizons et de constater que toute interaction interpersonnelle comprend une dimension d'interculturalité, Frame apporte une contribution importante au domaine de la communication interculturelle.

Cette contribution ouvre, en retour, une porte à de nombreuses pistes de recherche encore inexplorées, et ce, dans plusieurs disciplines (communication, psychologie, sociologie, etc.). Par exemple, on pourrait se pencher sur les identités privilégiées lors d'interactions entre individus appartenant à une même culture nationale mais différant quant à leur appartenance à un groupe social.

Cet ouvrage est à recommander à tous chercheurs, théoriciens et professionnels s'intéressant à des problématiques touchant à la culture, à l'identité, à la communication ou à l'interculturalité. C'est en retravaillant certains concepts de base avec lesquels nombre d'entre nous travaillons quotidiennement qu'Alexander Frame nous permet de développer une nouvelle façon de se les représenter.

Références bibliographiques

- Blumer, H. (1969). *Symbolic interactionism: perspective and method*. Berkley, CA : University of California Press.
- Frame, A. (2008). *Repenser l'interculturel en communication: performance culturelle et construction des identités au sein d'une association européenne* (thèse de doctorat, Université de Bourgogne, France).
- Frame, A. (2013). *Communication et interculturalité : cultures et interactions interpersonnelles*. Paris : Lavoisier.
- Giles, H. (1973). Accent mobility: a model and some data. *Anthropological linguistics*, 15(2), 87-105.
- Gudykunst, W. (1995). Anxiety/Uncertainty Management (AUM) theory: current status. Dans R. Wiseman (dir.), *intercultural communication theory* (p. 8-58). Thousand Oaks, CA : Sage .
- Gumperz, J. (1996). The linguistic and cultural relativity of conversational inference. Dans J. Gumperz et S. Levinson, *Rethinking Linguistic Relativity* (p. 374-405). Cambridge : Cambridge University Press.
- Hofstede, G. (1980). *Culture's consequences: international differences in work-related values*. Beverly Hills, CA : Sage Publications.
- McCall, G., & Simmons, J. (1978). *Identities and interactions. An examination of human associations in everyday life*. New York : Free Press.
- Stryker, S. (1980). *Symbolic interactionism: social structural version*. San Francisco, CA : Benjamin/Cummings.
- Stryker, S. et Burke, P. (2000). The past, present, and future of an identity theory. *Social psychology quarterly*, 63(4), 284-297.

